

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

MARCHE NATIONALE

PARIS / 15 fév.

**LIBEREZ LES SOLDATS
ET LES MILITANTS
ARRET DE TOUTE POURSUITE**

**NOUS
SOMMES TOUS
DES
DEMORALISATEURS**



sommaire

ARMEE

L'antimilitarisme et les officiers — p. 4
Bigard parle franc — p. 5

POLITIQUE

Le Congrès du PCF — p. 6
Les Jeunesses communistes — p. 6
Le PSU et l'unité — p. 7

LUTTES OUVRIERES

Sur le chômage — p. 8
La CFDT et la transition — p. 9
Lip... — p. 10
Points chauds — p. 11

JEUNESSE SCOLARISEE

Le point sur les luttes — p. 12 et 13

SOCIETE

Les surprofits de l'immobilier — p. 14

INTERNATIONAL

Liban — p. 15
Angola — p. 15
Les prisonniers politiques en URSS — p. 16
Portugal — p. 18
Iran — p. 19

QUOTIDIEN

Où en sommes-nous ? — p. 20
Souscription — p. 21

CULTURE

Interview de J.-L. Comolli — p. 22
Dans l'objectif — p. 23

Numéro d'inscription à la commission paritaire :
46722

« Rouge » - 10, Impasse Guéméné - Paris
75004

Téléphone : 272 88 96 et 272 88 82

FELIX PHOTO

Directeur de publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

COURRIER

La question de la place des femmes dans notre presse

Nous avons reçu plusieurs lettres de camarades femmes qui s'étonnent et nous reprochent à juste titre le peu de place que nous consacrons à la question des femmes dans l'hebdo et dans les numéros zéros du quotidien. Ces lettres posent effectivement un problème auquel nous sommes confrontés. Nous publions ci-dessous la lettre de deux camarades de Caen et notre réponse qui rend compte de nos difficultés.

Camarades,
La Ligue Communiste suivrait-elle le gouvernement et toute la bourgeoisie internationale, qui, en accordant des miettes (Année Internationale de la Femme, Secrétariat à la Condition féminine) en profitent pour masquer les problèmes, et masquer la question :

1) Que deviennent les organisations autonomes de femmes au Viet-Nam ? Pour une organisation révolutionnaire qui se bat contre le stalinisme, ce serait pourtant une question importante à aborder.

2) Pourquoi, Rouge n'a-t-il jamais parlé des femmes au Portugal ?

3) Même pour ce qui est de la France, Rouge ne prend pas en charge une diffusion de l'information sur le mouvement des femmes : où en est-il au niveau national ? Que deviennent les Groupes Femmes dans leur ensemble ? Les Pétroleuses ? D'autre part, la parution dans « Marx ou Crève » n°4 de deux articles contradictoires sur la famille prouve bien qu'il y a dans le mouvement révolutionnaire des débats de fond à avoir, débats non-secondaires mais faisant partie de l'analyse qu'on peut faire, aujourd'hui, du capitalisme international. Il est trop facile d'escamoter le problème en faisant paraître une revue marginale que les militants hommes n'achèteront pas. Nous aimerions aussi avoir des réponses de femmes sur les articles

de ce cher PLT qui semble parfois oublier qu'il y a une oppression spécifique des femmes. En juin, Rouge a passé sous silence la pièce de Benedetto sur Alexandra K., pièce qui n'était pas trotskyste ! mais qui au niveau du féminisme et nature du stalinisme, apportait des éléments intéressants.

Parlons un peu du quotidien (nous serons sûres d'être publiées !). Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître (et non pas de maîtresse...) : un petit mot sur l'avortement en Italie (qui ne faisait qu'illustrer son enjeu politique) ne suffit pas à faire de ce quotidien un journal où se reconnaîtront les femmes.

Un débat important s'est ouvert dans Rouge sur la dictature du prolétariat. Sandor, à juste titre dans son article, a souligné que la dictature du prolétariat visait à briser le pouvoir économique, politique et culturel de la bourgeoisie, et que ce terme n'avait rien à voir avec une dictature sur les idées.

En ce sens nous tenons à souligner que la réponse de F.D. (Paris) dans un précédent numéro de Rouge nous paraît dangereuse, si nous gardons à l'esprit la terreur stalinienne. Dans le dossier central signé par D.B., il est précisé que « la libre confrontation des positions, tranchées apr les organes unitaires des travailleurs, suppose le droit pour tous les courants qui se réclament du mouvement ouvrier, à s'organiser en partis pour élaborer et défendre leurs positions particulières ».

Même si nous nous rallions actuellement à cette position, il ne faut pas oublier que cela peut prendre un caractère tout à fait arbitraire : qu'est ce que le mouvement ouvrier ? Etant donné la nature du mouvement des femmes actuellement, considérons nous qu'il fait partie du mouvement ouvrier ? Enfin, pour que les femmes se reconnaissent dans la révolution socialiste et

la soutiennent, il faudrait que celle-ci prennent en compte leurs revendications. C'est dans les luttes d'aujourd'hui que se construit le socialisme de demain. Il faudrait déjà que les composantes du mouvement ouvrier, et tout particulièrement celles qui échappent au stalinisme, assument et soutiennent les revendications féministes ; révolutionnaires. Des sympathisantes de la LCR faisant aussi partie du Groupe Femme de Caen.

Mala — Sylviane

Depuis quelques temps, le point de vue des femmes n'est pas présent dans « Rouge », même si auparavant une « rubrique femme » a été maintenue pendant plusieurs mois. D'une certaine façon c'est un mauvais présage pour le quotidien. Est-ce le signe d'une censure plus ou moins consciente de la part du Comité de rédaction ou de l'organisation ? Bien sûr, à sa façon, cela reflète la difficulté des militantes à accéder aux mêmes postes de responsabilité que leurs camarades hommes : le nombre de journalistes femmes (très réduit) prévu pour le quotidien jusqu'à présent témoigne aussi du phénomène.

Mais la chose est aussi plus compliquée ; cette absence de rubrique est apparue pourtant au moment où la Ligue commence réellement à discuter des questions d'orientation que pose le développement du mouvement femme et de la place des militantes dans l'organisation. « Rouge » n'est en rien le reflet de ces préoccupations : d'abord parce que le débat commence seulement à pénétrer l'organisation, surtout parce que les camarades qui pourraient alimenter cette rubrique sont pour l'instant complètement investies dans le mouvement ou dans les débats internes. Le comité de rédaction souvent reproche à la commission femme de ne rien fournir pour le journal. Question d'autant plus urgente que la camarade prévue pour cette rubrique dans le quotidien se trouve dans l'impossibilité pour des raisons personnelles d'assumer cette tâche...

Que le point de vue des femmes soit présent dans le quotidien est une question décisive ; non pas sous la forme de quelques articles ou d'écho d'activités du mouvement, mais dans toutes les rubriques. Ainsi il est juste de faire remarquer « les oublis » de ce point de vue dans la rubrique culturelle de « Rouge ». La question n'est pas de gagner quelques lectrices de plus, mais de comprendre qu'un quotidien révolutionnaire qui critique tous les aspects de la vie quotidienne doit obligatoirement introduire ce point de vue, surtout dans une période où le développement du mouvement femme est une question historique nouvelle pour le mouvement ouvrier et la dimension féministe essentielle dans la critique sociale. Tâche que ne remplit pour l'instant aucun quotidien.

Les remarques sont donc justifiées sauf peut-être en ce qui concerne le numéro spécial de la revue « Critique Communiste » ; les premières ventes montrent que ce n'est pas reproduire un ghetto que d'avoir fait ce numéro et que les militants hommes l'achètent aussi de façon importante.

Enfin, pour nous, le quotidien sera aussi ouvert — dans le cadre des tribunes libres — aux contributions des militantes ou groupes femmes ; et pas seulement à celles qui se réclament de la lutte des classes, mais à toute celles qui mènent une critique radicale de la situation des femmes dans cette société. Refuser cette démarche serait stupide. Ce serait ne pas comprendre, que face au chauvinisme, renforcé par les traditions réformistes du mouvement ouvrier, le féminisme ne trouve pas toujours un point d'appui dans les luttes actuelles de la classe ouvrière. Ce qui ne nous empêchera pas bien sûr, quant à nous, d'articuler systématiquement critique féministe et critique de classe.

En librairie

TROTSKY

L'appareil policier du stalinisme

TRAVAIL FEMININ ET MINORISATION

Les vendeuses et les employées dans les grands magasins. Andrée Vanderhaeghe. 33F60

Ed. Contradictions

JEAN-MARIE VINCENT

La théorie critique de l'école de Francfort. 22F40

Editions Galilée

PERE PEINARD EMILE POUGET

Edition Galilée. 38F40

POUR PAQUES INTER-
EUROPE VOUS
PROPOSE :

Neige

Soleil

Ski

Bouffe exceptionnelle

(A SAUZE D'OUX
1550m-2750m

Alpes italiennes

Si vous voulez en savoir plus
adressez vous au 326.57.34
22 rue Gay Lussac Paris
5ème



LA CANAILLE

L'ASSOCIATION DES AMIS
DE LA CANAILLE

organise une séance de ciné-club, le jeudi 12 février à 20h 30.
7, rue des Lions, Paris 4^e.

« Dans la chaleur de la nuit »
de Norman Jewison
avec Sidney Poitier et Rod Steiger

(Une série B américaine qui ne mériterait pas beaucoup d'attention si Sidney Poitier, dans le rôle du bon flic noir en butte à la violence des extrémistes, n'y incarnait une certaine conception de la « question raciale ». Un film « kennedien » à l'époque du Black Power...

Bouffe
Débat

Ciné : 6 F

Communiqué

Dans le cadre des journées de soutien à la MJC de Boulogne contre son expulsion par la municipalité, jeudi 12 février à 21h, Bernard LAVILLIERS se produira.

Location par téléphone : 605 65 05
MJC Boulogne : 152, rue de Silly
métro : billancourt.

Tous à Paris le 15 !

LIBEREZ LES OTAGES !

L'affaire des « dossiers vides » a largement dégonflé la mystification gouvernementale.

Tardivement l'Union de la gauche et les directions syndicales se sont décidées à réclamer la libération immédiate et sans condition de tous les militants emprisonnés.

Le pouvoir serait-il embarrassé de n'avoir rien à exhiber pour étayer ses tonitruations contre les comploteurs antimilitaristes ?

Auger, le dernier des soldats arrêtés, vient d'être libéré.

Est-ce un nouvel aveu d'impuissance ? Tant de fureur chiraquienne produit si peu de résultat ? Une juridiction spéciale mise en branle, un arbitraire total et... aucune preuve ?

Le scandale n'en est que plus grand !

Comment ont-ils osé ?

Pourquoi conservent-ils encore sept militants civils dans leurs geôles ?

Pourquoi y a-t-il encore dans les casernes des dizaines de soldats « au trou » pour 30 ou 60 jours ?

Est-ce le principe des « lettres de cachet » qui fonctionne encore : on arrête, on libère, on interroge, on perquisitionne, et tout cela pour la fantaisie du Prince.

**pour la libération des soldats
et militants emprisonnés**

montée nationale à

PARIS

15 fév. 1976

ils ont fait des « otages » pour faire un chantage plus puissant contre les soldats et contre ceux qui étaient solidaires.

Gallut doit rendre des comptes. Tout doit être fait pour que les mensonges et la fourberie du pouvoir soient largement condamnés publiquement. Ce sont des droits démocratiques élémentaires qui sont en cause.

L'unité la plus large peut et doit se réaliser pour la libération de tous les militants qui demeurent emprisonnés, pour l'arrêt des poursuites, pour la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, pour le libre exercice des droits démocratiques à l'intérieur des casernes.

Des dizaines de milliers de pétitions circulent et remontent à l'appel du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Des personnalités, en très grand nombre, se solidarisent totalement avec les victimes de Gallut.

Toutes les organisations du mouvement ouvrier sont concernées et doivent agir.

Rien ne s'oppose donc à ce que la marche du dimanche 15 février à Paris soit un succès.

A 10 heures, place de la République a lieu le rassemblement. Le cortège des parisiens se gonflera des délégations de toutes les villes de province. Chaque manifestant apportera sa signature en plus de toutes celles déjà recueillies : chacun portera un badge affirmant qu'il a signé une déclaration se solidarissant avec les militants engeôlés par les « lettres de cachet ».

Et la longue marche dans Paris commencera : tous iront porter leurs pétitions, leur signature aux autorités concernées et à leur symbole. Le meeting qui clôturera la marche se dissoudra après que chaque manifestant ait remis son badge et sa signature et qu'une délégation ait porté tous ces témoignages exigeant la sortie immédiate de nos 7 camarades.

Encore 8 jours pour rassembler toutes les énergies : ceux qui sont aujourd'hui dans la gueule de la forteresse militaire attendent de nous une activité énergique. Pour faire pièce à l'arbitraire, balayer les menaces permanentes du pouvoir, aider les soldats eux-mêmes à lutter, organiser, poser avec plus de forces chaque fois, la question du syndicat de soldats, des droits d'expression, de réunion, etc. toutes les activités doivent se centraliser dimanche 15 février.

Les bases du texte d'appel à cette action signé par de très nombreuses personnalités, permettent un front unique sans exclusives.

G. F.

communiqué des comités de soldats de la région bordelaise

■ Les comités de soldats de la région bordelaise réunis en coordination dénoncent vigoureusement la répression très grave qui s'abat aujourd'hui non seulement sur des soldats mais aussi sur des militants et sur des dirigeants d'organisations ouvrières solidaires de la lutte des appelés.

Travailleurs sous l'uniforme, notre préoccupation constante a été et reste de nous lier au mouvement ouvrier. Dans ce sens, nous avons eu plusieurs réunions avec des représentants de l'UD CGT et de l'UD CFDT de la Gironde pour préciser quel soutien matériel les deux centrales nous apporteront.

Ainsi, il a été décidé que la CGT et la CFDT tireraient nos tracts munis d'un chapeau « Les UD CGT et CFDT solidaires de la lutte des soldats ».

Nous nous étonnons donc des déclarations de la CGT rapportées dans la presse niant l'existence de ces réunions et de ces décisions communes.

Mais aujourd'hui, seule l'unité peut faire reculer le pouvoir. Nous demandons solennellement à toutes les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, à toutes les forces démocratiques d'unifier leurs efforts pour exiger la libération des nombreux camarades inculpés devant la Cour de Sureté de l'Etat et aussi des militants des comités actuellement aux arrêts (2 de nos camarades de Mérignac ainsi que plusieurs de Cazau en sont victimes dans l'ignorance de la grande presse.

LES COMITES VIVENT, LES COMITES PROGRESSENT !

■ La multiplication des petites convocations bleues du juge Gallut n'a exercé aucun effet démoralisateur sur le mouvement des soldats. Tout au contraire. On assiste à une floraison de journaux de comités. Mieux, dans certaines régions, plusieurs comités adoptent des positions communes, ce qui exprime une progression du degré d'organisation du mouvement des soldats. Les préoccupations des Comités sont partout semblables : lutte contre la répression, dénonciation du bluff des réformes, réaffirmation des revendications, recherche systématique de l'unité avec le mouvement ouvrier.

Sur ce dernier point, la bataille engagée par les Comités se heurte fréquemment à de sérieux obstacles.

D'une façon générale les instances de base du mouvement syndical qui s'étaient engagées dans un soutien systématique aux soldats ont reculé sous les coups de la répression. Bien souvent, les contacts entre Comités et Unions locales et départementales ont été momentanément interrompus. Le plus souvent, les éléments réformistes ont tiré argument de cette répression pour pousser à l'arrêt du soutien

au mouvement des soldats. En ajoutant, pour faire bonne mesure, qu'il n'était plus question d'imprimer ou simplement cautionner les propos antimilitaristes irresponsables en provenance, des casernes.

Malgré la pression gouvernementale, en dépit du fait que les directions réformistes aient jeté tout leur poids dans la condamnation de l'antimilitarisme, ces positions sectaires des éléments réformistes ont été le plus souvent mises à mal dans les UL et les UD engagées jusqu'alors dans le soutien au soldats. Après tout, les directions réformistes n'ont tout de même pas osé faire chorus avec le gouvernement jusqu'à nier l'existence d'un mouvement démocratique dans les casernes. Elles ne sont pas allées jusqu'à exclure par principe qu'un tel mouvement doive être soutenu par les organisations ouvrières, principalement syndicales.

Dès lors, confrontées à des cas concrets, les réformistes se trouvent piégés par leurs propres contradictions. Que répondre à un Comité de soldats qui s'adresse à une UL ou à une UD et lui demande, geste de solidarité élémentaire, d'imprimer son journal dont le contenu est entièrement centré

autour de la dénonciation de la répression et l'exposé des revendications démocratiques des soldats ? Le stock de faux-fuyants et de prétextes fallacieux se trouve rapidement épuisé. Ce qui n'a pas empêché, dans plusieurs cas, les réformistes à bout d'arguments d'éconduire brutalement les soldats. Mais dans d'autres, à l'issue de débats vifs et fructueux, la poursuite, voire le démarrage d'une activité systématique de soutien aux soldats ont été décidés par les instances syndicales.

En dépit de ces difficultés, les Comités de soldats continuent à s'orienter opiniâtement vers la recherche d'une liaison systématique avec le mouvement syndical. Ils savent que la progression de leur mouvement est à ce prix ; ils savent que la poursuite de la bataille pour le syndicat de soldats passe par cette orientation.

D'ores et déjà, les succès qu'ils ont remportés récemment sur ce terrain montrent que le pouvoir a échoué sur un point essentiel : briser les liens naturels qui unissent le mouvement des soldats au mouvement ouvrier.

LA CRISE DE L'ENCADREMENT MILITAIRE SANS COMPROMIS, NI DEMAGOGIE

■ Quelle attitude les révolutionnaires adoptent-ils à l'égard de l'encadrement militaire, notamment les petits engagés et les cadres subalternes ? La question s'est posée très tôt dans l'expérience des Comités. Qu'on se souvienne des Comités de Marins regroupés autour de Col Rouge à Toulon, qui comptaient de nombreux petits cadres. Qu'on se souvienne de la revendication de l'Appel des 100 : le droit pour les engagés de rompre à tout moment leur contrat, etc.

Le problème prend aujourd'hui une dimension nouvelle. La crise de l'encadrement est patente. La très récente affaire Sanguinetti n'en est qu'un des derniers symptômes (après l'affaire Delas, après l'affaire de La Bollardière, etc.), plus révélateurs que d'autres, « eut-être, en ce qui touche les sommets de l'appareil militaire.

La crise : de haut en bas.

La crise des cadres militaires se traduit de manière très différenciée, selon les armes, les niveaux hiérarchiques. Si, pour certains la préoccupation essentielle porte sur les incerti-

tudes politiques qui pèsent sur les options de défense du gouvernement actuel, les causes du vague à l'âme sont dans la majorité des cas plus terre à terre. Conditions de travail, barème des soldats, modalités d'avancement, possibilités de reconversion civile, etc... Le système actuel est absurde. La récente réforme « provisoire » pondue par Bourges et Bigeard n'a de ce point de vue rien arrangé sur le fond.

Tout se passe comme si le gouvernement était incapable de trancher sur les options essentielles, et donc sur les modalités de restructuration des forces armées qui en découlent. Pris dans les tenailles d'un héritage gaulliste rigoureusement inassumable et les sollicitations atlantiques qui font hurler d'horreur une bonne partie de la majorité présidentielle (sans parler des partis du Programme Commun), il tergiverse et laisse pourrir. Il n'en reste pas moins que la réintégration atlantique est dans la logique des choses ; qu'elle se combine à une professionnalisation tendancielle de plus en plus marquée ; qu'elle pose de manière aiguë le problème de la relativisation du rôle du contingent. Ce n'est donc pas par hasard si le dernier budget de la défense nationale néglige à peu près totalement des postes tels que : l'instruction, le renouvellement

des matériels. Les ajustements indiciaires, les augmentations de soldes consentis n'ont pour seuls but que d'apaiser le malaise à court terme. Cette parade technocratique ne règle aucun des problèmes de fond.

Ajoutons à cela, l'impact sur l'encadrement des luttes du contingent, le constat fait de leur efficacité (une manif de bidasse fait avancer les choses plus rapidement que quinze discours ministériels), et on aura une idée assez exacte du type de crise qui agite, du haut jusqu'en bas, la hiérarchie. C'est pour avoir démontré cela publiquement (et tout en restant bien sûr dans la stricte logique du système militaire actuel) que Sanguinetti a été limogé.

Rejoindre les luttes du contingent

Il ne nous appartient certes pas d'émettre des avis sur la rationalisation possible de l'organisation militaire de la bourgeoisie. Il ne nous appartient pas non plus de nous faire des défenseurs des revendications corporatistes des cadres qui s'inscrivent dans la perspective d'une armée plus forte, plus efficace, plus « moderne »...

Mais la période actuelle est marquée par la dislocation progressive de la sainte-alliance du pouvoir politique et de la caste militaire. Aux yeux de beaucoup de militaires de carrière, la domination politique de la droite n'apparaît plus « de droit divin ». Beaucoup en viennent à considérer que seule l'arrivée de la gauche au pouvoir leur permettrait de sortir du

marasme où ils se trouvent actuellement. De surcroît, le développement des luttes ouvrières et celles du contingent, l'apparition dans la vie sociale, de formes de luttes toujours plus hardies les incitent à penser que ce n'est qu'en luttant et en clamant ouvertement leur mécontentement, voire en s'organisant qu'ils obtiendront gain de cause. Et leur statut d'« obligés de réserve » qui les prive de quelques prérogatives essentielles quant à l'expression de leurs opinions, contraint ainsi rapidement les plus déterminés d'entre eux à agir en rupture avec les règles séculaires de soumission et de passivité politique de leur caste. Les revendications des militaires de carrière qui vont dans le sens de la reconnaissance de leur droits de citoyens, liberté d'opinion, d'expression, d'organisation syndicale sont légitimes. Nous les soutenons en soulignant que ce n'est que par la liaison active avec le mouvement ouvrier et le mouvement des soldats que les militaires professionnels trouveront une issue aux contradictions insurmontables auxquelles ils sont aujourd'hui confrontés. La revendication syndicale fait son chemin parmi eux. Dans sa logique stricte, elle implique que ces personnels militaires se considèrent comme des travailleurs, des fonctionnaires. Il faudra alors qu'ils assument cette position et au premier chef en refusant toute utilisation de l'armée contre les travailleurs, l'ennemi intérieur etc. Cette revendication fondamentale, portée de façon plus ou moins claire par des officiers et des engagés assez nombreux, nous la soutenons aussi, faut-il le dire, sans condition !

A. Brossat / J.Y. Potel
Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire



■ *Opportune parution que celle de l'Anthologie de l'antimilitarisme révolutionnaire, constituée par nos camarades Alain Brossat et Jean-Yves Potel. A l'heure où la gauche, plus respectueuse que jamais, annonce une fois de plus les vieux couplets du patriotisme et de la « défense nationale », la remise à jour des épisodes les plus significatifs de la tradition antimilitariste fait souffler un vent salubre.*

Dans leur introduction à l'anthologie (elle comportera quatre volumes, couvrant la période de 1848 à 1975) Brossat et Potel définissent les enjeux. S'il est important, indispensable de reconstituer une histoire que les sociaux-démocrates et surtout les staliens ont tout fait pour enterrer, la ravalant (dans le meilleur des cas) au rang des péchés de jeunesse, il n'est pas question pour autant de la considérer d'un œil a-critique, a-historique. Brossat et Potel n'entendent nullement constituer l'herbier nostalgique des hauts-faits révolus. Ils veulent faire œuvre militante.

IL s'agit donc de mettre en lumière le problème clé, pour toutes les crises révolutionnaires : celui du rapport entre la crise de l'Etat bourgeois et son armée d'une part, et de la centralisation du pouvoir autonome de la classe ouvrière et de sa propre force armée d'autre part. C'est cette question qui fait trame, tout au long de l'anthologie : définir la place et le rôle de l'antimilitarisme dans la stratégie de la révolution prolétarienne.

A partir de là, on comprend que la lecture des textes présentés est aussi peu comparable que possible à une visite de musée. Que si elle enrichit tant soit peu la « mémoire » des militants, c'est au prix de quelques légendes mises à mal et de l'effritement des schémas rassurants. Le but est clair : favoriser une meilleure confrontation aux tâches de l'heure.

Car restituer l'histoire de l'antimilitarisme révolutionnaire a pour première fonction de nous « préserver des formules toutes faites datant d'une autre époque ». A cet égard, l'exemple de la question du corps des officiers est illustrant. Brossat et Potel montrent bien qu'elle est sans cesse présente dans la pratique antimilitariste : dès 1906, elle alimentait les divergences entre Bolchéviks et Menchéviks ! Ils dégagent la continuité de compréhension entre les menchéviks qui faisaient de l'organisation indépendante des officiers la tâche essentielle, et par exemple le PS et ses Conventions pour l'Armée nouvelle. Lénine parlait, lui, d'attirer les officiers oppositionnels, mais « individuellement », et « dans les organisations militaires et de combat du Parti ». Mais cette pratique systématique en direction des officiers aujourd'hui ne saurait se satisfaire des schémas en cours aux lendemains de Brest-Litovsk, ou des beaux jours de la « Cagoule ». Les « tendances à la professionnalisation, la montée des luttes de classe, notamment dans les métropoles impérialistes découpent des clivages nouveaux au sein de la caste militaire, et favorisent l'action des antimilitaristes pour qu'ils ne voient pas dans tout galonné indistinctement une « gueule de vache » ou un sabre peuple.

Quand Bigeard parle franc...

« pithécantrophe galonné » et les journalistes se font complaisamment l'écho de son propos. Mieux, Giroud, mise en demeure d'arbitrer le débat, condamne le sexisme de son cher collègue qui « retarde d'une guerre ». La CFDT s'insurge. Ferniot, sur les ondes, lance ses foudres contre un ministre aussi mal emboché. Et on commence à murmurer que, cette fois, le bavard impudent risque d'y laisser son portefeuille...

Finalement, dans les petites choses, on retrouve les grandes. Les fonctions éminentes de Bigeard l'on contraint à tempérer un peu son langage, elles n'ont pas modifié d'un iota sa mentalité. Lorsqu'il dit devant les journalistes qu'il faut « marier » Arlette, il pense « la baiser » ou « la faire baiser ». C'est bien clair. Arlette est excitée, comme tous ces gauchistes, et c'est sans doute parce qu'elle est mal (ou pas assez) baisée. Vienne un grand beau para bien baraqué, plein de poils, viril et tout, et voilà

Arlette revenue à des sentiments plus raisonnables.

« On » va la marier dit le pithécantrophe. Qui ça « on » ? Nous autres, les militaires, gens d'ordre et de bon sens. Comme nos collègues chiliens « calment » et baisent ces petites gauchistes excitées du MIR et d'ailleurs ; comme au bon vieux temps « on » calmait avec les moyens virils qu'on sait les arabes excités.

Extraordinaire clarté du propos de Bigeard. Quand l'homme des cavernes sort (illégalement) de sa réserve, c'est pour exprimer le fantasme militaire du viol à l'état pur.

Retour en force du refoulé fasciste de la vieille charogne — et ce sur le terrain, ô merveille, de la sexualité. Quand on est Bigeard et fasciste, c'est pour la vie. En treillis ou costard fil à fil, la bête immonde reste la même. Quelle nostalgie du bon vieux temps des djebels exprime le propos de Marcel ! Et quels gros espoirs pour l'avenir des défenseurs de l'Occident chrétien !

Les maîtres de Bigeard ont toutes les raisons d'être furieux contre lui. Il a vendu la mèche comme un débutant. Il a montré sans ambages que la graine du fascisme ne germe pas que sur les bas-côtés du pouvoir mais sur ses plates-bandes mêmes.

Hé oui ! Une femme peut être une militante, une dirigeante révolutionnaire et rassembler les voix de 400.000 électeurs. Que tous les Bigeard de la terre s'accrochent et en crévent de dépit !



■ Décidément, l'incontinence verbale est un mal incurable. Chapitré par ses chefs, sommé de fermer son clapet et de se contenter de porter beau dans les défilés militaires, Bigeard vient encore de gaffer d'importance. En proposant de « marier » Arlette Laguille avec un para ou un second maître, histoire de la « calmer ».

Cette fois, Marcel a passé la mesure. Arlette qui n'a pas sa langue dans sa poche lui renvoie la balle en le traitant de

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME

● J.L.Soulié, insoumis, est passé devant le TPIA de Metz, mardi 3 février. Alors que l'accusation demandait 2 ans fermes, les juges ne lui ont collé qu'un an. Cette « mansuétude » a de quoi surprendre de la part d'un Tribunal militaire dont la réputation de férocité n'est plus à faire. Signe des temps ?

● « LE SYNDICAT CGT BERGOUGNAN (Clermont Ferrand) après avoir débattu sur le problème de l'armée élève une vive protestation et réclame :
- l'arrêt des emprisonnements des soldats
- la libération de tous les prisonniers
- la levée des inculpations
- la dissolution des tribunaux d'exception et déclare son soutien aux luttes des soldats pour :
- la liberté d'association dans les casernes
- la satisfaction de leurs légitimes revendications.

Près de 100 travailleurs de d'entreprise ont déjà signé l'Appel du Comité National.

Un comité local s'est constitué, à l'appel de personnalités signataires de l'Appel. Parmi elles : Edmond Vacant, député PS du Puy de Dôme, Ed. Richard, bâtonnier à la Cour d'Appel de Riom, J. Evrard, ancien doyen de la Fac de Lettres, etc.

● ANGERS : 200 personnes, le 31 janvier au meeting de solidarité organisé par le comité pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Un succès important, malgré le refus de la mairie de louer une salle et celui de la CGT et de la CFDT et de la CFDT de prêter la Bourse du Travail...

● LE COMITE DE SOUTIEN DU 14^e, organise la projection du film RAS, d'Yves Boisset au profit des militants et soldats emprisonnés. Le film sera suivi d'un débat. (vendredi 13 février, 31 rue Olivier Noyer, Paris 14^e, métro Pernety).

● ROUEN : le 11 février, le comité « armée en question » soutenu par le PSU, la LCR, le GREANV et d'anciens membres des comités de soldats organise un meeting de soutien aux emprisonnés.

● LA SECTION CGT ELEVES INSTITUT HENRI WALLON apporte son soutien aux soldats et militants inculpés en Cour de Sûreté de l'Etat. Elle demande :

- la libération immédiate des militants encore sous les verrous actuellement,
- la levée de toutes les inculpations ainsi que de toutes les sanctions frappant actuellement les soldats.

L'inculpation de 49 militants, soldats et syndicalistes en Cour de Sûreté de l'Etat n'est pas une simple manœuvre de diversion mais bien une attaque envers le mouvement ouvrier.

Nous demandons la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat et de tous les tribunaux d'exception.

La section apporte son soutien à tous les soldats qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, et à toutes les formes d'organisation que ceux-ci pourront se donner.

● LA ROCHE SUR YON : l'intervention des anti-militaristes à la Roche/Yon ce n'est pas nouveau. Cela explique le dynamisme de la mobilisation mais aussi peut être les 3 perquisitions qui ont déjà eu lieu.

C'est ainsi qu'une manif de la gauche, « dément aseptisée », en riposte à une intervention policière dans la plus grosse boîte de Vendée occupée par les travailleurs, reprit quasi unanimement les mots d'ordre d'évacuation immédiate des flics et... de libération des soldats et syndicalistes emprisonnés lancés par le comité (soutenu par : PSU, LCR, OCR, CMRV, GYF, EE, PT, CDA).

Ce ne sont pas moins de 300 signatures que le comité récolta en 2 heures devant les grands magasins de la ville.

La venue de Lecanuet en Vendée, la reprise des initiatives nationales ponctuant les interventions du comité.

La tenue d'une meeting samedi 7 avec Jung, Robert Chiche marquera nous l'espérons la 1000^e signature de la pétition à la Roche/Yon et assurera le succès de la montée sur Paris le 15 que nous préparons déjà activement.

Correspondant.

CMRV : Collectif Marxiste Révolutionnaire de Vendée
GYF : Groupe Yonnais Féministe.

● MONTREUIL : Pour la libération et la levée des inculpations contre les soldats et militants syndicaux emprisonnés, plus de 600 signatures recueillies à Montreuil (200 au lycée, 100 à l'entreprise Sofresid, 30 aux communaux de la mairie...).

Le comité organise un meeting le 13 février à 20h 30 17 rue Roche.

Six militants syndicaux condamnés à Soissons !

■ Le jugement des 6 militants de la CGT et de la CFDT avait été mis en délibéré le 23 janvier. Le 29, le verdict était connu : 800 Frs d'amende pour chacun.

Scandaleux dans son principe, cette condamnation qui voudrait bien faire jurisprudence : désormais, il est clair que des militants syndicaux qui soutiennent pratiquement les soldats en lutte s'exposent à des poursuites et peuvent être condamnés. Mais, à Soissons, où l'on a en mémoire le réquisitoire très dur du procureur qui avait réclamé de la prison avec sursis, le verdict apparaît assez modéré.

Cette modération n'est pas le fruit du hasard. En dépit de l'attitude très sectaire de la CGT qui n'a pour ainsi dire pas défendu ses militants, la riposte sur la ville a été très puissante. Le jour du procès, la salle était pleine à craquer de jeunes travailleurs. Une condamnation sévère n'aurait pas manqué de donner un nouveau coup de fouet à la mobilisation. Par ailleurs, la personnalité des inculpés, tous jeunes travailleurs connus comme militants syndicalistes a pesé dans le sens d'un verdict modéré.

Les leçons de ce procès sont claires : si la « justice » extraordinaire du juge Gallut se trouve un peu en panne, la « justice » ordinaire, elle, poursuit son œuvre contre le mouvement des soldats et ceux qui le soutiennent. A Soissons, le mouvement unitaire de solidarité très puissant qui se dessinait a été délibérément brisé par la direction de la CGT : exclusives, calomnies, fau-fuyants se sont accumulés. N'a-t-on pas entendu un responsable de la CGT déclarer que « Aucun militant CGT n'est inculpé. Il s'agit seulement de deux syndiqués CGT qui, de leur propre initiative ont participé à une opération aventuriste ! ». Une telle attitude laissait le champ libre à la répression, même si celle-ci s'est exercée de façon assez symbolique. A Soissons, cette expérience laissera des traces dans le mouvement ouvrier.

Correspondant Soissons.



Adja-

LA FIN DU MONOLITHISME

■ C'est dimanche que s'achèvera le 22ème congrès du PCF. 100.000 personnes sont attendues au gala du Bourget et c'est un parti apparemment unanime qui va se jeter dans la préparation des élections avec la volonté de faire triompher par le bulletin de vote l'Union de la gauche, tout en s'efforçant de la rééquilibrer à son profit. Le congrès, comme on pouvait s'y attendre, n'a pas apporté d'éléments nouveaux : il n'a fait qu'entériner l'orientation définie à la télévision par Georges Marchais et il n'aura fallu que quelques jours aux congrésistes pour abandonner l'un des acquis fondamentaux du marxisme léninisme : la dictature du prolétariat. Conséquence logique d'une stratégie réformiste qui abandonne toute idée de révolution. Il est désormais officiellement admis que le passage au socialisme sera le résultat d'un approfondissement continu

de la démocratie bourgeoise. Thèse sécurisante pour la grande majorité des militants qui ont rejoint le parti ces dernières années sur la base du Programme commun. S'il est inexact de considérer que le 22ème congrès du PCF tourne une page dans l'histoire du parti, on doit cependant dire qu'une nouvelle cohérence est donnée à la pratique réformiste du passé. Le PCF s'est donné les moyens pour devenir un parti de gouvernement. Mais se faisant il ne résout aucune de ses contradictions et va en connaître de nouvelles.

En tolérant un début de discussion il ne pourra empêcher des oppositions de se développer en son sein. Dans de nombreuses cellules de fortes minorités se sont opposées à l'abandon de la dictature du prolétariat, et la direction du parti n'a plus le prestige suffisant pour imposer un suavisme inconditionnel. Désormais les

militants seront plus vulnérables aux pressions de la social-démocratie comme à celles de l'extrême-gauche révolutionnaire. Et si le PCF va continuer à se renforcer numériquement dans la période de crise que nous connaissons, son orientation se révélera peu payante tant sur le plan électoral qu'au niveau des luttes de la classe ouvrière. Les distances prises par rapport au modèle soviétique amèneront de plus en plus les militants à s'interroger sur le stalinisme et le type de société socialiste à construire. Enfin, talonné sans cesse par le PS, la direction du PCF aura de plus en plus de mal à s'en différencier au moment où elle remet en cause un des points cruciaux de différence : la nécessité de détruire les vieilles institutions bourgeoises. L'ère du monolithisme au sein du mouvement communiste international comme au sein du PCF est terminée.

à l'heure
du congrès

la J.C. dissonante

■ Tous les témoignages concordent : les renoncements explicites du congrès ne vont pas sans troubler maint(e) militant(e) des JC, surtout à la jauge de l'orientation donnée aux JC depuis plusieurs mois.

Sur tous les fronts

La dernière rentrée scolaire s'était en effet annoncée sous la bannière d'une JC « au premier rang des luttes ». Tout en accentuant la concurrence avec le parti socialiste au sein de la classe ouvrière, il

ne fallait pas s'en laisser conter pas l'extrême-gauche dans la jeunesse. Les lendemains amers de la loi Debré en 1973, où la JC s'était au départ écartée du mouvement lycéen, ne devaient être que de mauvais souvenirs. Et, de fait, la JC fut présente et active, fière de se réclamer du « seul parti révolutionnaire », allant d'occupation d'agence pour l'emploi en manifestation à vélo, bloquant avec succès un train au départ de Paris en solidarité avec les militants basques condamnés à mort. De quoi répandre l'enthousiasme... et aussi un patriotisme d'organisation confinant au sectarisme. L'UNCAL est au second plan, la coordination permanente des CET liée à la CGT n'est pas construite et, souvent, sur un établissement les cartes JC sont plus nombreuses que celles de la CP-CET. L'organisation de meetings de la Jeunesse Communiste, invitent des responsables extérieurs au lycée ou au CET, devient l'activité principale. Une juste bataille pour la liberté d'expression et de réunion, mais qui ne s'adressera pas à la masse des lycéens ou collégiens puisqu'organisée sous la seule signature et pour les seuls droits de la JC.

Cette orientation n'armait pas les JC pour répondre à la combativité de la masse des jeunes scolarisés, et n'allait donc pas sans difficultés. Le numéro de décembre du bulletin « La vie du cercle », coordonnant l'activité du MJCF, s'en fait l'écho dans son éditorial. Après, avoir vanté l'adhésion à « main levée » (?) après un débat dans un CET toulousain, il note : « Trop peu de cercles, le tien peut-être, ne prennent pas d'initiatives capables de répondre à la combativité des jeunes ». Difficultés qui peuvent se transformer en désarroi ou en divergences quand sur cette image combative, activiste parfois, tombe l'abandon patelin de dictature du prolétariat, et donc, des derniers oripeaux révolutionnaires du parti.

L'anti-militarisme renié

D'autant plus que la répression contre le mouvement des soldats et ceux qui le soutiennent n'a pas arrangé les choses. Conformément à son nouveau cours, la JC affirmait sa volonté d'être partout « dans l'armée comme dans tout le pays », « au premier rang des luttes pour les libertés des soldats ». Le numéro de décembre d'Avant-garde, mensuel du MJCF, affirmait même que là sa position « claire et sans équivoque, vise sans renoncer à son activité propre, au développement de la lutte des soldats, dans les formes et avec les structures qu'ils jugent utiles de se donner ». L'article ne parle pas des fameux « clubs de soldats » et précise que lorsque des « comités de soldats larges et jouissant de la confiance d'une majorité d'appelés » existent « les jeunes communistes participent au travail de ces comités et contribuent à leur développement ». Le même numéro publie d'ailleurs la lettre ouverte d'un de ces comités, celui du 1^{er} Cuirassier. Puis, rien ne va plus ! L'intérêt national oblige, loin de ces errements, il faut comme le tonne Georges Marchais le 13 décembre devant les JC de la région parisienne, se démarquer avec force de l'anti-militarisme, ne pas tomber dans le piège de la provocation, « opération diversion » montée par le pouvoir grâce aux « activités troubles »

des « groupes gauchistes ultra-minoritaires », bref, refuser l'unité d'action pour la défense de ceux que l'on vient d'embastiller. Après la combativité tous azimuts, l'heure est à la temporisation. De nombreux cercles ne l'entendent pas ainsi, et signent des tracts unitaires contre la répression. Ainsi, au lycée Descartes d'Anthony (Hauts de Seine), un tract est rédigé, signé et diffusé en commun par les JC, le PSU, la LCR, le CDA de l'établissement. Deux jours plus tard, le cercle local, à l'insu d'une partie des militants du lycée, désavoue la participation au tract unitaire, tout en reconnaissant que les JC de l'établissement l'ont signé. Explications : il faut « condamner les agissements antimilitaristes, faire de l'armée française une armée démocratique et moderne au service de la nation ». A Toulouse, le ton est plus expéditif. Dans deux lycées, Berthelot et R. Naves, la JC signe les tracts communs avec la LCR, d'autres organisations d'extrême-gauche, et dans un cas le SNES et la SGEN-CFDT. Quelques jours plus tard, un tract central est diffusé au nom de la JC. Son titre, morceau de bravoure et de solidarité : « Comment les gauchistes aident Ponia ». Une argumentation des plus sommaires : la signature est inventée, les gauchistes voulant « donner matière à l'offensive réactionnaire » des Ponia-Chirac. Un démenti qui n'a pas dû faire l'unanimité, surtout parmi ceux qui ont lu le « bréviaire » historique des JC, récemment édité : « Jeunes comme JC », un livre de Jacques Varin, ancien membre du BN de l'UEC. Le travail « anti » (-militariste) y a droit à un chapitre entier comme « l'un des axes de lutte principaux des JC » jusqu'au début des années 30 et « une tradition du mouvement ouvrier ».

Ces exemples le montrent déjà : cahin-caha, l'évolution du PCF accentuera les difficultés internes de la JC, et donc les débats en son sein. Car l'on ne peut à la fois vouloir être dans le vif des luttes de la jeunesse scolarisée et être prêt à cogérer dès maintenant, comme l'illustrent les facultés, l'école des patrons. L'on ne peut à la fois chercher à rétablir l'image d'une JC combative, révolutionnaire même, et multiplier les reniements et les garanties de respect de l'ordre... bourgeois.

CORSE

Libérez les autonomistes emprisonnés

■ Six militants autonomistes corse viennent d'être inculpés par la Cour de Sécurité de l'Etat pour reconstitution d'organisations dissoutes (ARC et FPCL) et attentats à l'explosif. Quatre d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt. Car si la Corse, depuis plusieurs mois, ne fait plus la une des journaux, les enquêtes policières et l'arrivée de renforts continuent. Il est vrai que l'instruction judiciaire d'Edmond Simeoni est terminée et que selon toute vraisemblance la date de son procès approche bien que le pouvoir fasse tout pour la reculer. En prison depuis la fin août, Simeoni ne bénéficie toujours pas du régime politique auquel il a normalement droit.

Ses conditions de détention sont extrêmement dures. Quasiment au secret, il s'est vu refusé la possibilité d'étudier en prison. Il fait ajouter qu'il a perdu plusieurs kilos à la suite d'une alimentation maison.

Et si, dans l'île, les forces de l'ordre poursuivent avec zèle les autonomistes, elles font preuve d'un laxisme bienveillant vis-à-vis des barbouzes plastiqueurs envoyés du continent. Jusqu'à ce jour, aucun d'entre eux n'a encore été arrêté. Un poids, deux mesures comme toujours. La lutte pour la libération des militants autonomistes doit continuer et ce autant en Bretagne qu'en Corse.

SUR L'UNITÉ AVEC LES RÉFORMISTES

« A tout moment les révolutionnaires doivent donc œuvrer à la nécessaire unité de la classe pour répondre à ses besoins immédiats. A tout moment les révolution-

naires doivent donc proposer l'unité aux organisations réformistes qu'elles qu'en soient les chances de réalisation. »

La PSU et la Ligue sont d'accord pour affirmer :

- que le pouvoir des travailleurs ne peut être que l'auto-gouvernement des travailleurs organisés en conseils (quelque soit la place respective que l'un et l'autre nous entendons accorder aux conseils d'entreprises et aux conseils territoriaux)

- qu'en conséquence les révolutionnaires doivent œuvrer en permanence à réaliser l'unité de la classe ouvrière et pour ce faire doivent développer une politique unitaire vis à vis des organisations réformistes dans lesquelles se reconnaît la majorité des travailleurs.

- que cette politique unitaire doit être menée de façon systématique indépendamment de ses résultats immédiats, sans préalable autre que l'intérêt du mouvement de masse lui-même.

Cependant nous constatons depuis plusieurs mois l'accumulation de reproches réciproques sur l'activité quotidienne. Ainsi la polémique tend à remplacer le débat nécessaire. Mais il semble que les camarades du PSU soient pour le moins réticents à un débat public national avec la LCR, en dehors du cadre offert par Politique-Hebdo. Pourtant à partir des points d'accord, la discussion entre le PSU et la LCR susciterait un intérêt dépassant l'influence propre des deux organisations.

Nous nous limiterons ici à 2 questions, en renouvelant notre proposition au PSU d'y répondre dans une tribune libre.

L'unité avec les organisations réformistes : une tactique ou une stratégie ?

Pour nous la stratégie révolutionnaire s'incarne dans l'unité de la classe s'élevant à travers la lutte révolutionnaire en classe dominante, et pour ce faire construisant un nouvel Etat, l'Etat des conseils. Dans cette perspective stratégique, la politique unitaire vis à vis des réformistes ne peut être qu'une tactique rendue nécessaire par le fait que la conscience de classe des travailleurs retarde sur leur pratique de classe (comme on l'a encore constaté au Portugal où les travailleurs peuvent s'organiser dans les commissions, développer une pratique de contrôle ouvrier, et garder leur confiance dans le PS qui dénonçait le « pouvoir parallèle » de ces mêmes commissions). Dès lors, si on peut à priori éliminer complètement l'hypothèse que les partis réformistes traditionnels, poussés par la radicalisation de leur base, n'aillent un peu plus loin dans la voie révolutionnaire que ne le voudraient leurs directions, on ne peut fonder une stratégie sur cette éventualité aussi aléatoire. L'hypothèse, au contraire la plus probable, est que la constitution de la classe ouvrière en classe dominante, qui suppose la défaite politique du réformisme, passera également par sa défaite organisationnelle c'est à dire par une rupture de la classe ouvrière avec les partis réformistes, rupture qui se traduira par des scissions massives au sein de ces partis.

Or les camarades du PSU, par le con-



Le 12 juin 1975 : Paul Laurent (à gauche) et G. Marchais pour le PC et G. Sarre pour le PS (au centre) accueillent cordialement M. Mousel secrétaire du PSU lors d'une manifestation unitaire contre la répression syndicale.

cept de « stratégie d'unité populaire » entendent à la fois l'unité de la classe et ses alliés se réalisant dans les conseils ouvriers et populaires, et l'alliance « stratégique » avec les partis réformistes. Aussi y a-t-il deux interprétations de cette « stratégie d'Unité Populaire » comme on a pu le voir à l'occasion du débat public sur le Portugal entre des membres du Bureau National du PSU. D'un côté on peut mettre l'accent stratégique sur le « pouvoir populaire » représenté par les conseils en articulant une tactique unitaire vis à vis des forces réformistes. D'un autre côté on peut privilégier la recherche d'un accord stratégique avec les partis réformistes sur un programme sensé ouvrir la voie au socialisme, en limitant alors le mouvement de masse à un rôle de pression

sur ces partis. Il nous semble que le PSU tend à glisser vers cette seconde interprétation finalement assez proche de la stratégie du CERES ou plus encore de la direction de la CFDT. Mais une telle orientation, dans la mesure où le PSU refuse le programme commun, n'aurait de sens que dans l'espoir que la pression conjointe du mouvement de masse et du PSU lui-même puisse modifier l'orientation d'au moins une des principales des forces réformistes. Cette illusion qui conduisit Rocard au PS, est elle aujourd'hui partagée par le PSU à l'égard du PC ou de la CFDT ?

Les camarades du PSU maintiennent-ils l'appréciation portée à leur conférence nationale entreprise sur la nature réformiste de la direction CFDT ? Pensent-ils toujours qu'il est souhaitable que se développe une ten-

vent, c'est ce qu'a fait le PSU, tant face à la crise où il proposa l'unité au PC et au PS sans en définir clairement les objectifs qu'à l'occasion de l'armée où il fit semblant de ne pas faire partie de l'extrême gauche et de ne pas défendre en tant que PSU l'antimilitarisme révolutionnaire sous prétexte que le mouvement des soldats ne se développe pas sur une base antimilitariste.

Or à ce jeu les révolutionnaires ne peuvent se contenter de perdre sur tous les tableaux. Leur « manœuvre tactique » ne trompe pas les réformistes, par contre elle jette la confusion auprès des travailleurs réceptifs à leur propagande.

Mais les révolutionnaires ne peuvent se contenter d'une propagande unitaire qui tournerait vite à la mise au pied du mur verbal. Ils doivent chaque fois que possible se donner les moyens de créer un rapport de forces suffisant pour contraindre les réformistes à accepter l'unité d'action nécessaire pour mobiliser les larges masses. Pour ce faire les révolutionnaires doivent prendre les initiatives susceptibles de mobiliser une partie des travailleurs radicalisés. Or le plus souvent pour que de telles initiatives soient mobilisatrices, il faut qu'elles soient prises de façon unitaire par plusieurs organisations d'extrême gauche. C'est ce qui s'est passé en mai 68, lors des mouvements de la jeunesse contre la loi Debré, lors de la marche nationale sur Lip... A l'inverse il n'est pas un cas où de simples accords au sommet aient pu débloquent l'unité à la base et c'est se payer de mots que de voir dans la manifestation du 26 juin 75, ou dans la signature d'un communiqué commun PSU-PCF sur le Portugal, ou même dans la signature du dernier communiqué commun sur l'armée, le résultat de la « stratégie d'unité populaire ».

Entendons nous bien, nous ne sommes pas contre par principe des accords de sommet mais ce que nous reprochons aux camarades du PSU, c'est pour pouvoir signer de tels accords, au contenu parfois discutables, de limiter l'activité unitaire autonome des révolutionnaires qui permettrait pourtant d'accroître le rapport de forces vis à vis des réformistes, et par conséquent de ne mener aucune bataille contre les exclusives. Pour ne pas se couper des réformistes, le PSU donne l'impression de prendre ses distances vis à vis des organisations révolutionnaires quitte à s'adresser par dessus leur tête aux « révolutionnaires inorganisés » « tellement moins sectaires » !

R. Yvetot

La semaine prochaine : Quelle politique unitaire vis à vis des organisations révolutionnaires ?

CRISE ET CHOMAGE

■ La grande presse ne titre plus sur le chômage. Et pourtant le problème reste d'actualité. Il faut rappeler quelques chiffres. Plus d'un million de chômeurs reconnus, en fait environ un million et demi. Leur nombre ne cesse de s'accroître.

Une revue patronale, le *Nouvel Economiste*, dans son numéro du 2 février 76, annonce cyniquement « Le chômage atteindra son plafond en avril ou en mai ». Après, il y aura ce qu'elle appelle un « palier ». Ce qui veut dire que le niveau du chômage va encore monter. Aucune diminution n'est envisagée pour l'année 76.

La crise dure. Il faut réagir. Les travailleurs qui avaient pu disposer de 90 % du dernier salaire après leur licenciement économique, voient se terminer la seule année pendant laquelle ils peuvent prétendre en bénéficier. De plus, un chômeur sur dix touche ses fameux 90 %. On pourrait parler aussi des chômeurs partiels dont le nombre a été multiplié par neuf en 75. Pour eux, ce sont des feuilles de paie souvent amputées, un pouvoir d'achat en baisse. Citons enfin le cas des jeunes à la recherche d'un premier emploi, des immigrés à la merci du premier contrôle, de tous ceux qui ne touchent aucune allocation.

Pendant toute l'année 75, les patrons ont expliqué que la crise, la baisse de la production rendaient ce haut niveau de chômage nécessaire. A l'heure actuelle, alors que les patrons affirment que la reprise s'amorce, on s'aperçoit que le chômage continue à monter ! Plus de dix demandes d'emploi pour une offre, voilà le bilan. Face à cela, les révolutionnaires ont des propositions :

- Il faut répartir le travail entre toutes les mains ouvrières, françaises ou immigrées. Pour commencer, retour immédiat aux 35 H, sans diminution de salaire. Embauche de personnel partout où c'est nécessaire, à partir des besoins évalués par les travailleurs eux-mêmes.

- Il faut assurer aux travailleurs actuellement sans-emploi, une indemnité égale au SMIC, sans limitation de durée. Ce n'est pas aux salariés de payer pour la crise du système capitaliste.

- Il faut enfin se battre pour organiser les chômeurs. De façon autonome, mais en se liant étroitement aux syndicats ouvriers.

Face aux tentatives de division, réaffirmons la nécessité de l'unité mais aussi du combat pour l'ensemble de la classe ouvrière.

S. M.

Un livre utile

● Alain Sabatier dans son livre « Guide perte d'emploi, chômeur et formation » (éd. Tema pratique) s'adresse aux salariés n'ayant plus d'emploi. Dans ce sens, ce livre remplit pleinement son but ; il est clair, précis, complet et facile à consulter. On peut l'employer de plusieurs façons. Soit à partir du cas du chômeur (démissionnaire, licencié, etc.), soit à partir de la quête des droits recherchés. Dans chaque type on trouvera les conditions à remplir, la nature des droits et les démarches à effectuer.

Malheureusement un livre de ce genre souffre inévitablement, à cause de sa période de validité relativement longue, de l'absence d'évaluation des possibilités réelles existantes. En effet, les droits sont prévus par la loi, mais pour nombre d'entre eux et particulièrement ceux qui concernent la formation, ils sont limités par les capacités offertes par le gouvernement. Ainsi, il est important pour un chômeur de savoir qu'une FPA (Formation professionnelle des Adultes) n'est possible qu'après plusieurs années d'attente ou qu'il faut en général un délai de 2 à 3 mois avant de pouvoir percevoir ses premiers droits !

A cause de cela, l'aspect nécessairement positif du livre pourrait donner l'impression au lecteur, surtout s'il est chômeur, que ses droits sont nombreux. Il ne se rendra pas compte que plus la moitié des chômeurs ne touchent rien. Dans ce sens, il est dommage que les droits de ceux qui n'ont jamais travaillé ne soient pas inclus.

La connaissance des droits, des démarches et des recours possibles que donne ce livre pourra peut-être limiter les abus des patrons qui déguisent souvent les licenciements collectifs ou ne délivrent pas les papiers adéquats. Si son prix est encore élevé pour bien des chômeurs, il trouvera sa place comme livre de référence et remboursera aisément par son information le travailleur en péril de licenciement.

C. P.



un pas en avant

Vendredi 30 janvier, à l'appel du comité de chômeurs 5^e-13^e, se sont réunis une quinzaine de comités représentant plus d'une centaine de chômeurs organisés. Si la grande majorité était soutenue par la CFDT, il y en avait certains appuyés par la CGT et un l'était par les deux. Les chômeurs organisés, même s'ils ne représentent qu'une infime minorité des chômeurs, ne sont plus isolés.

□ Ce n'est pas par hasard si l'immense majorité des comités sont liés d'une façon ou d'une autre aux structures syndicales. Dans la pratique, la liaison avec les syndicats s'est montrée le seul moyen efficace de lutter. Ainsi, c'est en restant un travailleur lié aux organisations syndicales comme dans l'usine que les chômeurs en tant que force spécifique mais peu stable, peuvent espérer lutter. Dans la coordination, cette unité fondamentale s'est vue sanctionnée non seulement par la décision d'y faire participer les représentants de la CGT et de la CFDT mais aussi par la première revendication du projet de plate-forme : l'emploi. Par cette exigence, les chômeurs ont revendiqué leur condition de travailleurs au même titre que ceux qui ont un emploi. Mais plus encore, c'est ainsi que la lutte pour les effectifs, pour les 35 heures, contre les licenciements, contre le chômage partiel sont inscrites dans les revendications générales des chômeurs, sont la base de l'unité de lutte contre le patronat.

vers un soutien intersyndical

Pour briser leur isolement, les chômeurs ont besoin, comme les travailleurs, de l'unité la plus grande. Un comité CGT-CFDT de St-Germain en Laye a montré le chemin. Si la formation d'une coordination marque un premier pas dans l'unité, la participation de la CGT et de la CFDT en signifierait un plus grand encore. Les chômeurs l'ont reconnu. Il faut espérer que les confédérations sauront répondre à cette légitime aspiration. Contre un gouvernement qui réprime, l'unité intersyndicale est plus nécessaire que jamais.

centralisons les luttes

A cette réunion, un projet de plate-forme a été élaboré :

- De l'emploi pour tous (sans changement de qualification, salaire ou lieu).
- Garantie de ressource sans limite de temps : SMIC minimum et 90 % pour tous.
- Prise en charge par l'Etat des loyers : pas d'expulsions.
- Garantie des services sociaux : EGF, transports, soins médicaux, justice...
- Non à la discrimination raciale. Maintien de la carte de travail. Non aux expulsions.
- Droit d'expression, d'affichage et de réunion dans les ANPE.

Après discussion dans les comités, la prochaine réunion votera une plate-forme définitive. La centralisation des initiatives qu'elle permettra, à travers la tenue régulière de la coordination, ouvrira la voie à de nouvelles victoires telles celles obtenues à Toulouse et Grenoble (transports gratuits). Mais, en grande partie, la réussite dépendra de l'appui qu'apporteront ensemble CGT et CFDT.

prochaine étape : une coordination nationale

La CGT et la CFDT, chacune de son côté, réunissent « leurs » chômeurs en mars de cette année. Veulent-elles recenser leurs troupes ou impulser les luttes ? Il faut au contraire de véritables assises unitaires des comités de chômeurs, sans exclusives ni préalables, réunissant syndiqués et non-syndiqués. J.P.

LA CFDT ET LA «TRANSITION»



La CFDT vient de publier l'avant-projet de résolution pour son 37^e congrès confédéral qui se tiendra fin mai. Le document porte essentiellement sur la stratégie politique de la CFDT et les voies de passage au socialisme, ce que la centrale appelle la « transition au socialisme auto-gestionnaires ».

Signe des temps, les grandes organisations ouvrières du PCF à la CFDT ont, sous des formes différentes, les mêmes débats stratégiques à l'ordre du jour de leur congrès respectif. Autre signe des temps, au moment où le PCF liquide avec la dictature du prolétariat ses liens mêmes formels avec le marxisme-léninisme la direction confédérale CFDT vient de rappeler sa méfiance vis-à-vis du marxisme dont elle craint les « théorisations dogmatiques » et auquel elle préfère sa démarche empirique « plus adoptée à un syndicalisme de masse ». Pourtant le projet de résolution apparaît pour le moins abstrait ne se référant à aucune situation concrète, ne serait-ce qu'aux événements survenus depuis le 36^e congrès confédéral (le Chili, le Vietnam, le Portugal, Lip les élections présidentielles, la grève des PTT, la polémique PC-PS, l'armée...). Il n'envisage même pas concrètement la nouvelle conjoncture qu'ouvrirait la survenue d'un gouvernement de gauche, et les tâches qui en découlerait pour la CFDT.

De façon provocatrice, on pourrait dire que finalement ce document apparaît plus comme un texte politique pour « l'avant-garde éclairée » des responsables fédéraux et régionaux que comme une résolution dans laquelle les syndicats de base pourraient inscrire naturellement leur pratique et leurs débats.

Nous consacrerons une série d'articles aux problèmes soulevés par ce document, qui intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans ce premier article nous critiquerons surtout la méthode d'analyse de la direction de la CFDT, mélange original entre « l'idéalisme chrétien » qui pense qu'il faut d'abord changer les hommes pour changer la société et le « matérialisme marxiste » qui estime que pour changer les hommes il faut d'abord changer la société.

Du refus de « l'économisme » à « l'idéalisme »

La CFDT, héritière de l'humanisme chrétien de la CFTC, ne pouvait guère être réceptive à « l'économisme » du PC et de la CGT qui réduisent le capitalisme à la « domination économique d'une poignée de monopoles » et promettent logiquement, avec leurs nationalisations, la guérison de tous les maux. La CFDT conteste, à juste titre, cette analyse qui débouche sur la coupure entre la pratique syndicale strictement revendicative, économiste, et la pratique politique limitée au rassemblement électoral des victimes des monopoles. Elle lui oppose une démarche « anticapitaliste » prônant « *Le combat en même temps sur le terrain économique politique, social et idéologique* ». Mais à partir d'une telle orientation de « classe », la CFDT glisse vers une théorisation largement « idéaliste » que l'on peut schématiser ainsi : le développement d'une pratique de « classe » sur tous les terrains permettra d'élever progressivement la conscience de l'ensemble des travailleurs à la « conscience socialiste auto-gestionnaire ». Et, ainsi lorsque la majorité sera devenue favorable au socialisme auto-gestionnaire, la voie royale (et électorale) sera ouverte à sa construction. Dès lors, il ne s'agit pas tant de développer des luttes de masse contre les effets du capitalisme, au cours desquelles la

classe ouvrière prenant conscience de sa force pourra remettre en cause le capitalisme lui-même, que de susciter par l'action et la propagande la contestation du « modèle irrationnel de la société de consommation capitaliste ». Ainsi Edmond Maire et Jacques Julliard pouvait écrire dans leur livre la CFDT d'aujourd'hui « que le capitalisme soit un système éconopmique efficace tant qu'il s'agit de produire le plus possible ne fait aucun doute. Mais quelle production ? A quelle condition et pourquoi ? ». La crise a tempéré cette affirmation.

Mais cet « idéalisme » se retrouve de façon plus « sophistiqué » dans l'analyse faite par la CFDT du capitalisme qu'elle apprécie à juste titre comme un système économique, social, politique et idéologique mais dont elle remplace le fondement dans les rapports de production par « *un ensemble articulé à plusieurs niveaux interdépendants sans qu'aucun d'entre eux ne soit déterminant de manière permanente* » (revue CFDT aujourd'hui n°17)

De l'« idéalisme » au réformisme.

Si le capitalisme n'est donc pas, en dernière analyse et quelque soit le degré d'autonomie des rapports sociaux, politiques et idéologiques, la conséquence dans tous les domaines de la généralisation de la production marchande il doit être possible pour la classe ouvrière de désarticuler le capitalisme entre « ses différents niveaux » (économique, social, politique et idéologique) comme la bourgeoisie avait miné de l'intérieur la société féodale. C'est d'ailleurs en ces termes que Jacques Julliard, Jean Riedinger posent dans *Syndicalisme universitaire* n°663 le problème de la « transition ». Ils rappellent que si la bourgeoisie a pris le pouvoir en 1789, « *il est beaucoup plus difficile de fixer le moment où le mode de production capitaliste est devenu dominant... Sur le plan culturel enfin, l'avènement de valeurs bourgeoises a largement précédé la Révolution politique et lui a permis de se consolider durablement* ». Certes affirment-ils « *il ne s'agit pas d'appliquer mécaniquement ce schéma au problème du socialisme* » mais ils pensent néanmoins que « *la lutte pour l'hégémonie culturelle est un problème d'actualité. Dans ce domaine nous pouvons considérer que nous sommes déjà à l'intérieur d'une*

phase de transition...Ce n'est plus « l'existence qui détermine la conscience » mais la conscience qui précède l'existence. C'est le marxisme à l'envers ! Ce qu'oublie tout simplement J. Julliard c'est que si la bourgeoisie a pu asseoir sa domination idéologique avant même la prise de pouvoir politique c'est que l'économie marchande s'était déjà développée sous la société féodale. Or rien de tel n'est possible avec l'économie capitaliste dont la force même réside dans sa généralisation qui la rend « naturelle » y compris à la plus grande partie des masses exploitées. Les seules « zones libérées » dont dispose la classe ouvrière sous le capitalisme, ce sont, ou plus exactement cela devrait être, ses organisations de combat. Le nier ou même l'ignorer a d'importantes conséquences. En effet, si la classe ouvrière se trouve dans la société capitaliste dans une situation identique à celle de la bourgeoisie dans la société féodale, il est logique alors de vouloir conquérir « des pouvoirs économiques » en gérant des coopératives, des entreprises nationalisées...ou en estimant comme le projet de résolution que « *la relance de l'activité économique (quelle économie ? NDLR) doit être faite par le développement des biens et services de qualités, utiles et durables, répondant aux besoins individuels et collectifs de masses* » comme s'il pouvait exister « relance socialiste » sans économie socialiste.

Si l'on partage la position de J. Julliard, il devient difficile en effet de dire quand commence la transition « processus progressif » au cours duquel la classe ouvrière gagne un certain nombre de « pouvoirs », économiques, sociaux, culturels et politiques, grâce à des « sauts qualitatifs ». Evidemment ce grignotage du pouvoir, en affaiblissant progressivement la bourgeoisie, permet d'envisager avec quelques raisons un passage pacifique au socialisme. Au contraire, pour les marxistes, la société de transition, que Marx appelle la « première phase » ou « phase inférieure » de la « société communiste » n'est rendue possible que par la socialisation des principaux moyens de production et d'échange, supposant la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. Et c'est justement parce que le prolétariat est exploité, dominé, aliéné, qu'il ne peut se libérer qu'en s'élevant, au cours même de la lutte révolutionnaire, en Etat, ouvrant ainsi la période de transition. Certes la société de transition, du point de vue des rapports sociaux, économiques idéologiques, porte encore les stigmates de l'ancienne société dont elle est issue et ces stigmates devront être éliminés progressivement grâce non seulement au développement économique mais aussi grâce à une pratique de classe consciente.

De ce point de vue, s'il est parfaitement juste de noter, comme le fait le projet de résolution CFDT, que « *l'expérience historique montre que la transformation des bases économiques du capitalisme n'est pas suffisante pour faire disparaître les rapports de domination* » encore faudrait-il préciser que cette « transformation des bases économiques » est un préalable à la construction du socialisme

R.Yvetot

LA CFDT INFILTREE ?

D'après le journal Le Monde du 28 janvier, la CFDT chercherait « à se protéger des tentatives d'hégémonie ou de pénétration des partis de gauche et d'extrême-gauche ». Il semble en effet que depuis les Assises pour le socialisme le PS est réussi à infiltrer, y compris les plus hauts échelons de la CFDT. Cette information est le fruit de recoupements divers, mais nous sommes prêts à publier tout éventuel démenti de la confédération.

vient de paraître

les Cahiers de LA TAUPE n° 7

passer vos commandes

le sol tremble

■ Quand le 10 février 73, les premiers Lips ont franchi les grilles, chacun savait qu'une nouvelle étape de la lutte commençait : lutte pour le réembauchage de tous dans un premier temps et puis lutte pour la défense des acquis : l'emploi, et les salaires. Personne ne se faisait d'illusion : dans la mutation technologique que subit l'horlogerie, des difficultés nombreuses arriveraient. Mais de plus la crise économique a frappé de plein fouet l'industrie horlogère : et, dès le mois d'octobre, les premiers signes en apparaissaient chez Lip. Alors que le plan prévoyait la vente de 500.000 montres et un chiffre d'affaires de 75 millions pour 75, l'entreprise se retrouve avec un stock excédentaire de 100.000 montres et 13 millions de moins de chiffre d'affaires.

En octobre les banques refusent une première fois une avance de trois mois de crédit :

le 12 décembre, le CA refuse le plan 76, refuse de financer 20 millions et nomme une mission d'étude qui réétudie le budget pour le 15 janvier. C'est ce jour-là que seront décidées les mesures de réductions d'horaires et de pré-retraites : cela se

concrétise par le retour de 42 heures 30 aux 40 heures et à 36 heures selon les secteurs, avec pertes de salaire correspondantes et mise à la retraite d'office de 35 personnes avec règlement à 70%. Et pour compléter, la direction se réserve sur les licenciements individuels. Bref, la situation est difficile.

C'est dans un tel contexte que vendredi 30, éclate la nouvelle : Giscard garantit les fonds nécessaires à la situation. Aussitôt les bruits les plus alarmistes circulent chez les horlogers-bijoutiers : certains représentants de Lip se voient vider des boutiques ; le bruit court que Lip n'en a plus que pour trois mois.

En même temps le PCF et la direction de la CGT attaquent violemment : tronquant des citations ou exploitant des ambiguïtés dites, ils accusent Piaget et les Lips de collaboration de classe!

Des milliers de travailleurs pour lesquels les Lips avaient été un exemple et un espoir sont désorientés et ne comprennent plus. Que se passe-t-il réellement.

Un danger réel

Lip est effectivement resté au cœur des travailleurs comme un magnifique exemple. Ils avaient vaincu! Ils avaient vaincu dans une première étape, oui! Mais le combat a dû continuer ensuite, combat contre le patronat, mais aussi combat contre le cancer du retour au quotidien qui ronge les cœurs et la combativité, et dont on peut sortir vaincu.

Ils sont rentrés sur la base du plan Neuschwander, et ils savaient bien qu'il fallait continuer à lutter; et pour faire tomber les illusions, la CFDT lance alors pour ridiculiser et démythifier Neuschwander une campagne de bandes dessinées.

Mais avec le temps, les difficultés du contexte économique et politique, il est

dur de rester mobilisés en permanence, de guetter les moindres failles et d'y riposter sans relâche. Quand ils sont rentrés, les Lips s'étaient jurés d'être vigilants; ils connaissaient bien les rouages de l'entreprise; ils sauraient veiller à ce qu'« un autre mauvais coup ne se prépare pas »... Mais en période calme, la marge est étroite entre le strict contrôle et l'envie de donner son avis sur la gestion. Au moment du plan Syndex, nous avions déjà souligné alors les dangers d'une dynamique de « contre-plan ». Aujourd'hui le danger est le même : en décrétant que Lip est viable, et qu'aujourd'hui il faut mettre sur pied un plan de l'horlogerie française, c'est une pente savonneuse qui est prise, car c'est bien celle qui viserait à déterminer la nature des revendications selon la bonne marche de l'entreprise. Ce danger-là, on le voit poindre quand il est écrit dans un tract : « seul un plan crédible peut légitimer l'ouverture d'une négociation d'horaire ». Nous pouvons bien comprendre ce qui a conduit à ces déclarations; mais il est impossible de les approuver, car elles laissent craindre un glissement vers des positions opportunistes. Aujourd'hui il est juste de ne pas vouloir avoir une pratique coupée du niveau de conscience des travailleurs, mais l'heure est à une pratique de masse non pas défensive, mais offensive, en reprenant les modes d'action utilisés dans le passé, et surtout en rompant l'isolement.

Pourquoi Giscard a-t-il fait bruyamment savoir qu'il voulait « aider Lip » ? Plus que pour des raisons économiques, il semble qu'il ait été guidé par des motifs politiques : embrasser les Lips pour mieux les étouffer, reprenant une ruse souvent employée par les patrons : donner une augmentation à un militant syndical et la refuser aux autres en pensant ainsi le discréditer, et prouver enfin que la lutte ne paie pas...

Lip-Unité reparait

Comment réagir dans cette situation Partir en grève comme le préconisait la CGT, qui a fait seule un débrayage de 50-60 personnes ? Dans un premier temps, ce n'est sans doute pas la forme de lutte la plus efficace : il y a 100.000 montres en excédent de stock, et chez le personnel une volonté évidente de ne pas partir à l'aveuglette sans objectifs. Il s'agit aujourd'hui plutôt de renforcer le rapport de force interne comme externe, et c'est la tâche que s'est donnée la section CFDT. En novembre, quand les premières menaces de crise sont apparues, la CFDT a alors sorti un long tract expliquant quels étaient les vrais responsables, non pas tel ou tel individu qui travaille mal ou peu, mais le capitalisme lui-même. Lors des journées d'action, la CFDT s'est battue pour que le personnel y participe; l'information sur les autres conflits était permanente par le biais du journal mural et des tracts. Aujourd'hui même LIP-UNITE ressort et sera diffusé tant sur la région que sur l'entreprise A Lip la combativité reste intégrale et malgré une angoisse réelle, le climat est bon. Mais un débat sur les perspectives est nécessaire.

Deux logiques

La situation actuelle impose de clarifier une série d'ambiguïtés. Même si un débat d'orientation n'a pas eu lieu pour l'instant, il y a néanmoins en germe dans la lutte actuelle deux logiques possibles.

L'une serait de s'engager dans une bataille autour de l'axe « Lip est viable ». Cette démarche - qu'on a déjà vue dans plusieurs dizaines de luttes récentes sur l'emploi - est des plus dangereuses : en se plaçant sur le terrain de la « crédibilité économique », non seulement les travailleurs n'ajoutent rien à la légitimité de leurs revendications, mais sur le fond,

ils se placent dans une position défensive face au patronat, en s'engageant sur le terrain glissant qui consiste à chercher à démontrer comment leur entreprise pourrait vivre dans le cadre du système actuel.

Il y a une autre logique qu'il est nécessaire d'avancer aujourd'hui, non seulement pour les Lips eux-mêmes, mais aussi pour tous les travailleurs pour qui cette usine n'est pas une usine comme les autres. Elle consiste à dire : quel que soit le patron, pour définir nos revendications, nous n'avons pas à nous soucier si elles sont « compatibles avec le bon fonctionnement de l'entreprise »; nous devons partir d'une seule chose : les besoins et la capacité de mobilisation des travailleurs.

Des patrons, les Lips en ont déjà connu plusieurs : Fred Lip, Giraud, ou Neuschwander-Riboud. Leur exigence a toujours été la même : la garantie des avantages acquis, le maintien de l'emploi. C'est cette exigence qu'il faut aujourd'hui réaffirmer : pas question de mettre le doigt dans l'engrenage des réductions d'horaires « librement consenties » pour éviter des licenciements; aujourd'hui pas plus qu'hier, il n'est possible d'accepter une formule de gestion ouvrière dans le cadre du système actuel (avec ou sans subside de l'Etat); pas question non plus d'une « solution gouvernementale » qui se sanctionne par des licenciements en série comme à Idéal-Standard ou à Citroën.

Avec Neuschwander, comme avec Fred Lip, la base de lutte ne doit pas varier : maintien des avantages acquis, garantie de l'emploi. Et si Neuschwander se déclare incapable de satisfaire cette exigence, il faut réaffirmer la responsabilité collective du patronat : pourquoi l'Etat, le patron des patrons, ne nationaliserait-il pas l'entreprise ?

En lançant cette perspective, les Lips poseraient d'entrée de jeu la nécessité d'un rapport de force national. Ils mettraient directement en cause la démagogie de Giscard qui veut se donner des allures de bienfaiteur. Ils couperaient l'herbe sous le pied par la même occasion aux rodomontades des militants du PCF.

Une Coordination des luttes sur l'horlogerie

Mais la situation actuelle impose aussi de tracer des perspectives au niveau de l'industrie horlogère toute entière, contre les patrons, qu'ils soient de Lip ou du Haut Doubs. Il importe de casser toutes les tentatives de division entre les Lips « privilégiés » et les autres. La CFDT-Lip a envoyé un message de solidarité aux travailleurs lockoutés par les patrons le 3 février. Mais la CGT de ces mêmes entreprises n'a rien fait. Aujourd'hui il est nécessaire que soit mise sur pied une coordination intersyndicale sur l'ensemble de l'industrie horlogère, afin d'élaborer une riposte commune. Cette coordination devrait d'ailleurs se faire également au niveau européen, en premier temps au niveau de trusts tout au moins : ainsi aujourd'hui même Timex au Portugal est en lutte. Timex en Allemagne est menacé de licenciements; une coordination avec l'entreprise de Besançon est possible. Il y a deux ans une telle solidarité avait eu lieu entre les travailleurs de Lip et ceux de l'horlogerie suisse. Cette solidarité s'est renouvelée autour de la grève de Bulowa. Elle ouvre la voie à une riposte coordonnée face aux trusts multinationaux.

Aujourd'hui, après un bref moment de répit, la lutte est de nouveau à l'ordre du jour à Besançon. Elle s'engage dans des conditions à la fois moins spectaculaires et beaucoup plus difficiles. Tous ceux qui ont crié en 73 le slogan Lip pour tous, tous pour Lip doivent se sentir aujourd'hui mobilisés.

Le 4 février ST.FL

PAS VOUS, PAS ÇA !

« C'est sur ce terrain de la « réforme » que MM. Giscard d'Estaing, Neuschwander, Piaget et Maigrat, l'OS CFDT se rejoignent : le terrain du réformisme. » L'Humanité du 31.1.76

Il fallait oser. C'est pourtant l'axe de la campagne entamée par le PCF et la direction de la CGT : Gauchisme CFDT = Réformisme. Renforcez le PCF et la CGT, C.Q.F.D. Cette croisade antiréformiste d'un nouveau genre appelle plusieurs remarques :

● **Sur Maigrat tout d'abord** : qu'un membre de la CFDT, désavoué par sa section et sa confédération ait choisi de jouer le rôle de potiche ouvrière et de faire-valoir de la politique giscardienne, ce n'est qu'un fait divers lamentable. Maigrat ne sera ni le premier ni le dernier dans le mouvement syndical à avoir franchi le Rubicon. Mais que la direction de la CGT saute sur l'occasion pour lancer une offensive tapageuse contre « l'OS CFDT », « le délégué syndical CFDT », le procédé n'est vraiment pas reluisant. Prenons un exemple parmi d'autres : à l'usine Citroën de Caen, Patard, le délégué syndical CGT était un vendu qui mangeait dans la main de la direction et frotait avec la CFT. L'UD lui a retiré son mandat. C'est Daniel Bouvet, militant CGT qui l'explique dans son livre « L'usine de la peur » préfacé par J. Breteau. Et si la CFDT avait lancé une campagne dans *Syndicalisme Hebdo* contre « Patard, le délégué CGT » ? Et pourquoi pas : « Doriot, le secrétaire fédéral du PCF » ?

● **Sur Lip et Piaget** : C'est une simple affaire de décence. Quand bien même des militants révolutionnaires ont fraternellement des critiques à adresser à tel ou tel aspect de la pratique de la section syndicale CFDT de Lip, ils savent qu'ils s'adressent à des militants qui ont mené pendant dix-huit mois une lutte exemplaire, qui a réussi à imposer dans les faits le mot d'ordre « Non aux licenciements ».

Quant à la direction de la CGT, elle est vraiment mal placée aussi bien pour faire une « critique de gauche » à la CFDT-Lip que pour pourfendre le réformisme et la collaboration de classe : qui a proposé aux Lip de baisser les bras au moment du Plan Giraud qui consacrait 196 licenciements ? Qui a crié « grande victoire » lors de la grève de Néogravure qui s'est soldée par plus de 900 licenciements, sans dire un mot sur le fait que tous les Lip avaient été réembauchés jusqu'au dernier ? Qui a signé à la SNIAS un accord avec la direction qui prévoyait l'examen périodique en commun des « embauches, mutations et déagements (sic) qu'il conviendra d'effectuer » et qui se lance aujourd'hui dans une campagne ultra-chauvine au coude à coude avec les gaullistes ?

Dans cette affaire, la direction de la CGT essaie avant tout de « décomplexer » les militants qui lui font confiance : n'ayez pas peur d'avoir des gens à votre gauche, ils finiront bien un jour par se retrouver sur votre droite... Mais la démonstration est loin d'être concluante : dans le même numéro de l'Humanité, où l'on fait l'amalgame Piaget = Maigrat dans la plus pure tradition stalinienne, on relève un étonnant discours de Séguy à la Manufacture d'armes de St-Etienne. Il y revendique au nom de la « défense nationale » d'équiper l'armée de Bigard avec des 5,56 tricolores et non avec des fusils allemands. Tout un programme !...

F.L.

POINTS CHAUDS



Pauline Roland : foyer prison

● Foyer maternel d'aide sociale (dépendant de la Préfecture de Paris) P. Roland « accueille » pour 3 mois les femmes seules sans logement et souvent sans travail, avec leur enfants (entre 1 et 5 ans). En fait d'aide sociale, la réalité du foyer c'est :

- la répression : Les expulsions avec chiens et policiers, les surveillantes dans les couloirs qui interdisent les rencontres d'une chambre à l'autre, l'interdiction des visites extérieures, l'arbitraire de la directrice en guise de règlement.

- le chantage : Chantage aux enfants qu'on menace d'envoyer à l'assistance publique, les mères ne sont jamais sûres de les retrouver le soir en rentrant. Chantage au mari (beaucoup de femmes ont quitté leur mari qui les battait). Chantage à l'employeur : les filles mobilisées se sont fait expulser du foyer mais ont aussi été licenciées.

- la surexploitation : Pour les filles qui travaillent au foyer, un salaire de 100 F par mois (plus logées-nourries) pour 12 à 13 h de travail par jour. Pour les gosses, une crèche prison et des repas maigres et mauvais. Pour les femmes immigrées, le racisme. Pour toutes, l'impossibilité d'être informées sur leurs droits, sur les méthodes contraceptives, sur les possibilités de logement.

Des femmes de Pauline Roland refusent d'en supporter plus. Elles ont décidé de lutter. Venez témoigner, discuter, soutenir, avec le comité de soutien : Tous les vendredis de 18h à 21h 9, rue du Pré St Gervais. M^o Place des fêtes.

Secteur bâtiment (Mayenne) Tout un département en lutte

● En Mayenne, c'est la voie de la grève générale qu'ont choisie les travailleurs du bâtiment. Huit entreprises sont touchées par un mouvement parti le 26 janvier et devenu total le 30. Ce qui fait la force de cette lutte, ce sont les revendications unifiantes pour l'ensemble du secteur :

- Retour aux 40 H sans diminution de salaire
- Grille unique dans le bâtiment
- Prime de transport de 100 F.

et d'autres revendications sur le rattrapage des salaires. Toutes les décisions sont prises en AG et l'on voit apparaître des piquets volants d'explication et de blocage des différents chantiers. Les grévistes ont demandé à la mairie la gratuité des repas. Les négociations doivent s'engager vendredi avec le patronat. S'il ne cède pas, il faudra poser le problème face aux pouvoirs publics.

Correspondant.



Rouen Lecanuet se prépare à envoyer ses flics contre les travailleurs de l'IMRO

● Après quatre mois d'occupation contre la liquidation de l'IMRO rouennaise et pour le maintien de leur emploi, les travailleurs de l'IMRO sont menacés d'expulsion par la Justice bourgeoise.

Le Tribunal des Référés de Rouen a déclaré l'occupation de l'IMRO illégale car il n'y a « ni motif juridique, ni même économique ou social à cette occupation ». Il exige l'évacuation des locaux.

Déjà des pressions sont exercées pour les obliger à vider d'eux-mêmes leurs locaux : provocations diverses de la police pour susciter l'énerverment des travailleurs, téléphone coupé, plus de chauffage, menace de couper l'électricité, etc.

A Rouen, la riposte s'organise, les travailleurs de l'agglomération rouennaise se tiennent prêts à une mobilisation massive au cas où la police interviendrait.

Correspondant

Le cinq février : Opération région morte

● A l'appel du comité d'action viticole, de la CGT, la CFDT, et la FEN, les travailleurs et les paysans du Languedoc-Roussillon se joindront le 5 février à une journée de grèves et de manifestations.

- Pour la défense du pouvoir d'achat des viticulteurs et des salariés

- Pour la création d'emplois - contre l'asphyxie de l'économie régionale

- Contre la répression, pour les libertés syndicales

Malgré l'ambiguïté d'une mobilisation placée sous le signe de la défense de tous les mécontents, cette journée apparaît comme une occasion offerte aux travailleurs de faire la démonstration de leur force.

Aussi la fédération Languedoc-Roussillon de la LCR a-t-elle appelé aux manifestations en avançant des perspectives propres à créer une alliance claire

entre les petits, moyens paysans et les travailleurs.

Du travail pour tous sur place par la réduction à 35h de la semaine de travail.

- pour la défense du pouvoir d'achat : 2000 f. minimum et 300 f. pour tous.

- pour la création d'un office du vin contrôlé par les petits et moyens viticulteurs représentés par des délégués de village et cantons élus et révocables. Pour l'expropriation du négoce, tête de pont du capitalisme dans l'agriculture.

La seule issue véritable à la crise consiste donc dans la distribution planifiée des productions agricoles, des types de culture, à l'échelle de l'Europe sur des critères déterminés selon les besoins des travailleurs et non selon les profits capitalistes. Il faut donc préparer l'Europe des travailleurs.

T.L.

Paris : Pas de C.R.S. au C.N.R.S.

● A l'appel des syndicats CGT, CFDT, FEN du CNRS et de l'INSERM, un millier de travailleurs de la recherche avaient l'intention de manifester le 29 janvier au siège de leur organisme, quai Anatole France.

La direction du CNRS a fait appel aux forces de police pour bloquer l'entrée du siège. Une partie des manifestants était toutefois parvenue à y pénétrer : ils ont bloqué le standard téléphonique.

L'autre partie, la majorité, de 600 à 800 personnes, s'est alors rendue en manifestation au siège de la Délégation à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), qui réoriente actuellement la recherche publique au profit des industries privées.

La manifestation a gagné le siège de la D.G.R.S.T. où de nouveaux les forces de police ont chargé et matraqué les derniers d'entre eux qui s'y engouffraient : il y a eu deux blessés légers. Pendant ce temps, les manifestants* de même que leurs camarades restés au CNRS occupaient la D.G.R.S.T. y compris le standard téléphonique et y tenaient les débats prévus.

Cette occupation a duré jusqu'à 15H30. En signe de protestation à la fin de non-recevoir, les manifestants sont repartis en cortège au siège du CNRS où, de nouveau, ils ont été arrêtés par les forces de police.

CFDT-CNRS

Rouge 334 P. 11

TELEGRAMMES

S.C.P.C. (Clermont-Ferrand)

● Les 155 personnes employées viennent de recevoir leur lettre de licenciement pour le 15 avril. Il s'agit d'une restructuration du groupe Carnot-Kerplas. Le président du groupe est appelé à la fonction de Secrétaire d'Etat à la Coopération...

Thomson (Thonon-les-Bains)

● Depuis plus d'une semaine, grève active avec deux A.G. quotidiennes. Un comité de grève a été élu. Les revendications : garanties du pouvoir d'achat, revalorisation des salaires et droits syndicaux.

Vallourec (Noisy-le-sec)

● Après une grève de près d'un mois, les travailleurs ont du reprendre le boulot. Les responsabilités de la direction CGT sont écrasantes. Elle a appelé à la reprise alors qu'aucune revendication n'était satisfaite.



Sur le front scolaire

ENGAGER LA GUERRE DE POSITION

■ Après la longue grève des étudiants de Nantes, les facultés de Toulouse, l'université de Villeneuve dans la région parisienne et les IUT parisiens ont pris le relais. Les examens « partiels » qui se déroulent actuellement accentuent cette image d'un mouvement diversifié, encore inégal. Néanmoins les ressorts d'une riposte unifiée à la réforme du deuxième cycle universitaire existent. Les luttes actuelles sont en effet portées par l'importance des mesures de sélection et de rentabilisation prises par le pouvoir, mais aussi par l'apparition d'une combativité étudiante nouvelle. Un de ses aspects les moins négligeables est cette volonté de dépasser, d'aller au-delà d'une simple démonstration de force, d'ancrer au tréfond de l'institution scolaire un combat durable.

Si chaque année, le fond du décor est le même, si l'on y retrouve l'ennui accumulé se muant en colère, l'inquiétude face à l'avenir promis par une société aux valeurs déconfortées, le « ras-le-bol » qui explose, l'angoisse du chômage... cette fois-ci ce n'est pas seulement ça.

C'était sensible dans les lycées contre la réforme Haby l'an dernier. Cette année, c'est au tour des facultés. La jeunesse pré-ouvrière des CET n'est pas en reste : le premier trimestre a vu plusieurs grèves massives dans les CET de la région parisienne, arrivant à tenir malgré la répression sans égale qui règne dans ces classes sentant l'usine et qui avait réussi presque chaque fois à se débarrasser des collégiens combatifs, dans certains cas par l'exclusion de l'ensemble des élèves. Derrière la diversité liée aux caractéristiques de l'institution scolaire pour chacun de ces milieux, on retrouve des facteurs

communs qui justifient une mobilisation d'ensemble de la jeunesse scolarisée contre les plans capitalistes à l'école. Ce sont : l'aspiration à l'unité dans l'alliance avec la classe ouvrière et la recherche de mots d'ordre s'opposant efficacement et concrètement à la formation donnée par une institution de classe.

ce que les patrons mijotent

Le décret de réforme du deuxième cycle universitaire n'est que le premier d'une série qui, sauf bouleversement, devrait être rendue publique ce trimestre. C'est d'abord la formation des maîtres (voir l'article dans ces pages) qui sera prochainement réformée. Mais c'est en amont que le gros est à venir : après le texte général et volontairement imprécis voté en juin dernier pour les enseignants

primaire et secondaire, Haby met la dernière touche aux premiers décrets d'application. Ils touchent principalement les lycées classiques et techniques ainsi que les CET. Ils s'attaqueront au contenu de l'enseignement, à la nature des établissements, au baccalauréat. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une mesure décisive pour l'efficacité de la réforme de l'enseignement : ériger enfin un verrou à l'entrée en faculté, instituer le « bac-guillotine ». Il sera en deux parties : à la fin de la première, un examen de fin d'études qui ne sera pas un diplôme universitaire, et, après une terminale « optionnelle », un examen donnera droit à rentrer dans telle ou telle faculté en fonction de la note reçue dans telle ou telle matière. Alice Saunier-Seïte, nouveau secrétaire d'Etat aux Universités a résumé cette réforme pour le « Quotidien de Paris » du 31 janvier : « Le baccalauréat ne doit plus être, comme c'était le cas jusqu'à présent, le "Sésame ouvre-toi" de toutes les filières de l'Université ».

s'organiser pour durer

Ces escarmouches sont la forme diversifiée, au gré des rapports de force, d'une offensive d'ensemble et durable pour redéployer une école

trop rigide et trop autonome, en fonction des besoins du patronat. La contre-offensive doit être à sa mesure. Et pour cela ne pas se contenter de l'unité lors des luttes, mais se donner un cadre permanent, consacrant un lien au mouvement ouvrier. S'il faut organiser la masse des étudiants, des lycéens, des collégiens c'est explicitement du côté de la classe ouvrière, car c'est au nom des intérêts de cette dernière qu'il s'agit de défendre les intérêts des jeunes scolarisés. La seule voie pour cela, est le regroupement de toutes les organisations ou courants se réclamant du mouvement ouvrier, sans autre préalable que la lutte contre les plans de la bourgeoisie à l'école et dans le respect de la confrontation démocratique des différentes positions.

D'énormes progrès ont été faits en ce sens depuis l'an dernier. Ce sont des Comités de lutte unitaires qui animent la grève dans la majorité des IUT parisiens. Ce sont de tels comités qui apparaissent progressivement dans les lycées lors des batailles contre la participation ou pour les libertés d'expression. Et c'est un premier pas dans la coordination de toutes les structures de lutte étudiantes que proposent les étudiants nantais dans l'appel que nous publions ci-contre.

Appel des étudiants de Nantes à une rencontre nationale le 21 février

Les assemblées générales qui avaient voté la reprise des cours à Nantes, le 23 janvier dernier, avaient en même temps adopté le principe d'un appel des trois facultés en lutte à toutes les universités de France. Sa version définitive fut élaborée au sein des structures de luttes le 29 janvier.

■ Durant 6 semaines, nous nous sommes mis en grève contre la réforme Soisson du second cycle qui complète la réforme Haby, les DEUG et la réforme du troisième cycle. Cet arrêté consacre :

- La main-mise du patronat sur l'enseignement et la recherche,
- La mise en place de facultés qui se font concurrence quant à la valeur et à l'habilitation des diplômes, ce qui aboutit à la création de diplômes locaux.

- L'accroissement de la sélection dont les « commissions pédagogiques » seront l'instrument (...)

- C'est pourquoi, nous exigeons :
- L'abrogation pure et simple de l'arrêté Soisson,
 - Des diplômes nationaux et la reconnaissance des DUT,
 - Le droit à un emploi au niveau de qualification acquise
 - Face à l'ouverture au compte-gouttes, selon les besoins du patronat,

des facs aux non-bacheliers, l'ouverture des facs à tous les travailleurs.

Notre grève volontairement isolée par la presse et soutenue par les UD : FEN, CGT, CGT-FO, CFDT a démontré la force du mouvement étudiant et sa nature de classe. L'unité réalisée pendant la grève nous a permis de riposter à la répression et aux menaces du pouvoir. La lutte ne fait que commencer et doit se dérouler à l'échelle nationale, avec les travailleurs et les enseignants contre l'application sectorielle de la réforme, démarche choisie par le pouvoir pour réaliser ses objectifs.

C'est pourquoi, pour riposter aux plans du capitalisme à l'université :

- Nous appelons les étudiants à se mobiliser dans des comités unitaires contre l'arrêté Soisson.

- Nous soumettons notre plateforme de lutte aux étudiants de toutes les facs, les appelant à la discuter dans des AG d'années et de facultés.

- Nous appelons à une rencontre de toutes les structures de lutte étudiantes, le 21.02.76, à la fac de Sciences de Nantes, pour échanger nos expériences, discuter de la poursuite du mouvement et préparer une action commune au niveau national.

Nantes, le 29 janvier 1976
 Contacter F. A. C. Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès 44000 NANTES



Assemblée générale des étudiants en grève de l'I.U.T de Paris





Un autre aspect de la réforme :

LA FORMATION DES MAÎTRES

« Rouge » a déjà présenté l'arrêté de réforme du deuxième cycle universitaire promulgué le 20 janvier (N°332). Désormais la licence sera un « diplôme terminal » qui ne donnera pas dans tous les cas droit à continuer ses études supérieures. Les patrons seront associés à la reconnaissance des diplômés en fonction de leurs besoins en emploi, certains d'entre eux participeront directement aux enseignements et surtout l'« alternance » et les stages en entreprise durant la formation deviendront progressivement la règle. Enfin, l'autoritarisme sera loi, le secrétariat d'Etat aux Universités décidant de l'« habilitation » des diplômés (en clair, de leur valeur) et distribuant bons points et crédits aux facultés méritantes.

Mais cette réforme ne fera que la moitié de la besogne de rentabilisation et de sélection dans l'enseignement supérieur si une autre question, essentielle, n'est pas réglée : la formation des maîtres. Après avoir fait l'objet de brouilleries entre Haby, ci-devant ministre de l'Éducation, et Soisson, ex-secrétaire d'Etat aux Universités, cet épineux problème devrait bientôt trouver sa solution : un décret est en préparation à ce sujet. L'enjeu est d'importance. D'abord parce que cette nouvelle pierre à la réforme vise en premier lieu les étudiants en lettres pour qui l'ensei-

gnement reste un des principaux débouchés. Ensuite parce que surtout la condition d'une école aux ordres est que ses maîtres le soient. Tout dépend alors du moule par lequel ils passeront.

Pour Haby, la formation des maîtres, jusqu'ici sous contrôle universitaire, devrait rejoindre le cadre de l'enseignement secondaire. La solution serait radicale : des Instituts de formation des maîtres, sortes de super-écoles normales, protégées à l'entrée et à la sortie par des concours. Ecoles-prisons pour futurs gardes-chiourmes, ces établissements spéciaux seraient ainsi tenus à l'écart de l'« agitation universitaire » et auraient droit à un règlement intérieur « plus adapté à une saine ambiance de travail », c'est-à-dire limitant les libertés d'expression et d'organisation.

Soisson, avec plus de doigté, proposait que la Formation des maîtres reste dans le bercail universitaire, mais confinée dans des filières spécialisées, là encore uniquement accessibles par concours. Leur environnement serait assaini puisqu'elles ne seraient installées que dans les « bonnes » universités, gratifiées d'habilitations et de tableaux d'honneur.

Lors du dernier remaniement, Giscard a ménagé le boxeur ministre au détriment du jeune loup secrétaire. Haby s'enfonce dans son fauteuil, Soisson change de siège. Celle qui lui succède

Document LE RACISME A L'ECOLE

■ Ça vient de la Ferté-Bernard, près du Mans. Et ça a été pondu par un directeur adjoint de C.E.T. « Ça », c'est une lettre envoyée à un parent d'élève au sujet de la conduite de son rejeton. Tout y est : racisme, bêtise, paternalisme, ordre moral... On pourrait rire du ton ridicule. Mieux vaut prendre ces mesquineries quotidiennes au sérieux. Ainsi, dans les CET parisiens, par exemple à Pantin, peut-on voir actuellement l'administration profiter de l'accrochage entre l'Algérie et le Maroc pour diviser les élèves, les monter les uns contre les autres et donc régner en paix : recensement tambour battant des élèves de chaque nationalité, appel au début des cours par nationalité, blagues insidieuses des profs. Résultat : des bagarres qui n'inquiètent en aucune mesure les gardes-chiourmes de l'ordre scolaire.

ACADEMIE DE SAATES
LA FERTE-BERNARD, LE 10 Décembre 1975

LYCÉE ROBERT GARNIER
ET C.E.T. ANNEKÉ
Avenue Général de Gaulle
72400 LA FERTE-BERNARD

Le Directeur adjoint du Collège d'enseignement technique

ABO ET LA SUITE
C.E.T. FERTE-BERNARD

Monsieur,

J'ai le regret de porter à votre connaissance que la conduite et le comportement de votre fils laisse à désirer depuis la rentrée scolaire. Malgré toutes les affiches et les notes que nous avons pu afficher ou commenter aux élèves, Hugo a été surpris à fumer à l'intérieur de l'établissement (ceux-ci). Il fréquente une jeune fille de couleur noire (cela est son droit si vous n'y voyez aucun inconvénient) mais leur liaison fait l'objet de nombreuses observations de la part des responsables de l'administration. Les déplacements d'étude pour aller se rejoindre deviennent intolérables surtout dans des moments où tous deux auraient besoin de travailler.

S'il ne comprend pas que nous agissons pour son bien et qu'en fin de scolarité, il est son examen, nous serons amenés à prendre de graves sanctions à son égard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le Directeur adjoint du C.E.T.

C. H. GARNIER

s'entend bien avec son ex-collègue : le rectorat, ça crée des affinités. Néanmoins, la réforme définitive de la Formation des maîtres devrait résulter d'un compromis entre les deux formules proposées. Alice Saunier-Seïte a donné le ton le 31 janvier, dans une interview au « Quotidien de Paris » : « M. Haby n'a jamais voulu déposséder les universités dans ce domaine (la formation des maîtres) (...) Il s'agit de coordonner la formation donnée à l'Université et le contenu de l'enseignement dispensé ensuite par les nouveaux maîtres. » Un institut national de la formation des maîtres en établirait les conditions : les matières enseignées, leur volume et leur programmation, les concours et numerus clausus à l'entrée et à la sortie. Puis les universités pourraient ensuite demander à être habilitées, sous contrat renouvelable, et donc à donner tout ou partie de ces enseignements. Pour montrer patte blanche, il faudra en rajouter en sérieux universitaire et discipline renforcée. Les Centres de formation des maîtres ainsi constitués auraient deux filières qui, dans leur con-

cours de sortie rejetteront un tiers des étudiants destinés à grossir les auxiliaires, les contractuels... ou les chômeurs. Deux précautions valent mieux qu'une : d'un côté des maîtres titulaires dociles et proprés, de l'autre un volant de maîtres auxiliaires.

Le schéma que nous publions, tiré d'une des plaquettes éditées par le secteur étudiant de la LCR sur la réforme du deuxième cycle et de la formation des maîtres, montre comment tout cela s'achèvera pour mieux sélectionner, à partir de la réorganisation prochaine par Haby du verrou « baccalauréat ». A la formation des maîtres assainie, il faut opposer la lutte pour un corps unique d'enseignants, formés à l'Université dans une seule et même filière. A l'enseignement idéologique de classe, il faut opposer la liberté pédagogique dans toute l'institution scolaire. Et contre le chômage se battre pour la garantie de l'emploi au niveau de qualification acquis et la titularisation de tous les auxiliaires, vacataires, contractuels.

● **Villetaneuse (région parisienne) :** La grève se poursuivait cette semaine dans cette faculté de la Seine St-Denis. Les étudiants refusent la perspective d'une grève « au finish », d'autant plus qu'au développement inégal de la mobilisation sur les autres facultés parisiennes s'ajoute les partiels qui commencent cette semaine. Les débats en Assemblée Générale ont donc surtout porté sur les modalités de mobilisation et d'information des autres facs. Un « Appel des Etudiants de Villetaneuse » voté lundi 2 février, après avoir affirmé que « les décrets concernant la réforme du deuxième cycle... vont accroître la sélection sociale, subordonner l'université au patronat, exacerber l'état de pénurie » propose « une riposte massive et unitaire à l'échelle de toute la France ». Les étudiants ont ainsi appelé à une « coordination des structures de mobilisation et des facs en grève » sur Paris le Mercredi 4 février.

● **I.U.T. de la région parisienne :** Les étudiants de 7 des 8 instituts universitaires de technologie, en grève pour la reconnaissance de leur diplôme le D.U.T. et contre le décret de réforme du deuxième cycle, ont tenu une « première » le lundi 2 février. Il s'agissait d'une meeting, à la bourse du travail, de la coordination des I.U.T. en lutte (comités de grève et comités de lutte) avec les organisations syndicales : la C.FDT, l'UGICT-CGT, le SNESup, le SGEN. Ce meeting, qui fut un succès, s'inscrit dans le reflet de la volonté des « IUTiens » de stabiliser leur lutte — annuelle depuis la création des

IUT — autour de la jonction avec le mouvement ouvrier. Après une présentation des revendications par trois représentants mandatés de la coordination parisienne, les différents syndicats ont pris la parole. Si la tenue de la réunion était en elle-même une démonstration de force et de solidarité positive, le contenu des interventions syndicales, les réponses aux questions des étudiants laissaient insatisfaites. Celles-ci, techniques et détaillées sur la « filière I.U.T. » ses liens au marché du travail, se cantonnaient souvent à la bataille pour le statut des techniciens supérieurs, leur place de cadres dans l'entreprise, leur salaire (hiérarchisés). Un débat qui ne s'est pas vraiment trouvé, d'autant plus qu'aux étudiants en lutte, les représentants syndicaux, ont proposé de se retrouver côte à côte dans les conseils de participation qui n'ont aucun pouvoir et servent à cautionner la politique gouvernementale. Le SNESup poussa même l'indéceance à faire un clin d'œil explicite à l'UNEF-Renouveau, qui n'était pas présente à la tribune. La discussion devra continuer, dans les Assemblées Générales, car la question du lien aux organisations syndicales est trop importante pour se réduire à un appel à la participation ou à une discussion sur la grille de classification des salaires. Le vrai problème posé est celui de l'intervention des travailleurs dans l'enseignement, de leur ingérence consciente dans le domaine de la formation.

● **Toulouse :** Grève générale cette semaine sur

les facultés de Droit Sciences-Eco Lettres et Sciences. Contre la réforme du deuxième cycle, les CFM, et aussi l'asphyxie financière de l'université. Nombreux débats sur les mots d'ordre de la grève, mais aussi sur l'organisation du mouvement étudiant, la possibilité de vaincre à la lumière du bilan de la dernière grande mobilisation en 1973 contre les DEUG (1^{er} cycle universitaire). Une démarche unitaire en direction des syndicats ouvrier, d'enseignants et du personnel était prévue. Après une coordination centrale, une première manifestation s'est tenue le jeudi 5 février.

● **Contre les bandes fascistes :** Après les « descentes » fascistes sur plusieurs facultés parisiennes la riposte s'organise : créations de comités anti-fascistes, de comités de défense des libertés démocratiques et pactes d'auto-défense entre les organisations présentes sur les campus. Outre l'embarrassante affaire Hazan, l'activisme des groupes du PFN et du GUD ou de leurs compères du GAJ et de l'UNI, montre bien au moment où s'ébauche la mobilisation contre les plans des patrons à l'université, leur rôle de supplétifs du pouvoir.

A Assas, centre universitaire mariant l'hyper-sélection et le droit de cité à la peste brune, délation, diffamation des militants de l'UNEF, et chasse au rouge systématique, sont autorisés par trois des directeurs du centre : l'un est membre du PFN, l'autre flic, et le troisième baroudeur de

l'Algérie française...

800 étudiants de Villetaneuse ont voté en AG un appel à « rester vigilants » et exiger « la dissolution immédiate des bandes fascistes ».

A la Sorbonne où vigiles et UNI s'entraident pour empêcher la vente de la presse politique et syndicale, le SGEN-Paris I, le SNESup-Paris V socio, la SNIEN-FEN, l'UNEF-Soufflot, le MARC, l'AJ-S-OCI et la LCR ont tenu le 28 janvier un meeting pour le rétablissement des libertés démocratiques, l'interdiction des groupes fascistes et le retrait des vigiles. C'était jour d'élection universitaire : l'UEC et l'UNEF-Renouveau, bien qu'en butte à la même répression, ne se sont pas joints à cette « diversion » qui se termina par une manifestation dans les couloirs de la faculté.

● **Le numéro 13 de « Technique Rouge » :** journal de la LCR dans les CET et lycées techniques est paru. 28 pages, 1 franc et plein de matière. D'abord des échos de Grenoble, Rouen, Clermont, de la banlieue parisienne et même des luttes d'apprentis de par le monde. Puis, pile-mêle : un dossier sur les luttes des soldats et l'anti-militarisme, la réforme Haby et les CET, les rapports prof-élèves, l'orthographe, les filles à l'école... Enfin deux pages sur les JC lors du premier trimestre, et deux autres sur le débat avec Ceux du Technique animé par Lutte Ouvrière. Un instrument pour discuter et lutter dans le technique.

LES SURPROFITS



Lors de la belle époque du Gaullisme immobilier, les surprofits des promoteurs et des banquiers florissaient; c'était comme un retour au bon temps des « comptes fantastiques » d'Hausman pour les Chalandon et Cie.

Mais ces surprofits n'étaient réalisés que une partie seulement du secteur immobilier. Il subsistait une importante intervention publique pour certains types de logements, HLM et crédit foncier notamment. Les banques ne pouvaient concurrencer les financements publics à bas taux d'intérêt, leurs crédits n'intervenaient qu'à titre de prêts complémentaires aux prêts publics.

■ C'est l'union des organismes d'HLM qui a ouvert le feu, dans son « livre blanc » publié en mai 75. Fin décembre, le professeur BARRE, entre-temps nommé ministre du commerce, et Simon NORA, déjà connu par un plan de démantèlement des entreprises publiques ont remis leurs rapports respectifs à Giscard. Deux idées directrices dans ces brillantes copies :

1) Un budget trop lourd

Près de 20 milliards sont actuellement consacrés à l'aide au logement si l'on additionne les dépenses budgétaires, les sommes versées par le système de sécurité sociale au titre de l'allocation logement, la cotisation patronale de 1 % sur les salaires et les exonérations fiscales.

20 milliards... des sommes dont la bourgeoisie aimerait bien disposer à d'autres fins, à l'aide aux entreprises pour le redéploiement industriel, par exemple.

2) Un secteur à rentabiliser

Chaque année, près de 550 000 logements sont mis en chantier, ce qui représente 28 % des investissements annuels totaux et 35 % de la masse des crédits distribués. Il faut donc créer les conditions de rentabilisation des capitaux privés dans le logement. Pour cela, limiter les réglementations et réintroduire les « lois du marché », tout en dénonçant les scandales et grenouillages où est compromise une bonne partie de l'UDR. Bref... Remettre les choses sur leur chemin « libéral avancé ».

LES PETITES RECETTES DES PROFESSEURS BARRE ET NORA...

La solution préconisée par le rapport Barre passe- on s'en serait douté- par une nouvelle attaque contre le niveau de vie des travailleurs :

1) Ouverture aux capitaux

Le rapport Barre ne fait ici que prolonger une courbe

Désormais, les banques pourront participer majoritairement au financement de toutes les catégories de logements sauf dans le secteur locatif social (pas encore suf-

fisamment rentable...). Les financements publics HLM et crédit foncier pour l'accession à la propriété seront supprimés;

Les financements publics HLM et crédit foncier pour l'accession à la propriété seront supprimés. Pour se procurer des ressources supplémentaires, les banques émettront des « bons hypothécaires » qui bénéficieront d'un régime fiscal privilégié.

2) Augmentation des loyers

Les hausses de loyers ne concernent pas uniquement les logements financés par le capital privé, mais aussi ceux du secteur HLM :

Aujourd'hui, le loyer HLM est fixé au-dessous du prix du marché car le prix de revient est diminué grâce au bas taux d'intérêt des prêts publics et aux subventions d'Etat. Maintenir des loyers HLM relativement bas

« casserait » le marché et pousserait à la baisse sur l'ensemble des loyers. Parallèlement, la loi de 1948 qui organise le blocage des loyers pour une part importante des logements construits avant 1948 serait supprimée pour les mêmes raisons.

3) « L'aide à la personne »

Aujourd'hui, l'essentiel de l'aide consiste en subventions budgétaires servant à réduire le coût du logement. C'est l'« aide à la pierre ». La forme actuelle d'« aide à la personne », l'allocation logement est secondaire. Barre et Nora proposent de renverser la vapeur :

« l'intervention et l'aide publique doivent être l'exception, non la règle », précise Nora dans son rapport. C'est l'aide à la personne renforcée l'« aide personnalisée au logement » (APL), qui vont désormais prévaloir.

Sous une formule paternaliste, des gains substantiels pour la bourgeoisie !

- l'allocation logement présente l'avantage d'être largement financée par les travailleurs eux-mêmes : aujourd'hui, 4 milliards environ sur un coût total, sont financés par le système de sécurité sociale, ce qui accroît d'autant son déficit.

- l'allocation logement n'augmente pas au rythme de l'inflation à l'inverse

des loyers. Il y aura donc une érosion de l'aide en valeur relative. Notre confrère « objectif », Le Monde, remarque : « l'expérience a appris aux bénéficiaires d'autres transferts sociaux (allocations familiales par exemple) que la valorisation périodique, en fonction de l'inflation, est loin d'être assurée même lorsque les textes la prévoient ».

Actuellement les diverses subventions et allocations masquent le poids des dépenses liées au logement dans le budget des travailleurs, poids cependant déjà fort lourd et inégalement réparti. Désormais, les choses sont plus claires : d'un côté, le loyer ou la mensualité de remboursement considérablement augmentés. De l'autre l'aide à la personne réduite au fil de l'inflation.

L'attaque sera donc directe. Elle stimulera sans aucun doute les luttes sur le logement qui se sont largement développées en 1975 :

- contre les opérations de rénovation urbaine : expulsions, « déportations » en banlieue.

- contre les hausses des loyers et des charges.

- contre les expulsions de locataires ne pouvant plus payer leurs échéances à cause du chômage.

Pierre Lemasson



DE L'IMMOBILIER

ESPAGNE : LA LUTTE D'UN HOPITAL

■ L'hôpital psychiatrique de Conjo, en Galicie : camisoles et électro-chocs, trois médecins pour 1500 malades. Un groupe de médecins prenant appui sur l'« ouverture » démocratique très timide de 1972, entreprend de transformer l'hôpital en combinant l'action à deux niveaux :

- élaboration d'une plate-forme revendicative pour l'ensemble du personnel soignant ;
- modification des pratiques thérapeutiques.

Ce qui s'est passé à Conjo s'est multiplié dans la plupart des hôpitaux d'Espagne, culminant en juin-juillet dernier par une lutte de masse associant le personnel, les malades, la population :

- assemblées de malades et lettres de solidarité ;
- grèves de solidarité de quinze minutes dans les entreprises ;
- texte de soutien de 70 représentants syndicaux de Seat à Barcelone, etc.

A la pointe de la lutte, les MIR — médecins internes résidents. Ce sont les jeunes médecins qui travaillent en médecine hospitalière afin d'acquérir une formation pratique en fin d'études. Ils doivent travailler avec « abnégation », plus de huit heures par jour pour un salaire allant de 1000 à 1200 F par mois.

A l'issue de la grève de juin-juillet, 1248 MIR sont renvoyés, 300 infirmières sanctionnées, la police occupe plusieurs hôpitaux.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les tribunaux ont déclaré irrégulier le renvoi des MIR. Ils devraient donc être réintégrés. Mais l'INP (Institut national de prévoyance) fait traîner les choses, pourvoit les postes des MIR révoqués avec des médecins « aux ordres », ou supprime carrément des postes.

Quatre MIR expulsés viennent de commencer une grève de la faim à St-Jacques de Compostelle. Des luttes s'engagent dans plusieurs hôpitaux sur une plate-forme unifiée. Un comité national de soutien aux travailleurs de la Santé en Espagne s'est créé. Il a lancé une campagne de signatures auprès des médecins et reçu l'appui de nombreuses organisations : syndicat des psychiatres des hôpitaux, syndicat des psychiatres en formation, syndicat des médecins généralistes (SMG), Groupe information santé (GIS), l'Aerlip, Marge, le Réseau international, etc.

La lutte des MIR réclame toute notre solidarité.

— Extraits de la plate-forme revendicative —

- Augmentation pour tous de 7000 pesetas
- Convention collective
- Libertés démocratiques
- Amnistie générale
- Refus des discriminations politiques à l'embauche.

ANGOLA: LES SOLUTIONS DE RECHANGE



guérilleros du MPLA (P. Pujin-Fotolib)

L'avance du MPLA se poursuit, obligeant les différents impérialismes à élaborer des politiques de rechange. Cette transition se vérifie par la gamme des moyens que les adversaires du MPLA mettent en œuvre. Manière forte d'abord, puisque l'on recrute des mercenaires à Londres, au Canada, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud pour renforcer FNLA ou UNITA. Négociation ensuite qui donne lieu à un intense remue-ménage diplomatique. L'Afrique du Sud, par exemple, met en œuvre cette double politique. Botha, ministre de la Défense, a reconnu que l'Afrique du Sud maintiendrait sa présence militaire en Angola pour « protéger ses frontières ». Or, l'Afrique du Sud n'a pas de frontière commune avec l'Angola. Artifice de langage qui traduit le fait que pour les racistes de Pretoria, l'annexion de la Namibie (Sud-Ouest africain) est un fait acquis malgré les votes réitérés de l'ONU déclarant son indépendance. Cette légalisation d'une nouvelle ligne d'occupation que l'Afrique du Sud voudrait faire entériner va de pair avec une volonté de dialogue dans la perspective future d'accords commerciaux tels ceux passés avec le Mozambique.

Le Zaïre également songe à l'avenir. En témoigne un mini-sommet tenu à Kinshasa avec les présidents de République centrafricaine, Rwanda et Burundi (qui a pourtant reconnu la République populaire d'Angola). Plus intéressants seront certainement les résultats d'un autre mini-sommet futur puisqu'en plus du Zaïre seront présents la Zambie, mais surtout la Tanzanie et le Mozambique.



Le FNLA ne semble plus en mesure d'inquiéter sérieusement le MPLA, bien qu'il annonce préparer une offensive dans le Nord. Au sud, une colonne du MPLA a conquis Novo Redondo et avance pour prendre en tenaille, avec une colonne venant de l'ouest les ports de Lubito et Benguela. Enfin à l'ouest l'objectif des FAPLA est Luso. Stratégie visant à s'emparer totalement du chemin de fer Benguela-Tenzoira de Sousa, véritable poumon extérieur de la Zambie et du Zaïre. En outre, A. Neto a annoncé la création d'une Force aérienne qui sera pensée-on, composée de Mig 17.

La bourgeoisie américaine elle aussi est divisée. Le Sénat et la chambre des représentants ont refusé, malgré les demandes du Président Ford, toute aide financière secrète à l'UNITA/FNLA. Pendant que Kissinger menace l'Union soviétique de ne plus lui accorder la clause de la nation la plus favorisée sur le plan commercial (cf. l'« arme du blé ») et fait parvenir au MPLA une note secrète selon laquelle « aucun gouvernement ne pourra reconstruire l'Angola d'après guerre sans l'aide des Américains ou des pays occidentaux », on note à Luanda la présence d'un homme-lige du sénateur John Tunney.

De fait, la bourgeoisie américaine envisage de placer sa lutte sur d'autres terrains : celui des rapports et forcé au sein du MPLA, de la diplomatie africaine, etc. Un accord MPLA/UNITA est une hypothèse de travail retenue notamment par le gouvernement français et des sénateurs américains, non dépourvue d'intérêt si l'on sait que le mouvement de Savimbi conserve une certaine influence chez les Umbundus et que le ralliement de cette ethnie au pouvoir central pose problème au MPLA. Politiques de négociation à prendre en compte dans la mesure où la bureaucratie soviétique vient de déclarer que l'URSS « ne s'est pas opposée et ne s'opposera pas à la recherche d'un règlement négocié en Angola », ajoutant même qu'elle « avait salué à l'époque la création d'un gouvernement transitoire dans ce pays avec la participation de divers

mouvements ». Ceci est cependant tempéré, à la fois par l'incontestable avantage que l'URSS a sur l'impérialisme US, fruit de sa stratégie d'intervention par Cuba interposé, quand bien même les intérêts spécifiques réels de l'Etat cubain restent à apprécier, et par les facteurs internes de la situation en Angola. Car d'ores et déjà, la situation économique difficile, le sabotage international et la

poursuite de la lutte armée impliquent une dynamique qui n'est pas sans effets sur le niveau d'auto-organisation des masses urbaines et rurales, sur l'état des rapports de force au sein du MPLA, etc. De l'évolution de ces données dépend l'avenir de la révolution angolaise.

Télimié

LIBAN

De l'offensive au cessez-le-feu

Il y a trois semaines les forces réactionnaires chrétiennes (Phalanges de Pierre Gemayel, Parti National Libanais de Camille Chamoun) lançaient une offensive d'ampleur contre les camps de la résistance palestinienne (Dbayé) et des quartiers pauvres (La Quarantaine). Ces actions visaient à contrôler une zone géographique homogène en vue d'une partition possible du Liban. Elle forçait l'impérialisme américain à faire des choix quant à l'avenir du pays.

La médiation syrienne

La situation était d'autant plus délicate qu'Israël menaçait d'intervenir directement en cas de participation syrienne ou palestinienne importante.

Et pourtant, 2 000 hommes de l'armée de libération palestinienne (stationnée en Syrie) sont entrés au Liban. Et pourtant ce sont les militaires syriens qui jouent un rôle décisif dans la mise en place et le maintien du cessez-le-feu.

C'est le ministre des affaires étrangères syrien, Kaddam, qui arbitre les négociations en cours en vue d'un « pacte national » agréé, tant par les forces dites islamoprogressistes, que par les organisations de la droite chrétienne.

La nouvelle situation est une défaite politique de la droite. Le projet de partition a reçu un coup d'arrêt.

L'impérialisme contre la partition

L'impérialisme US a refusé cette solution. Il a fait les pressions nécessaires sur Israël, pour que les sionistes assistent

en spectateurs aux événements en cours.

Parallèlement, il autorisait la Syrie à intervenir dans le sens d'un démantèlement des positions islamoprogressistes, opéré contre le retrait des commandos phalangistes et chamounistes.

Parce que les élections américaines sont pour novembre aucun règlement global ne peut aboutir avant l'année prochaine.

Accepter la partition rompt le statut-quo actuel. L'engagement de Sadate avec l'impérialisme rendait la situation de l'Egypte difficile.

L'intervention syrienne s'est donc déroulée sans heurt. En échange de la stabilisation au Liban, le gouvernement de Damas a dû recevoir des garanties tant pour la création d'une entité territoriale pour les palestiniens que pour la restitution du Golan dans le cadre d'un règlement global.

Vers la paix américaine

Le rôle joué par les organisations importantes de la résistance (OLP- Fatah, Saïka) a été celui d'interlocuteurs responsables pour l'impérialisme. L'OLP donne des gages de « bonne conduite » à Beyrouth. Son représentant à la conférence des 77 pays sous-développés déclare : « Nous avons reconnu implicitement Israël dans la résolution de l'ONU sur le Proche-Orient ».

Décidément, l'arrangement américain est en bonne voie. Les forces politiques qui s'y opposent sont et seront violemment réprimées, si elles gênent le jeu diplomatique.

R. Brestar

LE SOCIALISME DU GOULAG

Magdi, lors de sa conférence de presse, face aux journalistes qui espéraient de lui des déclarations sur l'« enfer rouge » pour alimenter leur campagne anti-communiste, Pliouchtch a expliqué calmement qu'il était et restait un communiste : il détruit ainsi l'illusion que la bureaucratie et la bourgeoisie ont le même intérêt à entretenir : STALINISME = COMMUNISME. Pour la bureaucratie, les choses sont simples : il n'y a pas d'opposants au régime, il n'y a que des criminels qui veulent détruire l'ordre social soviétique ou des fous dangereux. Pour la bourgeoisie, les larmes de crocodile qu'elle verse sur les détenus politiques, ne visent qu'à nourrir son arsenal anticommuniste, auquel, malheureusement, se prêtent certains émigrés. Et là encore, cela revient à faire la part belle à la propagande « des maîtres du Kremlin », en les faisant passer pour les garants du Socialisme Pliouchtch, en affirmant clairement ses convictions communistes, a jeté un pavé dans la mare de cette opposition-connivence. Pour lui, la bureaucratie est l'adversaire de tout socialisme authentique :

10 000 détenus politiques dans les camps et les hôpitaux psychiatriques spéciaux ; la politique de russification à outrance de toutes les nationalités non-russes ; la déportation de nationalités entières comme les Tatars de Crimée ou les Allemands de la Volga, qui se voient, aujourd'hui encore privés de tous leurs droits nationaux, voilà l'image concentrée de ce « socialisme du Goulag ».

Dans sa dénonciation du stalinisme, la voix de Pliouchtch fait écho à celles de Grigorenko, Iakhimovitch, à celles de dizaines de militants communistes encore emprisonnés dans les camps (cf. Lettre des prisonniers politiques Imprecor n°30), qui ont lutté pour le retour à un socialisme authentique.

Le XXème congrès avait fait naître beaucoup d'espoir et d'illusions sur le retour possible à une véritable démocratie socialiste. Mais la « restalinisation », le renforcement de la répression ont suscité un profond désespoir politique chez beaucoup d'opposants, c'est même le cas de la majorité de ceux qui sont poursuivis aujourd'hui. Ce désespoir s'est traduit, en particulier, par le développement de courants mystiques et religieux. La bureaucratie avec la caricature de socialisme qu'elle offre en est la première responsable.

Beaucoup de voix se sont tuées, étouffées dans les camps. Mais d'autres voix se lèvent aujourd'hui dans les camps, la résistance dans le Goulag s'amplifie.

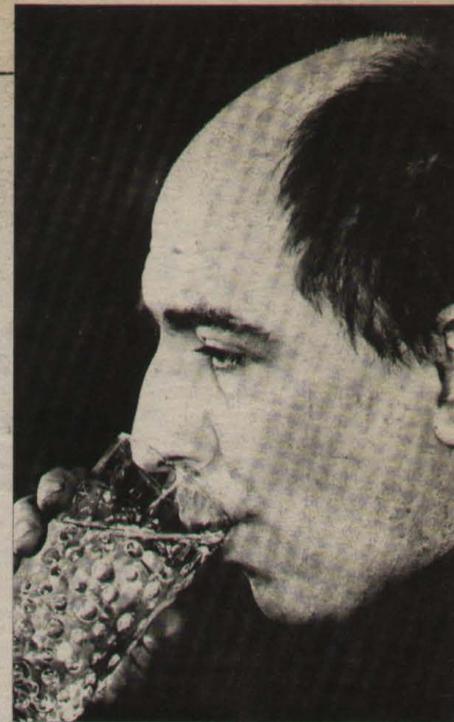
La libération de Pliouchtch militant communiste, est une première victoire. Elle démontre la possibilité et la nécessité d'une activité systématique de défense de milliers de prisonniers politiques encore détenus en URSS et dans les autres pays de l'Est. La lutte des prisonniers politiques dans les camps (cf. dossier Rouge n°329) doit rencontrer la solidarité active de tous ceux qui défendent un socialisme authentique. Contre la bureaucratie soviétique et contre la bourgeoisie qui veut en faire une arme privilégiée dans sa croisade anticommuniste, la défense des prisonniers politiques est l'affaire de tout le mouvement ouvrier, les marxistes révolutionnaires doivent y jouer un rôle moteur.

**SUPPRESSION DE TOUS LES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES SPECIAUX !
AMNISTIE GENERALE POUR TOUS LES PRISONNIERS ET EXILES POLITIQUES !**

Sacha Blumkine
Eric Laurent



Léonid Pliouchtch avec Laurent Schwartz à sa gauche (AFP)



L. PLIOUCHTCH :
**« je reste un
communiste ! »**

A tous ceux qui voulaient faire de son cas, une machine de guerre anti-communiste, Léonid Pliouchtch a opposé un calme impressionnant et la clarté politique de ses premières déclarations publiques. « Lorsque j'ai été conduit à l'hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsh en juillet 73, les internés politiques m'ont dit : tu renonceras à tes idées après les horreurs que tu vas subir. Malgré mon expérience personnelle, je n'ai pas changé mon point de vue idéologique : je reste un communiste de conviction ! »

Tout a pourtant été fait pour briser Pliouchtch. La longue description qu'il donne lui-même de ses conditions d'internement rejoint dans l'horreur les plus sombres caractéristiques de l'univers concentrationnaire nazi. « J'ai constaté moi-même quotidiennement la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective. Je perdis rapidement intérêt pour les problèmes politiques, puis pour les problèmes scientifiques, enfin pour ma femme et mes enfants ». Isolement, humiliations, piqûres de souffre en punition, injures, coups, traitement intensif aux neuroleptiques... rien ne lui a été épargné pendant deux ans et demi !

Mais jamais il n'a renoncé. « Schizophrène torpide » disaient de lui les psychiatres à la solde du KGB. N'avait-il pas écrit pour le Samizdat que « le stalinisme est une dénaturation de type thermidorien et bonapartiste de la révolution d'Octobre » ? Ne continuait-il pas à affirmer « qu'un capitalisme d'Etat avait été édifié en URSS, que la propriété était détenue non par le peuple mais par un Etat isolé de toutes les classes... qu'en matière de problème national, l'URSS poursuit la politique du gouvernement tsariste » ? Toutes choses qu'il réaffirme aujourd'hui en se qualifiant lui-même de « néo-marxiste soviétique ». Et en prenant bien soin de ne pas hurler avec les loups : « l'attitude de Soljénitsine est celle d'un homme de grande conscience mais je ne suis pas d'accord avec ses opinions ».

Pliouchtch qui veut continuer à se battre pour « réhabiliter l'idéal communiste » en choisissant entre « le mao-stalinisme et le communisme à visage humain », estime que sa libération est principalement due aux efforts des forces internationales de la gauche. Effort qu'il demande d'intensifier pour la libération de tous les prisonniers politiques, que ce soit dans les pays « prétendument socialistes » ou « au Chili ».

« Tout le système de l'URSS est malade. Les signes de pourrissement existent. Mais il existe des forces saines dans le pays, les paysans et les ouvriers ». Pliouchtch continue à choisir son camp « pour sortir de l'impasse ou se trouve toute l'humanité, tant dans les pays socialistes que capitalistes ». Et c'est avant tout à ses « amis communistes » qu'il en appelle pour en finir définitivement avec cette « tâche de honte qui obscurcit les idéaux lumineux du communisme ».

Ploëch

IL FAUT SAUVER M.DJEMILEV

Les conditions de détention, les vexations, le traitement qui est infligé aux prisonniers politiques mettent leur vie en danger. Que l'on se souvienne de GALANSKOV, mort à 33ans, dans un camp, faute de soins. Le même sort menace aujourd'hui Mustafa DJEMILEV. Militant depuis plus de 10 ans pour le droit des Tatars à retourner sur leurs terres, déportés par Staline en Asse Centrale, à des milliers de kilomètres de la Crimée. Depuis plus de 10 ans, Djemilev est

constamment persécuté, emprisonné. Si la bureaucratie s'acharne sur Djemilev, c'est qu'il est le symbole de la lutte de tout un peuple pour ses droits nationaux. La lutte des Tatars de Crimée est un des plus importants mouvements de masse qu'ait connu l'URSS depuis la mort de Staline. Dès les années 60, Grigorenko, Ilya Gabai, Kosterine, représentants de l'aile gauche de l'opposition, se sont engagés à leurs côtés. Aujourd'hui, Mustafa Djemilev, toujours em-

prisonné, poursuit depuis de longs mois une grève de la faim pour protester contre une nouvelle accusation fabriquée de toutes pièces par le KGB.

IL FAUT SAUVER MUSTAFA DJEMILEV

Voici ci-dessous une lettre de prison de Djemilev, ainsi qu'un appel des représentants de l'opposition en sa faveur. La semaine prochaine, nous publierons un article retraçant la lutte des Tatars de Crimée.

APPEL:

Mustafa Djemilev : combattant actif des droits du peuple des Tatars de Crimée, à retourner dans leur patrie.
Mustafa Djemilev : membre du groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme en URSS.
Mustafa Djemilev : en prison, fait la grève de la faim, pour protester contre la fabrication d'une nouvelle affaire criminelle.

Mustafa Djemilev est né en 1943, en Crimée, dans le village de Boskai. Il n'avait pas un an quand on a chassé tout le peuple des Tatars de Crimée de leur pays natal. On ne leur donna pas plus de 20 minutes pour se préparer. On les transporta dans des wagons de marchandises bouclés, sans boire, sans manger, sans air. Tout ensemble, les vivants et les morts. Près de la moitié du peuple est mort pendant le long voyage et les premiers mois de leur déportation dans un endroit désert et inhospitalier.

Mustafa Djemilev est un militant actif du mouvement pacifique du peuple des Tatars de Crimée pour le retour dans la patrie de Crimée. Depuis, il est victime de persécutions quotidiennes de l'administration soviétique. Le « matériel » qui justifie ces persécutions est, de toute évidence, mensonger : les accusations sont fausses.

Un an et demi de privation de liberté de 1966 à 1967, sous l'accusation de « refus du service militaire obligatoire », mais en réalité parce qu'il veut retourner avec son peuple en Crimée.

Trois ans de privation de liberté, 1969-1972, sous l'accusation de « diffusion d'élucubrations mensongères, calomniant le gouvernement soviétique et le système social », mais en réalité pour avoir, sans relâche, défendu le droit des Tatars de Crimée à retourner dans leur patrie.

Quelques arrestations de 15 jours sous l'accusation de « hooliganisme », en réalité, pour avoir essayé d'être reçu par l'administration gouvernementale soviétique, afin d'y déposer une pétition demandant le retour des Tatars en Crimée. La dernière arrestation pour « hooliganisme », le 13 mai 1974, eut lieu suite à une tentative ratée d'entraîner Mustafa Djemilev dans une bagarre ; c'était une mesure préventive, à l'occasion des 30 ans d'exil du peuple Tatar.

Pour protester contre cette arrestation illégale, Mustafa Djemilev fit la grève de la faim, jusqu'à ce que, le 9^e jour, on le relâche.

Le 22 juin 1974, Mustafa Djemilev est arrêté, sous l'accusation de « refus de participer à une période de rappel de service militaire », en réalité pour sa volonté tenace de retrouver pour lui et son peuple leur patrie perdue.

Les parents de Mustafa, déjà âgés et désespérés, se sont adressés au Praesidium du Soviet Suprême, et aussi aux pères et mères, frères et sœurs, aux parlements et gouvernements de tous les pays. A N.V. Podgorny, ils ont demandé de relâcher leur fils d'URSS, aux gouvernements des autres pays, de donner asile à leur fils, constamment persécuté.

Mustafa lui-même, pour protester contre une condamnation aussi illégale (on aurait dû le libérer de ses obligations militaires pour raison de santé), commença une grève de la faim de longue durée. Pourtant, il est condamné à 1 an de privation de liberté et envoyé au camp de Omsk. Bientôt, autour de Mustafa une intense activité du KGB et de l'administration du camp se déploie, sans doute, pour préparer le « matériel » d'une nouvelle accusation mensongère. Il est connu que, dans bien des cas, les organes de justice lancent une « affaire » et jugent un homme, non pas sur un crime commis, mais comme mesure prophylactique, sur la simple présomption que tel individu représente une menace potentielle pour l'idéologie soviétique.

C'est comme cela, par exemple, que furent fabriquées de toutes pièces des « affaires », contre Anatoli Martchenko, Andrei Amalrik, Vladimir Dremlouga, Léon Oubogko, alors qu'ils étaient détenus, sur la base de faux témoignages de codétenus, obtenus sous la contrainte. Vladimir Dremlouga fut menacé de purger une troisième peine ; il paya sa liberté d'un article de contrition dans le journal « La Yakoutie Soviétique ».

Le 19 juin 1975, trois jours avant la fin de sa peine, on annonce à Mustafa Djemilev une nouvelle accusation, encore une fois pour « diffusion de calomnies... ». Il est jeté en prison, son « affaire », est instruite par un juge de la chambre d'accusation de Omsk, Gousselnikova.

Pour la fabrication de cette nouvelle « affaire », les fonctionnaires des organes de sécurité d'Etat, comptaient utiliser un co-détenu de Mustafa Djemilev, Vladimir Dvorianski. Celui-ci refusa de jouer les provocateurs et les traîtres ; il rédigea un compte-rendu de sa conversation avec un représentant de l'administration, et l'intitula : « déposition ». Faux témoignages, accusations mensongères, mensonges des procureurs. Condamnation qui ne repose que sur des mensonges.

Tout cet arsenal de mensonges pour forcer Mustafa Djemilev à se taire, pour nous obliger tous à oublier la VERITE, la vérité sur la déportation de tout un peuple, et pour empêcher ce peuple de retourner dans ses steppes natales dans ses montagnes, dans ses villages.

Mustafa Djemilev a commencé une grève de la faim en protestation contre ces accusations notoirement mensongères. On ne peut abandonner à l'oubli les souffrances de tout un peuple ! On ne peut composer avec le mensonge ! On ne peut laisser un homme mourir !

C'est pourquoi, nous protestons contre les accusations notoirement fausses qui pèsent sur Mustafa Djemilev, nous nous adressons à tous ceux qui ont à cœur les libertés du citoyen, de l'individu : qui veut tout est possible.

PRENEZ LA DEFENSE DE MUSTAFA DJEMILEV

BARREZ LA ROUTE A CETTE NOUVELLE INJUSTICE

T.Chodorovitch	A.Lavout	K.Velikanova
M.Landa	E.Kosterina	C.Chodorovitch
G.Podiapolski	L.Alekseieva	T.Velikanova
A.Grigorenko	n.lisovskaia	Iu.orlov
I.lakir	L.Ternovski	Z.Grigorenko
I.Kaploun		

Lettre de Mustafa Djemilev

(prison d'Omsk, 5 septembre 1975)

... En ce qui me concerne, il n'y a pas de grands changements. Le 18 août, les médecins m'ont examiné : pouls : 57, température : 35,5°C, pression 90/60, poids 45 kg.

Si l'on considère qu'avant la grève de la faim, je pesais environ 60Kg, cela signifie qu'en 60 jours j'ai perdu en moyenne 250gr./jour. Avec un crayon, tu peux calculer le moment où je serais réduit à 0 à ce rythme. Je plaisante.

On dit qu'ici « on ne laisse pas mourir » ; cela semble vrai, car le jour même on m'a transporté à l'hôpital de la prison, où, en plus des perfusions quotidiennes, ils m'ont fait des injections de glucose et de B1. Le 26 août, ils m'ont ramené dans ma cellule, au sous-sol, mais le premier septembre, ils ont été obligés de me ramener à l'infirmerie, parce que cela allait très mal avec mon estomac. Ils m'y ont gardé quatre jours, et aujourd'hui, 5 septembre, je suis de nouveau dans le sous-sol.



Les organismes d'enquête ne s'inquiètent pas.

Autre chose, le 12 août, s'est produit l'incident suivant. Le matin vers deux ou trois heures, le directeur de la prison, le lieutenant-colonel Surov est entré dans ma cellule : il m'a demandé si je me préparais à cesser ma grève de la faim ; comme je lui répondais que je n'en avais nullement l'intention, il s'est mis à m'injurier. Il me déclara qu'il savait quel vaurien et quel antisoviétique j'étais, et que j'étais bien naïf de croire que la grève de la faim m'aiderait à sortir de prison. Pour terminer, il inspecta la cellule et, ayant remarqué qu'il y avait des inscriptions sur les murs, il ordonna que l'on me donna une brosse et de la chaux, pour que j'efface ces inscriptions, alors que la nature des inscriptions montrait clairement que je n'y étais pour rien et que je me tenais à peine sur mes jambes.

« S'il ne le fait pas, punissez-le », dit-il au surveillant. La punition pouvait consister à enlever le lit, de sorte qu'il me faille m'étendre sur le sol humide en ciment.

Lorsque le surveillant dans le corridor, lui fit remarquer qu'une telle mesure arbitraire risquait de provoquer un acte de désespoir de ma part, le directeur répondit : « Il n'a qu'à se pendre, cela vaudrait mieux même ». Par ces paroles, je compris que pour certains mon suicide était considéré comme l'issue la plus souhaitable.

Mais, je n'ai pas l'intention de me pendre, et si un jour on déclare que je me suis pendu, soyez sûr que ce n'est pas vrai. (...)

Interview de la Commission de travailleurs de la Timex.

PLUS QU'UNE LUTTE OUVRIERE UNE LUTTE INTERNATIONALE

Oui nous voulons travailler, mais dans un cadre différent, dans le cadre d'une société socialiste...

Nous publions cette semaine une interview de la commission des travailleurs de l'usine Timex-Portugal : la Timex est une filiale d'une multi-nationale US, la Timex. La direction de la filiale portugaise a annoncé le licenciement de 600 travailleurs, et, devant la réaction des travailleurs, a prononcé le lock-out. Déjà la direction a expédié à l'étranger des stocks de montres, comptant sur la production des usines européennes de Dundee (Ecosse) et Besançon pour assurer la fourniture des marchés internationaux. D'où l'enjeu de la solidarité internationale à forger.

M. R. Lisbonne le 2.2.76

Où en est la lutte ?

Après le lock-out que la bourgeoisie a tenté d'imposer le jeudi 22 janvier, les patrons ont ordonné la fermeture de l'usine le lundi suivant. Quand les travailleurs sont arrivés, la porte était à demi fermée. Le service d'ordre, sous la responsabilité de la commission de travailleurs, a reçu l'ordre de ne laisser entrer que les travailleurs, la commission des travailleurs ayant décidé que tout le monde en accord avec les syndicats, rentrait, pointait, puis se rassemblait dans la cantine. Les locaux de travail avaient été fermés à clefs par la direction. On a commencé à faire des délégations au ministère du travail. Sans qu'on puisse rencontrer le secrétaire d'Etat au travail, celui-ci a fini par reconnaître l'illégalité du lock-out.

La solidarité des chauffeurs de car

A partir de là, on a continué, parce qu'on sait qu'on a raison. Un plan de travail a été mis en œuvre pour récolter de l'argent, et résoudre les problèmes les plus immédiats, comme le problème des transports. Il y a eu un plenum des employés de téléphone de Lisbonne et Porto où nous avons fait une collecte, ainsi que dans une assemblée générale des employés de banque. Nous avons reçu l'appui des camarades du cinéma qui vont produire un film « publicitaire » et organiser une tournée de projection et de collectes. C'est ainsi qu'un film sera projeté dimanche, en séance spéciale, dans un des plus grands cinémas de Lisbonne, le Sao-Jorge, pour soutenir notre lutte.

Existe-t-il une coordination avec d'autres commissions de travailleurs ?

Une réunion générale des commissions de travailleurs de la région de Setubal (où se trouve l'usine Timex) est programmée, ainsi qu'une coordination des commissions de travailleurs des entreprises multi-nationales afin de développer la mobilisation des travailleurs. Nous devons combiner deux processus : le renforcement du rapport de force pour les négociations avec le ministère et avec le patronat, et l'extension à une échelle de masse de notre lutte et de nos expériences. C'est ainsi que nous envisageons de faire un ou deux rassemblements à Almada (localité où se trouve l'usine Timex) et même à Lisbonne, et ensuite de convoquer peut-être une manifestation.

Une coordination des Commissions de travailleurs

Comment s'organise la solidarité des travailleurs des entreprises de la zone de Setubal ?

Vendredi dernier, il y a eu deux assemblées : d'une part, celle des commissions de travailleurs de la commune d'Almada pour discuter de la lutte, et d'autre part, une réunion s'est tenue avec les travailleurs de la Transul (société de cars dans la banlieue industrielle sud de Rouge 334 P. 18

Lisbonne) pour résoudre le problème des transports des lock-outés. En effet la direction de la Timex avait averti ces travailleurs que s'ils mettaient leurs cars à notre disposition, ils résilieraient le contrat d'entreprise existant entre la Timex et la Transul pour le transport des employés. C'était du chantage. Il faut préciser que tout le personnel employé à la Timex, qui est une usine isolée dans la campagne, habite très loin et ce problème des transports est un problème essentiel à résoudre pour la poursuite de l'action. Qu'est-il sorti de cette réunion ? La Transul va placer aux lieux de ramassages habituels, des cars de service régulier mais en nombre supplémentaire, et gratuits, pour les travailleurs de la Timex. Ainsi la direction de la Timex ne pourra pas avoir de prétexte pour résilier son contrat et espérer diviser la lutte des travailleurs de la Timex de la solidarité des camarades de la Transul.

Les commissions de travailleurs de plusieurs multi-nationales Fiat, Général Motors, Général Electric, IIT-Sheraton, se sont déjà solidarisées avec votre lutte. Que comptez-vous faire sur ce terrain précis ?

Nous allons tenir une réunion le 4 février avec les commissions travailleurs des multi-nationales. Afin de discuter de l'affaire de la Timex et de la situation des multi-nationales.

Le Front unitaire contre l'impérialisme

Nous percevons très bien que notre cas n'est pas isolé et que l'assaut des dirigeants de la Timex fait partie d'une tactique orchestrée des multi-nationales. Par exemple, ce qui s'est passé à l'Automatica (Plessey) où le patronat a décrété un lock-out partiel et a expédié une partie des machines vers les Bahamas montre que les multi-nationales vont mener une attaque en France. Si nous ne parvenons pas à dépasser les problèmes partiels, si nous ne réussissons pas à constituer un Front unitaire pour combattre l'impérialisme, alors nous connaissons d'énormes difficultés.

Une partie des stocks de la Timex a été envoyée par la direction à l'usine de Dundee en Ecosse. Avez-vous tenté de contacter les travailleurs de cette usine ainsi que ceux de Besançon ?

Oui, nous avons essayé. Mais nous avons eu quelques difficultés pour réaliser cette liaison. Notamment à cause des niveaux différents de conscience et d'organisation des travailleurs dans les usines du trust Timex en Europe. En effet dans ces usines, il n'y a pas l'équivalent de notre commission de travailleurs. Ici par exemple nous sommes tous syndiqués alors qu'à Besançon, 30 % seulement des travailleurs sont inscrits à un syndicat. De plus les contacts prennent du temps à cause de la bureaucratie syndicale. Nous avons pris contact par l'intermédiaire de notre syndicat, avec la CFDT Besançon et nous avons envoyé une lettre à Dundee. Mais nous n'avons pas encore reçu de réponse.

L'organisation de la grève

Comment s'organisent les travailleurs, comment mettent-ils à profit leur expérience de la grève faite en juin juillet 1974 ?

Nous avons largement progressé dans le degré d'organisation et de mobilisation. Pour l'instant nous n'occupons pas l'usine, toujours bouclée, mais la cantine et nous n'y restons que pendant les « heures de travail ». Nous organisons la cuisine qui est faite pas l'ensemble des travailleurs, les camarades du cinéma ont fait passer des films comme « Octobre » et « La grève » de S. M. Eisenstein pour occuper le temps libre. Comme les ouvrières (qui sont l'immense majorité des employés de la Timex) amènent leurs gosses pour occuper, des artistes et des clowns viennent à l'usine pour leur organiser des distractions. En même temps plusieurs commissions ont été mises en place : cantine, information, contact, coordination. Dans le même temps, nous travaillons à un dossier qui sera notre projet de fonctionnement de l'usine. Plusieurs heures par jour, les travailleurs se réunissent en divers groupes pour en discuter et donner de nouvelles idées.

Peux-tu expliquer le plan général de reconversion et de l'entreprise élaboré par les travailleurs ?

Notre étude n'est pas complète : il nous manque des éléments qui sont confidentiels et que les cadres tentent encore de nous cacher.

Nationaliser oui mais...

Certains secteurs devraient être reconvertis, comme le secteur des machines de coupe qui pourrait ainsi fabriquer des outils pour le secteur de l'horlogerie ou d'autres secteurs. Il y a aussi d'autres secteurs qui pourraient être reconvertis : ainsi nous pourrions fabriquer des réveils et des instruments de précision et diminuer d'autant les importations portugaises.

La possibilité de reconversion n'exige-t-elle pas, comme préalable, la nationalisation sous contrôle ouvrier de l'usine Timex ?

Il serait nécessaire d'aller plus loin dans l'étude de l'ensemble de la branche horlogère au Portugal, car nationaliser cette seule entreprise créerait des problèmes : nous sommes en effet dépendant par exemple, d'autres usines en Europe. Nationaliser, oui, mais à condition de nationaliser toute l'industrie horlogère. De même, il est nécessaire de nationaliser d'autres secteurs, l'automobile par exemple qui aurait déjà du être nationalisée depuis longtemps. Avec notre lutte nous espérons contribuer à ce processus.

Comment fonctionnent les assemblées générales, comment se structure la commission de travailleurs ?

Les travailleurs de chaque atelier, de chaque secteur ont un représentant à la commission de travailleurs. Après que chaque département et secteur se soient réunis, les points sont discutés dans la commission de travailleurs, puis chaque délégué retransmet ces discussions dans son secteur. S'il y a des problèmes très

IRAN

Le Chah assassin !
Giscard complice !

■ La répression du régime tortionnaire iranien continue. 400 condamnations à mort, 174 exécutions, crimes légaux contre des militants de toutes les oppositions en deux ans, des milliers de disparus dans les prisons de la Savak (la police politique), telle est la réalité d'un régime qui ne survit que par la répression systématique. Car ce pays présenté par les commentateurs de la bonne presse comme en train de sortir du sous-développement grâce aux pétro-dollars et à la politique éclairée du Chah est l'une des dictatures les plus sanglantes.

Alors que, lors des condamnations à mort prononcées par Franco, plusieurs régimes européens s'étaient démarqués du dictateur mourant, aujourd'hui leur silence est général.

Les intérêts économiques de la plupart des pays occidentaux sont bien trop forts. La France seule attend de réaliser le métro de Téhéran, d'installer le procédé de télévision en couleur SECAM ; elle obtient des avantages pour l'achat des produits pétroliers...

On comprend alors mieux la position du gouvernement Giscard. Au moment où 11 révolutionnaires étaient exécutés, la justice de Lecanuet condamnait à 3 mois de prison avec sursis les 20 militants de la Confédération des étudiants iraniens union nationale (CISNU) pour leur participation à l'occupation de l'agence d'information iranienne Pars à Paris. Ce jugement inique est le prix de la coopération franco-iranienne que doivent payer les militants anti-impérialistes. Cette collusion n'empêchera pas la solidarité avec les militants iraniens de se développer.

Dernières minutes

Les 20 militants iraniens ont été expulsés de France le 4 février

Occupation par la CISNU le 27 janvier 76 des locaux parisiens de l'agence officielle de presse iranienne PARS, en riposte aux exécutions de onze prisonniers politiques.



importants nous nous réunissons après les assemblées de secteur en assemblée générale.

Demain Dundee
et Besançon

Quelles sont les perspectives de développement de la lutte ?

L'avenir dépend de l'attitude du gouvernement et de la direction. Jusqu'à présent, nous avons tenté de négocier. Après nous verrons, nous prendrons, si nécessaire, une position plus dure. Nous avons l'appui de tous les travailleurs. Nous envoyons nos documents à tous les partis, Parti Socialiste, Parti Communiste, Union Démocratique Populaire, Ligue Communiste Internationaliste, Mouvement pour le Rassemblement du Peuple Portugais, sans discrimination, pour qu'ils se prononcent et soutiennent notre lutte. Car il est très important que tous les travailleurs soient unis pour lutter. Nous avons l'appui de tous les travailleurs. Nous voulons profiter de la présence d'un camarade de Rouge pour que notre lutte et nos difficultés soient popularisées à Besançon et à Dundee, pour faire cesser toutes les rumeurs que fait courir le patronat, sur les travailleurs portugais : oui, nous voulons travailler, mais nous voulons travailler dans un cadre différent, dans le cadre d'une société socialiste. Nous avons été parmi les travailleurs les plus exploités et nous voulons que cela change.

Aujourd'hui, c'est nous qui sommes en lutte. Demain ce sera le tour des camarades de Dundee et de Besançon. Qu'ils étudient notre expérience : plus qu'une lutte ouvrière, notre lutte est aussi une lutte internationale.

DU 26 JANVIER AU 26 FEVRIER 1976

EXPOSITION

FOTOLIB OU DEUX ANS DE
PHOTO JOURNALISME

CHRONIQUES PORTUGAISES

Tous les jours de 9h30 à 19 heures
sauf le Lundi de 13 heures à 19 heures.

35, 37, 39, rue Lafayette
75009 Paris -

DJIBOUTI

Ponia « délivre »
les otages :
5 morts

■ L'armée française a fini par donner l'assaut au car de ramassage scolaire, immobilisé près de la frontière qui sépare la Somalie du Territoire français des Afars et des Issas. Trente enfants y étaient retenus en otage par des hommes se réclamant du Front de libération de la Côte des Somalis (FLCS) (1). Les quatre membres du commando ont été abattus ; une fillette a été tuée.

A un arrangement politique avec les membres du commando, le gouvernement français a préféré la force, quel qu'en soit le prix. Dans la droite ligne de ce qu'avait déjà fait Poniatowski lors des dernières prises d'otage... Une issue sanglante qui révèle quel type d'indépendance (promise pour le 31 décembre) il entend réserver à Djibouti. Pour parvenir à mettre en place l'équipe de Ali Aref, malgré le discrédit patent de ce dernier, alors même que l'audience de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI) ne cesse de croître, le gouvernement français ne recule devant aucun sacrifice. Multipliant les provocations à l'égard de la LPAI, le gouvernement Giscard-Chirac espère pousser cette dernière à choisir le parti de l'illégalité. Attentats aux explosifs, razzias, perquisitions vont en nombre croissant au fur et à mesure que se développe l'audience du parti de Hassan Gouled. Depuis qu'un gendarme français a été tué dans un bidonville proche de Djibouti, la ville vit au rythme des opérations de police, et les expulsions ne sont pas rares. Tous les rassemblements de plus de cinq personnes sont interdits.

(1) Le Front de libération de la Côte des Somalis qui réclamait à l'occasion de cette opération « l'indépendance sans condition, qui ne comporte aucune participation étrangère, la destruction de tout le système colonial en place et la libération de tous les détenus politiques » a été créé en 1963. Il avait déjà, en 1975, enlevé l'ambassadeur de France à Mogadiscio pour obtenir la libération de deux de ses militants condamnés à la prison à perpétuité pour un attentat contre Ali Aref. Le Front avait également obtenu une rançon de 100.000 dollars.

PORTO-RICO

chasse-gardée des
Etats-Unis

■ A l'initiative de l'université de Paris VII, un colloque sur Porto-Rico s'est tenu durant deux jours. De nombreuses personnalités, notamment des délégations du PSP (Parti socialiste porto-ricain) et du PIP (Parti indépendantiste) ont pu ainsi dénoncer très précisément dans quelle situation anachronique se trouvait l'île. « Etat libre associé » Porto Rico étant en fait pour les Etats-Unis une véritable colonie, une base militaire stratégique et une source de profits (sept fois plus élevés qu'aux Etats-Unis grâce à la main d'œuvre sous-payée et aux exonérations de taxes). Enfin une poubelle écologique pour les multinationales qui déjouent les interdictions qu'elles peuvent rencontrer sur le territoire américain. La crise de la domination impérialiste US n'est pas pour rien dans l'écho que rencontre de plus en plus la lutte du peuple portoricain pour son indépendance et pour le socialisme. Une lutte dont certains militants ont souligné qu'elle ne pouvait être appréhendée sans référence aux Caraïbes et qui devra prendre en compte chaque jour davantage la réalité même qui est faite aux femmes comme l'existence d'un important prolétariat immigré dans les grandes villes américaines.

Ils ont insisté tout particulièrement sur le soutien et la popularisation de leur lutte. C'est qu'ils sont conscients que leur adversaire direct est l'impérialisme US lui-même. Comment ne pas saisir en effet le caractère radical de cet affrontement si l'on sait que les cinq plus anciens prisonniers politiques de l'hémisphère dans les geôles US sont des Porto-ricains (de 22 à 25 ans !) pour les quels ils lancent une campagne internationale.

Libération immédiate et sans condition de Lolita Lebron, Rafael Miranda, Irving Flores, Andreas Cordero, Oscar Collazo.

Porto-Rico indépendante et socialiste !

Portugal-Inform. 3

est paru.

En vente à la librairie ou passer commande (paiement à la prise 1F 50 par lot de 10).



ANTICIPATION ! (NORMA)

OU EN SOMMES-NOUS ? OU ALLONS-NOUS ?

■ 200 millions anciens dans la caisse ; un local loué où déjà ont commencé les travaux d'aménagement ; le quotidien à portée de la main... Serait-ce la fin du tunnel ? Disons le franchement, pas tout à fait !

Des problèmes demeurent. L'obstacle du local levé, avec beaucoup de retard, nous nous retrouvons dans un « espace temps » très limité pour sortir le quotidien, dans les meilleures conditions, avant les vacances. Une masse de problèmes techniques, administratifs et humains qui, du fait de l'absence de local, restaient en suspens, ressurgissent de nouveau et tous ensemble, se bousculant les uns les autres dans leur urgence. C'est donc une véritable course de vitesse que, depuis le début de la semaine, nous avons engagé.

Fonctionnel mais étroit

Le local que nous avons trouvé, jouxtant Paris, près d'une bouche de métro (nous ne pouvons encore pour des raisons de sécurité dévoiler son adresse exacte) est extrêmement fonctionnel et propre dans sa partie bureaux. Seulement, il est un peu étroit (autour de 1500 M2) pour y faire entrer l'ensemble des services (imprimerie comprise) que nécessite notre type de quotidien. La partie production lourde (rotative, massico, offset-feuilles...) est particulièrement serrée. D'où les prodiges d'équilibre et d'ingéniosité qu'il faut réaliser pour faire tout tenir ; d'où par conséquent des travaux, d'aménagement assez compliqués qui prendront un certain temps. Deux mois, deux mois et demi, peut-être trois ? Il est encore impossible de le dire exactement. Rouge 334 P. 20

ment. En tous cas il est certain que la rotative ne sera pas opérationnelle, si tout se passe bien, avant la première quinzaine d'avril.

Suspense

Est-ce à dire que la sortie du quotidien est retardée d'autant, soit aux environs de Pâques ? Rien de certain non plus de ce point de vue. Nous sommes conscients de l'énorme attente qui existe autour du quotidien. C'est pourquoi nous sommes en train de réaliser toutes les études financières et techniques nécessaires à la sortie rapide du journal (dans la première quinzaine de mars par exemple) sur des rotatives extérieures d'une imprimerie privée, la nôtre prenant le relais quelques semaines après. Il s'agit donc de jouer serré, de bien peser et les coûts financiers et les coûts politiques. La décision finale sur la date de sortie de Rouge quotidien N° 1 interviendra rapidement, (sans doute la semaine prochaine), une fois toutes les conséquences consciemment envisagées.

Les problèmes un par un

Parallèlement nous résolvons, tout en continuant à travailler à l'hebdo ce qui ne simplifie pas les choses, les problèmes un à un : l'abonnement AFP est pris, les telex seront en place avant la fin du mois ; les dernières démarches administratives sont en passe d'aboutir ; le problème des telex



PTT par lesquels nos correspondants en France comme à l'étranger pourront nous joindre rapidement est quasiment résolu ; le téléphone reste encore un point noir il nous faut « récupérer » 7 lignes ; les contacts pour assurer un service d'abonnements sont pris (la campagne d'abonnements dépendant par elle-même étroitement de la date de sortie du journal) ; le lancement « publicitaire » du quotidien se prépare ; l'embauche s'accélère (sur le plan de la rédaction il reste encore quelques postes à fournir) ; les rubriques planifient leur travail ; l'organisation générale du travail prend forme avec la polyvalence pour soucier permanent ; la grille de diffusion se précise...

Un nouveau test

Trois numéros zéro du quotidien sortiront dans la troisième ou dernière semaine de février. Ils ne seront pas diffusés par les NMPP mais par nos propres canaux, tous les trois ensemble en fin de semaine (ceci pour aboutir à un moindre coût financier). A travers ces numéros que nous réaliserons cette fois, sur trois jours de suite, dans des conditions proches de celles dans lesquelles nous travaillerons habituellement, nous tenterons de mieux roder la maquette du journal, son style et son équipe rédactionnelle et technique.

Correspondants et diffusion

Les échéances se rapprochent en tout état de cause, il nous faut rappeler ici deux choses aux camarades : d'abord que notre réseau organisé de correspondants est encore insuffisant-beaucoup de villes et de sections parisiennes n'ont pas fait remonter à la rédaction les coordonnées de responsables délégués pour remplir les fonctions de correspondants- Cela nous est indispensable et hypothèque la qualité et le fonctionnement du journal même.

Ensuite nous insistons à nouveau auprès des camarades pour qu'ils étudient et remplissent au plus vite les listes qui leur ont été envoyées pour la diffusion dans les kiosques. Ce contrôle de la diffusion est décisif pour l'équilibre financier du quotidien. Le rôle des contrôleurs des ventes (dont chaque ville doit nous faire parvenir les coordonnées) est essentiel. Nous ne pouvons compter que sur l'organisation pour assurer le contrôle de la diffusion de son journal.

PREMIERE VICTOIRE 200 MILLIONS

■ Depuis que notre courant existe, nous n'avons encore jamais réussi une souscription d'une aussi grande envergure, étalée sur 8 mois, planifiée de mois en mois, atteignant intégralement son objectif.

Nous ne voulons pas avoir l'air trop triomphaliste, nous ne voulons pas montrer un enthousiasme trop auto-satisfait : mais il faut reconnaître que cette réussite a stimulé l'ensemble de notre organisation et en particulier les camarades qui ont eu pour tâche de travailler quotidiennement (bien avant le « quotidien ») au succès de l'opération.

Ce succès est largement dû à l'existence d'un courant qui s'est dessiné autour de la perspective du quotidien. Les versements, venus par petites sommes, de toutes parts, ont prouvé que le projet de la LCR, rencontrait une adhésion réelle, persistante, active. Les versements réguliers faits par de très nombreux sympathisants, les sacrifices accrus des militants qui ont versé, en plus de leurs cotisations régulières, des sommes souvent importantes, c'est tout cela qui a fait la souscription.

Beaucoup étaient sceptiques : nous-mêmes, avons eu des moments difficiles : lorsque les bénéficiaires de la fête de Rouge n'ont pas été à la hauteur de ce que nous estimions, lorsque nous avons atteint les 100 premiers millions le 19 novembre (soit 20 jours après la date où nous nous étions proposés d'atteindre 120 millions...), lorsque nous avons mesuré qu'il fallait plus de 10 millions par semaine pour combler notre retard... dans toutes ces occasions, nous pouvons l'avouer, nous avons été très inquiets. L'appel du Comité Central de fin novembre était un appel alarmiste. Les commentaires hebdomadaires, depuis 30 semaines, essayaient de suivre l'évolution, d'expliquer ce qui se passait, d'encourager... mais il ne trompait jamais, il ne « bluffait » pas.

Nous avons fondé toute notre campagne sur la vérité : tout dire ! Tout expliquer ! Il n'y a eu aucun don secret, mystérieux. Tenez, une précision : certains ont pu lire que « P. V. » avait versé plusieurs fois des sommes importantes ces dernières semaines, de qui s'agit-il ? Ce sont les lettres sous lesquelles les dossiers de la comptabilité enregistrèrent les souscriptions internes, prises sur les 13^e mois des militants. Car nous avons un barème spécial d'imposition interne à

la LCR à la fin de l'année 75 : chaque militant a été ainsi surtaxé. Les sommes ainsi recueillies (un peu plus de 10 millions) ont été mêlées à la souscription générale.

Nous ferons ici, la semaine prochaine un bilan détaillé, villes par villes, comités rouges et LCR, dons directs individuels et groupés, comparaison des objectifs fixés et retards, variations hebdomadaires, rythme, etc.... Nous avons classé toute la souscription en 3 110 fiches recensées et faites pour être étudiées. Nous avons mis 6 mois pour atteindre les 100 premiers millions et 2 mois pour atteindre les 100 autres millions.

Il faut dire que la lenteur du décollage est due au scepticisme vis-à-vis du projet : peu à peu ce scepticisme s'est levé et la souscription a fait alors « boule de neige ».

Ce n'est pas fini.

Chaque jour des sommes continuent à arriver. Il faut dire que le retard dû à la question du local nous a handicapé, et nous avons dû investir plusieurs millions supplémentaires pour les salaires en attente et pour le matériel encore inutilisé, donc, cet argent nous est nécessaire. Plus le quotidien sortira tardivement, plus nous perdrons un peu de cet argent : c'est pourquoi nous mettons les bouchées doubles maintenant. C'est le compte à rebours qui a commencé depuis que nous avons signé le local.

La souscription continue donc : nous avons besoin de 200 millions minimum pour « sortir » mais non pas pour « tenir ». Toutes sommes qui continuent d'arriver chaque jour ajoutent donc à la garantie du futur équilibre financier du journal, améliorent les conditions de travail, permettent une publicité plus importante, etc. Une marge de manœuvre nous est indispensable : beaucoup, parmi vous qui n'ont pas « cru au » quotidien, et qui, aujourd'hui sont convaincus par notre succès, peuvent faire déjà l'effort de nous soutenir, de nous aider à tenir.

Alors, nous poursuivons la souscription jusqu'à ce jour « J » où paraîtra enfin Rouge chaque jour dans tous les kiosques !

SOLDE ANTERIEUR	1904852,13	Diffuseurs St-Ouen	30,00	SE	160,00	Comptable Colombes	50,00	Comité rouge Sartrouville	50,00	R. Oise	1000,00
B.N. Paris	140,00	Diffuseurs Alsthom St-Ouen	30,00	Luzarrie rouge	100,00	Un (illicite)	100,00	Comité rouge lycéen Sartrouville	150,00	C.C. Jury	50,00
A.K. Paris	40,00	Prof CET	30,00	Diffuseurs Le Havre	500,00	Levallois Locatel	100,00	Hôpital St-Germain en Laye	300,00	La brigade rouge Villenodde	20,00
Groupe taupé Tri PTT Paris-Est	100,00	B.N. Paris	3800,00	Comité rouge Fac Orsay	650,00	Diffuseurs Levallois	140,00	B.N. Paris	3850,00	B.N. Paris	2100,00
Groupe taupé Tri PTT Paris Nord	250,00	Sympathisante Chômeuse Montreuil	100,00	Diffuseurs La Havre	180,00	Sympathisant Fos sur mer	140,00	Un radin d'Hérouville	100,00	B.N. Paris	5010,00
Diffuseurs Tri Nord-Est	100,00	Diffuseurs Paris 17	2425,00	Edmond	100,00	Courbevoie	180,00	J.P.D. Paris	100,00	R.C. Nevers	100,00
Groupe taupé Tri-Clignacourt	250,00	B.N. Paris	1380,00	Régine	100,00	Diffuseurs Chausson	510,00	Braderie rouge Caen	270,00	Diffuseurs Sarcelles	110,00
Militant CFDT CIC	40,00	Groupe taupé Santé Créteil	219,00	M.V. Equeurdreville	50,00	Diffuseurs EDF	300,00	Etudiant en théologie Strasbourg	50,00	Employé banque Pontoise	50,00
Groupe taupé BNP	200,00	S.G. Paris 11	50,00	F.Q. Clichy	200,00	Diffuseurs Clichy	70,00	Groupe taupé HP Le Havre 33333	250,00	Employé Pontoise	50,00
Militant CPDT BNP	100,00	Groupe taupé PTT Créteil	100,00	Diffuseurs Saclay	180,00	Diffuseurs Colombes	140,00	Groupe taupé Santé Créteil	50,00	Comité rouge lycéen Pontoise	100,00
Diffuseurs Assurances Paris 9	620,00	Diffuseurs La Rochelle	9,00	Diffuseurs PTT postaux satellites	300,00	Anonyme St-Dizier	20,00	S.G. Créteil	50,00	Etudiant Pontoise	100,00
Diffuseurs Assurances Paris 9	310,00	B.N. Paris	1380,00	PTT postaux Nord	300,00	Nousmeur Carcassonne	10,00	Etudiant Créteil ville	120,00	Diffuseurs Sarcelles	50,00
Diffuseurs BNP	100,00	B.N. Paris	480,00	Groupe taupé Paris 10	40,00	S. institutrice	22,00	Diffuseurs Toulouse	200,00	Employée Sécu sociale Pontoise	50,00
Diffuseurs PTT-Tri Clignancourt	30,00	L.F. Ile de Ré	100,00	N. Postaux satellites	5,00	Surveillante externat Carcassonne	10,00	F.	100,00	Employé Sécu sociale Pontoise	30,00
Groupe taupé Banques privées	550,00	Normalien La Rochelle	10,00	Etudiants Vincennes	300,00	Surveillante Carcassonne	10,00	B.	300,00	Comédien sympathisant	1250,00
Diffuseurs Assurances Paris 9	500,00	Santé Nord Paris	108,00	Comité rouge Travailliers immigrés	40,00	Stagiaire Carcassonne	20,00	6 bidasses	150,00	B.N. Paris	7405,00
Diffuseurs Strasbourg	530,00	Sympathisant LA Rochell	20,00	J.Y. PTT St-Lazare	100,00	Infirmière Carcassonne	30,00	Diffuseur Censier	130,00	Diffuseurs Créteil	180,00
Groupe taupé M. Affaires sociales	500,00	B.N. Paris	255,00	C. Paris 17	100,00	Chômeuse Limoux	50,00	Diffuseur Censier	130,00	B.N. Paris	3550,00
Diffuseurs ANPE Affaires-sociales	450,00	J.P. ouvrière Orléans	19,00	Comité rouge Travailliers immigrés	40,00	Employée PTT Carcassonne	100,00	Anonyme Paris 1100,00	20,00	B.N. Paris	800,00
B.N. Paris	620,00	L.P. ouvrier Orléans	19,00	J.Y. PTT St-Lazare	100,00	Militant J.S. Carcassonne	80,00	Sympathisant Paris	20,00	Diffuseurs Hauts-de-Seine	4493,00
T.	80,00	Diffuseurs Orléans	21,00	C. Paris 17	100,00	Lycéenne Carcassonne	80,00	Diffuseurs Orléans	500,00	Comité rouge Sartrouville	300,00
Groupe taupé Finances	30,00	M.G. esthétique Orléans	50,00	S.T. Ecole normale Paris 17	150,00	Comité rouge lycéen Carcassonne	10,00	Diffuseurs Caen	34,50	EDF Chatou	267,00
Groupe taupé Impôts	67,00	Militant Nîmes	400,00	Chernot St-Lazare	50,00	Infirmière Carcassonne	150,00	B.N. Paris	203,00	La Celle-St-Cloud Diffuseurs	20,00
T.S.	170,00	Groupe taupé (Lille)	100,00	Sympathisant ministère Agriculture	300,00	B.N. Paris	670,00	Recherche scientifique Marseille	500,00	Groupe taupé Buc	50,00
M.L. Caillou	60,00	Un prolo des PTT	200,00	Comité rouge Paris 17	200,00	Diffuseurs Gisors	690,00	Un copain au chômage	30,00	Sympathisant Trappes	45,00
Arts et métiers	70,00	Sympathisant Douai	200,00	Anonyme Paris 17	150,00	Comité rouge Limoges	460,00	2 Sympathisants Chamoont	200,00	Comité rouge St-Germain en Laye	60,00
Groupe taupé EGF Paris	410,00	CET Roubaix	100,00	Etudiant C.T. Carcassonne	50,00	Etudiant C.T. Carcassonne	50,00	Diffuseur Censier	130,00	Capifon et son rasoir	45,00
Groupe taupé EGF Paris	380,00	Sympathisant Michelin Larochette/Yon	50,00	Militant CPDT EGF	1000,00	Professeurs Béziers	103,00	Diffuseur Montbéliard	210,00	Groupe taupé INRA	53,00
Anonyme	24,50	3 militants CMRV	250,00	C. Paris 17	100,00	B.N. Paris	370,00	Anonyme Boulogne	100,00	Groupe taupé Hôpital franco-musulman	160,00
L.L. Toulouse	30,00	Sympathisant Gauche révo. Larochette/Yon	100,00	M.	100,00	F.L. enseignante Paris	2000,00	Diffuseurs Bordeaux	720,00	DCB Chelles	300,00
Anonyme	2000,00	Sympathisante Larochette/Yon	100,00	Groupe taupé St-Lazare	130,00	C. militante révo-Paris	20,00	B.N. Paris	1400,00	Sympathisants Ville-Evrard	200,00
Comité rouge Lycéen Carcassonne	31,50	Anonyme	50,00	Chernot St-Lazare 2 AGENTS EDF	50,00	Militant OS chômage	20,00	CR médecine Lille	6,00	Groupe taupé Travailliers sociaux	120,00
Infirmier HP Limoux	100,00	2 Sympathisants Paris 5	200,00	Sympathisants étudiants Pau	55,00	Diffuseurs Metz	80,00	T.G. Lille	394,00	Diffuseurs Bondy	300,00
M.R. médecin Carcassonne	200,00	C.M. et G.G. employées	600,00	Sympathisants Ecole normale Lescaze Pau	35,00	Diffuseurs Metz	150,00	Comité rouge Paris 3-4	100,00	Enseignant Bondy	20,00
Professeur Carcassonne	10,00	J.M. Montreuil-as-bois	300,00	Diffuseurs Ebleuf	300,00	Diffuseurs Metz	150,00	Groupe taupé Finances	90,00	Diffuseurs Montreuil	1090,00
Normalien Carcassonne	20,00	Diffuseurs La Ciotat	460,00	B.S. Ecole émancipée (57)	10,00	Diffuseurs Metz	150,00	B.N. Paris	660,00	B.N. Paris	4850,00
M.J. Carcassonne	30,00	B.N. Paris	180,00	B. professeur Ecole normale Metz	10,00	Diffuseurs Metz	150,00	Librairie rouge	50,00	TOTAL	2027407,78
Les camarades et amis de Jacques Jouette	690,00	Diffuseurs Tolbiac	540,00	Etudiants Metz	5,00	Diffuseurs Metz	150,00	G.L. Paris	22,00	G.L. Epinay/Seinart	80,00
S.G. Sonnier	100,00	C. Paris	1000,00	Enseignants Lycée BastideBordeaux	70,00	R.R. Alfortville	150,00	A.L. Rouen	50,00	B.D. Digne	150,00
B.N. Paris	950,00	Enseignants du 15 ^e	200,00	Instituteur St-Jean de Luz	100,00	F.F. Paris	200,00	B.D. Digne	150,00	P.I. Salspé	20,00
G.J.P. Richelieu	100,00	Travailleur centre administ. Nanterre	200,00	J.M.J. militant ESSorteville	100,00	A.R. Chantilly	400,00	M.C.F. Angers	250,00	Chômeuse Lozère	50,00
B.N. Paris	1004,00	St-Etienne	500,00	M.B. C. Grand-Quevilly	50,00	M.C.F. Angers	250,00	C.B. Paris	150,00	Chômeuse Alençon	200,00
Diffuseurs Montpellier	1610,00	M. St-Etienne	300,00	Enseignant Rouen	50,00	P.D. Mairapap	25,00	D.D. Tours Helles	750,00	Comité rouge Médecine Angers	337,00
Militante MARC-Lycéenne	30,00	St-Etienne	20,00	Diffuseurs Rouen	504,00	D.D. Tours Helles	750,00	B.G. La Ciotat	20,00	Enseignants Angers	25,00
Comité rouge Bron	350,00	Chômeuse St-Etienne	24,00	Comité rouge Louviers	30,00	Collectif Borisfort Bruxelles	27,00	Un prof Reims	30,00	Syndicaliste CPDT Angers	20,00
S. Lyon	410,00	Lycéen St-Etienne	3,00	A.M. Reims	400,00	Collectif Borisfort Bruxelles	27,00	Diffuseurs Reims	170,00	Comité rouge Hôpital Angers	60,00
B.G. La Ciotat	200,00	B.C. Strasbourg	1000,00	Diffuseurs Reims	400,00	Librairie rouge	1441,00	Diffuseurs Reims	170,00	Comité rouge Médecine Angers	337,00
R.M. Marseille	100,00	Diffuseurs La Ciotat	460,00	Diffuseurs Colombes	110,00	B.N. Paris	360,00	B.N. Paris	1700,00	C.R. Maisons Alfort	1700,00
Diffuseurs Amiens	210,00	V.M.Y. Granoble	250,00	Diffuseurs Colombes	110,00	Anonyme Clermont-Ferrand	500,00	F.P. Rouen	50,00	D.L. Sympathisant	200,00
Diffuseurs Rennes	2732,00	Diffuseurs Sedan	80,00	Diffuseurs Colombes	370,00	Sympathisante St-Jean de Luz	1028,00	Groupe taupé Petites banques	120,00	Syndiqué CGT GC	20,00
Diffuseurs Villefranche	990,00	D.D. Annazin	100,00	Diffuseurs Colombes	370,00	Groupe taupé SNCF Paris Est	100,00	Syndiqué CGT GC	20,00	Syndiqué CIC	30,00
Diffuseurs Aubervilliers	250,00	Diffuseurs Education nationale 13 ^e	100,00	Diffuseurs Vallois	60,00	Technicien ORTF	200,00	Librairie rouge	157,00		
		L.J. Vernon	130,00	Diffuseurs Vallois	60,00			au lieu de	2548,00		
		Corréiste rouge Millau	500,00	Ouvrier bâtiment Colombes	80,00						



Interview de Jean-Louis Comolli

DESIR ET REVOLUTION

ROUGE — Pour réaliser « la Cecilia », tu as fait un choix politique, celui de passer par un circuit commercial traditionnel. Quels types de problèmes as-tu rencontré pour mener à bien ton projet ?

Jean-Louis COMOLLI — Je pense que l'efficacité de la lutte se trouve aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du système. On ne peut se permettre d'abandonner ce terrain à la bourgeoisie. Cependant, c'était mon premier film et l'industrie du cinéma, de par son organisation et sa politique, support de l'idéologie dominante, censure toute création à contre-courant. Durant trois ans, j'ai essuyé de nombreux refus pour enfin rencontrer Nedjar, distributeur du film, intéressé par le type de problèmes que « la Cecilia » posait et qui voyait sans doute aussi là l'occasion de faire une affaire commerciale.

Il pensait peut-être aussi que Comolli, critique des « Cahiers » était une valeur sûre et garantissait ainsi un certain public ? Par ailleurs, quels types de rapports as-tu eu avec les acteurs ? comment t'es-tu comporté en tant que réalisateur ?

Le système donne au réalisateur l'illusion du pouvoir : il lui dit « tu es le chef ». En réalité, c'est le producteur qui, dans l'organisation du travail, détient le pouvoir économique. En même temps cela aboutit à mettre le metteur en scène dans la situation d'un fantôme de maîtrise. Le système établit des rapports de hiérarchie violents, dont, au bout du compte, le metteur en scène est la première victime. Le système te pousse à maintenir comédiens et techniciens dans un état de sujétion complète, à les hystériser, si bien que dans le contexte du cinéma industriel, les acteurs se mettent en situation d'attente, et se pensent eux-mêmes comme une aire malléable et molle et croient avoir besoin d'être violés. Bien entendu, nous avons refusé ces rapports et ces attitudes. Autre chose : dans le cinéma traditionnel, on tourne un film petit bout par petit bout. A aucun moment les personnages ne sont tournés dans leur continuité à l'intérieur du film, parce qu'on tourne en vue de la seule rentabilité. Si bien que l'acteur est privé pendant le déroulement du tournage de tout point de vue totalisant sur son rôle. A aucun moment il ne peut saisir concrètement le processus de développement de son personnage.

Tout au long du tournage de « La Cecilia », nous avons collectivement combattu cette division du travail. Dans un premier temps, j'ai eu de

longues discussions politiques avec les comédiens, à la suite desquelles j'ai pu les choisir politiquement. Ensuite, les séances de travail ont porté d'abord sur une critique collective de l'ensemble des personnages du film. Nous avons tourné en continuité, les acteurs étant volontairement présents durant tout le tournage et intervenant collectivement pour chaque séquence. Chaque comédien étant en possession d'une vision globale du film.

Au niveau de la démarche politique de ton film, aucune vision claire n'en ressort : « la Cecilia » m'apparaît comme un film constat, de nombreux problèmes sont traités superficiellement, c'est un film un peu touche-à-tout, sans perspectives. Est-ce vraiment un film politique ?

Un film politique, c'est la possibilité donnée aux spectateurs d'analyser ce qu'ils ont vu, si cette possibilité n'existe pas, ce n'est pas un film politique, il a des effets politiques, mais il ne fonctionne pas politiquement. Je crois avoir donné un certain nombre d'éléments qui permettent d'analyser les réalités actuelles. A partir de là, c'est vrai, ce n'est pas un film militant, en ce sens qu'un film militant doit porter une ligne politique. « Cecilia » n'apporte pas de réponses toutes faites. Mon film met les spectateurs en situation active, et reponsable politiquement. Je ne m'adresse pas à des maoïstes, à des anarchistes, à des trotskystes ou à des gens du PC, mais à un mélange de tout cela plus d'autres gens moins politisés. « La Cecilia » n'a pas pour but d'imposer ni même de proposer un schéma politique. Je ne voulais pas susciter des effets de reconnaissances. J'ai voulu aborder les problèmes de la famille, du pouvoir, de la sexualité, de la propriété, de l'organisation, dialectiquement. Il s'agissait de montrer aux spectateurs qu'en posant par exemple le problème du pouvoir, on pose aussi un problème érotique. Une conception politique du monde doit penser les relations entre l'idéologie, le politique, le corps, le sexe, les fantasmes et cesser de les isoler.

Et si message dans le film il y a, il tourne autour du fait que l'on doit critiquer les mythes dans lesquels nous continuons à vivre. On doit critiquer la marginalité comme quelque chose qui se renferme sur soi, mais aussi la considérer comme quelque chose de fondamental, dans la mesure où elle apporte la question de l'utopie à l'intérieur des contradictions sociales.

Quels liens fais-tu entre la margi-

« Un film politique, c'est la possibilité donnée aux spectateurs d'analyser ce qu'ils ont vu, si cette possibilité n'existe pas, ce n'est pas un film politique, ... »

nalité que tu illustres dans « la Cecilia » à travers l'expérience de Rossi, et l'histoire du mouvement ouvrier ?

Le film pose la question : qu'est-ce qu'on a refoulé à travers la notion du *Sens de l'Histoire*. Les marxistes orthodoxes et universitaires ont rejeté dans les oubliettes toute une série d'éléments qui continuent à travailler aujourd'hui le corps de la réalité dans laquelle on vit et à faire bouger les gens.

Lorsqu'on utilise les écrits importants et déterminants de Lénine sur le socialisme non-scientifique pour rejeter celui-ci dans les poubelles de l'histoire, on tient un discours dogmatique. L'expérience de Rossi a été critiquée par les anarchistes eux-mêmes : elle a été condamnée au nom du sens de l'histoire. D'accord sur ce point avec les marxistes, les socialistes, ils pensaient que le sens de l'histoire, c'était les syndicats, les organisations, la lutte politique et

désir, sujet à de nombreuses polémiques ?

Ce qui est frappant dans l'histoire du marxisme, c'est une certaine dénégation du désir. Il y a eu surévaluation du sur-moi chez les militants. Ce qui est refoulé, c'est le désir de la révolution et c'est pourtant quelque chose de fondamental. La révolution ne se fera pas au niveau des institutions mais au niveau des désirants révolutionnaires. Ce n'est pas la loi militante qui fera la révolution mais le désir des hommes. Pourquoi les gens se révoltent ? D'une part parce qu'ils sont dans des situations intolérables, qu'ils perdent leur dignité, mais aussi parce qu'ils ont en eux une force incompressible qui est le désir de vivre autrement, de tout changer.

Cependant tes personnages ne sont pas ancrés socialement : on ne connaît pas leur histoire individuelle. On ne sait d'où ils viennent, comment ils ont été amenés à se radicaliser. Ils ont une sorte de



grande échelle et pas les petites expériences individuelles. Mais quand on fait une analyse matérialiste de l'histoire, on s'aperçoit que l'histoire est partout à la fois, dans les courants dominants et dans les marges, dans les centres et dans les périphéries, en Italie et au Brésil. C'est un aveu et une illusion de considérer certaines réalités comme parties intégrantes de l'histoire, et d'autres comme en dehors de l'histoire.

Le film pose donc la question de savoir ce qu'on a refoulé à travers le concept du *sens de l'histoire*. C'est une critique des dogmatismes de la fin du 19^e Siècle et du début du 20^e, qui ont effectivement rejeté dans les oubliettes toute une série de problématiques qui aujourd'hui encore, contribuent à travailler les idéologies, les mythes, les désirs des gens. Le sens de l'histoire est aussi du côté du désir, et pas seulement du côté de la loi.

Peux-tu préciser cette notion de

désir de révolution planant. Il n'est nullement inscrit dans l'histoire individuelle et collective des personnages.

Le problème, pour les spectateurs français, est celui de la langue. En effet, ces gens parlent italien, à des niveaux divers de vécu et d'utilisation. Le Sicilien, qui est paysan, a une façon de parler qui dépend de son origine, de sa culture, de sa situation de classe. Les personnages ont été construits, on leur a donné un passé. On a constitué leur itinéraire politique, leur travail, on en a fait une fiche biographique, mais on ne l'a pas filmée. On essayé de faire passer cette histoire des personnages dans le jeu des comédiens, dans leur façon de parler, avec leurs expressions et leurs tournures plus ou moins paysannes, possédant une maîtrise plus ou moins grande du vocabulaire. C'est une dimension qui ne passe pas dans les sous-titres. Le deuxième élément, qui explique le passé des personnages, ce

LA CECILIA

Film de JEAN LOUIS COMOLI



sont les chansons. Elles disent la plupart du temps les raisons de l'exil. Elles racontent ce que faisaient les anarchistes en Italie et pourquoi on les obligeait à s'exiler. L'histoire est aussi expliquée par les chansons.

Cette entreprise de colonisation n'est pas du tout située par rapport aux modes de production du Brésil : rapports avec les latifondiers, etc.

C'est un choix de principe que j'ai fait de montrer le dehors en tant qu'il intervenait à l'intérieur du dedans, et de me faire moi-même aussi « aveugle » que les colons de Cecilia l'étaient. J'ai voulu que les spectateurs soient prisonniers de la vallée pour que, du Brésil, ils ne sachent pas plus que les personnages eux-mêmes. Si les spectateurs se demandent ce qu'il se passe à côté, dans le pays, dans les villes, c'est gagné ! Parce qu'ils comprendront d'une façon plus ou moins aiguë pourquoi les personnages du film ne se le demandent jamais, et ils le critiqueront.

L'histoire est intéressante du fait qu'elle éclaire le présent. Comment fais-tu la liaison avec les tentatives communautaires actuelles ?

« La Cecilia » dit clairement qu'il n'y a pas de possibilité de réaliser son désir de révolution *entre soi*. Il ne suffit pas de poser le problème de la révolution au niveau des sujets dans un cadre communautaire mais sur un plan plus largement collectif. Les expériences marginales ne le sont pas vraiment : il s'agit d'une marginalité partielle. Les communautés en France sont en situation de marginalité par rapport à la morale traditionnelle, par rapport à la structure familiale mais elles n'échappent pas aux lois de la société capitaliste.

On présente ton film comme étant un film sur l'anarchie. Cependant, je pense qu'il s'agit plus d'une œuvre sur l'utopie...

Ce n'est en effet pas un film sur les anarchistes mais sur l'utopie en tant qu'elle a trouvé son terrain d'expression essentiel à travers ce courant politique. C'est un film sur l'anarchie comme porte-parole des courants utopistes, et de ce fameux désir de révolution dont on a tant parlé. Dans l'anarchie, indépendamment de toutes les tactiques, des essais de prises de pouvoir partielles, ou d'investissement des syndicats, il y a toujours un rapport direct sans cesse affirmé entre le désir et la révolution. C'est une demande de jouissance sans frein, sans borne.

Cette semaine

DANS L'OBJECTIF



« Trois femmes sur scène »

● La grande presse bourgeoise semble découvrir depuis peu les spectacles faits par des femmes : « One woman Show » comme on les appelle et ceci avec la volonté de rattacher ces spectacles au phénomène « année de la femme ».

Cette presse (Express, Point, Nouvel Obs, Elle) assimile ces spectacles à des exhibitions féminines, dont le chef de file et initiatrice serait Zouc, passant sous silence leur réalité théâtrale. L'Express y voit même l'expression commune d'un « dévouement pathologique »

et justifie leur existence par les soi-disant névroses, frustrations, complexes de leurs auteurs (sous entendu : elles sont moches, donc mal baisées, nymphomanes, hystériques. On connaît la chanson !). Le spectateur éventuel serait donc la tête de Turc sur laquelle ces dames se défouleraient.

Qu'en est-il en vérité ?

D'abord une réalité : 80 % de chômage dans la profession, chômage renforcé chez les femmes, d'autant plus que la plupart des réalisations (TV, ciné, théâtre) emploient davantage d'éléments masculins. Comptez les femmes dans un générique, et faites la différence ! Ces dernières doivent

avant tout correspondre aux normes de l'« idéal » féminin imposé par l'esthétique bourgeoise.

Lorsque les comédiennes veulent s'exprimer hors de ce schéma en refusant de s'identifier à cet « idéal féminin » ET AVEC l'exigence du respect de leur personnalité physique, psychologique et créatrice (« L'Oiseau blanc » selon Kollontai), une seule solution pour elles : devenir leurs propres auteurs, se mettre en scène et jouer là où elles sont acceptées : circuits parallèles, café-théâtres en général ou MJC.

Dans le théâtre traditionnel, la femme n'apparaît pratiquement jamais comme un élément comique en soi ; c'est la situation qui la rend comique. Une femme drôle ne peut être que saoule, bête, fofolle style « boulevard » ou vulgaire.

Nous avons choisi de mettre l'accent sur trois d'entre elles. Point commun à leurs spectacles : ils sont drôles. D'un comique corrossif et dérangeant.

Marianne Sergent, Dominique Lavanant, Josiane Balasko sont des comiques qui n'ont pas de référence propre puisqu'elles sont les premières avec Zouc, Sylvie Joly, Nadine Mons à s'exprimer de cette manière. Ces trois comédiennes se connaissent depuis longtemps, jouent dans le même quartier. Entre elles, aucune rivalité, aucun esprit de concurrence, mais une solidarité à tous les niveaux : elles échanget des idées, des conseils de mise en scène, se pistonnent mutuellement auprès des critiques.

Marianne Sergent dénonce la soumission inconsciente de la femme soi-disant libérée et les travers petit-bourgeois dans une suite de sketches très drôles ; pourtant elle dit bien dans son spectacle que l'émancipation des femmes est indissociable de l'émancipation de l'homme et de la société.

Dominique Lavanant, quant à elle, met en scène sa propre vie, ses avatars multiples, usant de la richesse de ses mimiques et expressions pour déclencher le rire.

Josiane Balasko : une heure de rires devant les transformations de cette concierge coincée entre les murs de sa loge et délirant sur ses rêves, ses espoirs, le tout en prenant le public à témoin.

On rit follement.

Ces spectacles où la femme « idéale » tombe de son piédestal dans de grands éclats de rire, sont le reflet d'une réalité consciente et lucide de sa situation sociale et sexuelle. C'est pour cette raison que ces spectacles sont à voir, et aussi parce qu'on y rit beaucoup.

Laura

Marianne Sergent : 20h 30 Café d'Edgar. Bd. Edgar Quinet.
Dominique Lavanant : 22h 15 Café d'Edgar.

Josiane Balasko : 22h 15 P'tit Théâtre. Passage d'Odessa.

quand on n'a rien à dire, on se tait !

Paris, le 27. 1. 76

Depuis des semaines et des semaines, je ressens une grande colère contre la page culturelle de Rouge, qui n'est animée ni par une nécessité militante, ni par un goût artistique quel qu'il soit.

Je profite de ce rectificatif pour dire le vide que nous ressentons, pas mal de copains, à la lecture des rubriques théâtre, cinéma, livres.

1°) Liliane Atlan est née le 14 janvier 1932 à Montpellier - elle n'est ni israélienne, ni sioniste. « Les musiciens, les émigrants » est sa 5ème pièce de théâtre (plus des recueils de poèmes et articles divers).

Elle n'a séjourné que 3 ans en Israël elle y était pendant la guerre de Kippour. Cette guerre lui a fait ressentir les contradictions politiques et humaines dans lesquelles « son peuple » vivait d'une manière intolérable et voici ce qu'elle écrit en postface à sa pièce « lorsqu'elle est sortie de son hétérode » (sic Rouge) : « Un jour à Jérusalem, j'ai découvert par hasard que Deir - Yassine (et non Dar-el-Yacine), ce village arabe dont les habitants ont été massacrés par les juifs en 1948 est devenu un hôpital pour malades mentaux juifs, incurables. Cet hôpital porte le nom du roi Saül, un roi qui devint fou à l'époque où les hébreux fatigués des prophètes, voulurent devenir un peuple comme les autres peuples. Cette histoire n'est qu'une histoire parmi tant d'autres, mais la plus névralgique, sur laquelle bute « Les musiciens, les émigrants ».

J'ajoute que « 27 prix de littérature » est aussi absurde et peu crédible que d'annoncer, aujourd'hui, une manifestation d'un million de chômeurs, par exemple, et que les contradictions de Liliane Atlan et la forme de son engagement ne lui permettent guère d'être « Ecrivain officiel d'Israël »

2) En tant que militants révolutionnaires, nous n'avons pas le droit de faire des rubriques culturelles aussi inodores, incolores et sans saveur, où l'absence de documentations, de polémiques, de sensibilité artistique s'allient à l'ignorance, la naïveté, et ce qui est plus grave à l'absence d'engagement politique. Quand on n'a rien à dire on se tait.

Paulo

● Dont acte. La note sur « Les musiciens-les émigrants » de Liliane Atlan était parue dans Rouge 332 du 23 janvier. Collage inventé d'initiatives individuelles, la rubrique de l'hédo est la cible de critiques virulentes et justifiées. Le moyen que nous n'avions pas pour l'hédo et que nous nous donnons pour le quotidien devraient, outre nous permettre d'éviter les « gaffes » telle celle épinglée ici, surtout ouvrir le chemin d'un réel engagement en ce domaine. Une équipe commence à travailler, à débattre. La rubrique aura une « mémoire collective » et sera collectivement élaborée. Il importe que tous les camarades, surtout ceux qui travaillent dans ce domaine, qui souvent râgissent avec le plus de violence face au simulacre actuel, fassent plus et entrent en contact avec le journal.

Nom: **Lénine**
Profession: **Reporter**

La conception de la presse chez Lénine



Taupou Rouge

Nom : **Lénine**
Profession : **reporter de Madeleine Worontzoff**

● Durant toute la période qui précède la Révolution d'Octobre, Lénine s'est défini lui-même comme **publiciste**, journaliste révolutionnaire. Le livre de Madeleine Worontzoff montre à quel point cette conception du journalisme — et de la presse révolutionnaires s'oppose radicalement à l'idéologie du journalisme bourgeois. Elle met en lumière ce fait la force de Lénine : une conception unitaire et dialectique de la pratique théorique et de l'analyse quotidienne voire de l'agitation, une conception unitaire et dialectique de la construction du parti révolutionnaire et de son « organe central », son instrument d'expression publique.

Le livre de Madeleine Worontzoff vient à son heure. Il éclaire par exemple les débats qu'a connu le mouvement ouvrier portugais à l'occasion du conflit du **Republica** ; surtout il éclaire l'enjeu du pari que nous entendons tenir en publiant Rouge quotidien. Un instrument de réflexion très précieux sur la presse révolutionnaire, sa place dans la lutte révolutionnaire, son rôle pour la construction d'un parti révolutionnaire.

Éditions Taupou rouge.

A VOIR ET ENTENDRE

François Béranger

du 16 février au 29 à 21h... à la cour des Miracles. 23 Avenue du Maine Prix d'entrée : 20 francs.

Imago

● Ils sont trois : deux guitares et une flûte. Ils chantent à la fête de Libération, à la fête du PSU, à celle de Rouge... A partir du 10 février, le soir à 20 h 45 ils sont à « La Péniche », 131 Quai de Valmy ; c'est une vraie péniche amarrée sur le canal St Martin. Ça vous coûtera aussi 20F.

— Pour le plaisir de les écouter, et aussi soutenir leur passage dans des endroits sympathiques. Il n'y a pas que les galas de solidarité !

INTERVIEW DE R. VAUTIER



« Dire les choses telles qu'elles sont...
Toujours partir de l'événement »

René Vautier et son équipe de l'UPCB (Unité de production cinématographique Bretagne), qui ont déjà réalisé entre autres films « Avoir vingt ans dans les Aurès » et « la Folle de Toujane », viennent de terminer « Quand tu disais, Valéry... ». C'est un document qui porte comme sous-titre « Cent cents jours d'un président », non pas vu par le canal de latélévision française ou de quelque chaîne que ce soit, mais par les yeux des ouvriers d'une usine qui, au cours de ces cent cents jours, se font mettre à la porte deux fois, une première fois par M. Trigano, fabricant de caravanes, une seconde par le PDG d'une firme de machines agricoles qui avait repris les ateliers et une partie du personnel.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles ce film n'a pas trouvé de distributeur et ne passera certainement pas dans les circuits commerciaux. Mais on peut en obtenir une copie en location en s'adressant à l'UPCB (adresse parisienne : 35 rue Singer, Paris XVI^e, Tel : 224 74 24)

Ce film est un instrument de lutte, un formidable cours de formation syndicale. Faites le commander par vos UL ou vos UD ! Faites-le passer dans les boîtes en grève et pourquoi pas aussi dans les facs et les lycées !

● Peux-tu nous expliquer dans quelles conditions et de quelle façon vous avez réalisé votre dernier film ?

Des ouvriers d'une usine de la banlieue de St-Nazaire, qui étaient en grève, sont venus nous voir un jour en disant qu'ils voulaient faire un film sur leur lutte. Nous leur avons dit : « D'une part quand vous voudrez faire des actions que vous souhaitez qu'on prenne à la caméra, vous nous appellerez, on laisse un opérateur dans le coin. Pour le reste, voilà deux caméras super-8 et du matériel. » Et nous leur avons donné quelques conseils sur le mouvement des caméras et ainsi, il y a plus du quart du film qui a été tourné par les ouvriers eux-mêmes. Pour ce qui est du montage, il a été fait entièrement sous le contrôle des travailleurs, c'est-à-dire que comme l'usine était occupée, nous pouvions y revenir avec un appareil double bande dès qu'un morceau était monté. On faisait la projection devant deux cents gars de la boîte qui débattaient, qui demandaient que telle ou telle chose soit rajoutée, si bien que de court-métrage au départ, le film fait maintenant deux heures et quart.

● Comment a été financé le film ?

Ce sont les ouvriers de la région qui l'ont payé eux-mêmes en achetant leur place d'avance. Maintenant les ouvriers seront remboursés dans la mesure où on réussit à projeter et à diffuser le film.

● Est-ce que la durée du film ne pose pas quelques problèmes pour sa diffusion ?

A Paris, certains nous disent que nous parlons trop dans ce film de la région de la Brière, des racines que les gars ont dans le coin, comme s'il fallait que les ouvriers soient des trucs complètement interchangeables qui ne sont rattachés à rien, ce qui est vraiment une aberration, même sur le plan syndical maintenant, parce que les gars se battent pour avoir le droit de garder du travail là où ils sont. Si on passe sous silence la Brière, le film perd tout son sens ; on peut dire aux gars d'aller travailler dans une autre région. Nous, nous avons voulu montrer les racines qu'ils ont dans le coin, montrer que les hommes ne sont pas des pions que l'on prend ici pour les mettre ailleurs. Et en outre, ça n'intéresse pas les gars de St-Nazaire. Ne crois-tu pas que les Lorrains qu'on a envoyés à Fos ne vont pas se retrouver là-dedans, avec leurs problèmes ?

A un moment, il est question dans le film des répercussions qu'a la grève sur la vie de famille et, en particulier, sur les gosses des travailleurs qui s'intéressent beaucoup plus à ce qui se passe à l'usine occupée qu'à l'école, qui chantent dans la cour les chansons qu'ils ont apprises dans les manifs, qui se posent des questions à propos du fric qu'ils ne sont jamais posés jusque-là. Il y en a qui disent : « Il n'y a qu'à couper ça. » « Ce n'est pas possible, c'est trop important. » répondent les autres.

● Peux-tu expliquer en quelques mots ce qu'étaient les méthodes de Trigano ?

Ça consistait simplement à nommer cent sous-directeurs sur un personnel de 800 personnes et chacun travaillait avec une petite équipe ; c'était lui qui était responsable, on ne pointait plus en arrivant. C'était vraiment la concertation... et quand ça ne marchait pas bien, c'était quand même Trigano ou le directeur qui prenaient toutes

les décisions sur l'orientation de la boîte. C'était tout simplement une façon de faire organiser par les travailleurs eux-mêmes leur propre exploitation.

● Parle-nous maintenant de votre place comme cinéastes dans la lutte. Quelles ont été vos rapports avec les travailleurs ?

D'abord notre but n'était en aucun cas de nous mettre à la place des ouvriers ou de leur donner des leçons. Les jugements sur la grève, c'était aux travailleurs de les formuler, aux organisations syndicales, mais pas seulement aux responsables syndicaux, à tous les travailleurs, à tous ceux qui voulaient s'exprimer. A un certain moment, d'ailleurs,

le responsable syndical reconnaît que des erreurs ont été commises dans la gestion de la grève, en particulier au début. Et le gars dit effectivement : « En nous concentrant à l'intérieur de l'usine, plutôt qu'en essayant d'exporter la grève et nos mots d'ordre à l'extérieur, pour nous faire défendre par l'ensemble de la population, nous avons eu tort. » Mais ce sont les travailleurs eux-mêmes qui font l'analyse et ils sont cent fois mieux placés que nous pour la faire. Alors l'idéal, ce serait de leur dire : « Voilà le matériel, faites vous-mêmes votre analyse. » Seulement il y a quand même des problèmes qui se posent, des problèmes techniques. Quand on est tout à fait intégré dans la boîte, on peut parfaitement accompagner les gars avec une caméra 16 et un Nagra et faire des séquences qui sont des séquences professionnelles, mais conçues avec les ouvriers. Car il faut que le film ait suffisamment de forme professionnelle pour pouvoir être accepté dans les salles de spectacle normales sans qu'on nous dise : « Ah, oui, c'est intéressant mais c'est mauvais techniquement. » D'un autre côté, il faut aussi que les gars fassent des images eux-mêmes et apprennent à se servir de l'instrument. D'ailleurs, dans le film, toutes les séquences prises par les ouvriers même quand elles sont faites en super-8 et agrandies en 16, passent parfaitement bien, dans la mesure où ce sont des séquences en mouvement qui montrent une action.

Il y a eu dans cette lutte une confiance qui est née entre les travailleurs et nous qui fait que maintenant, ils prennent en charge eux-mêmes l'outil cinéma et nous avec. On arrive à un moment où les différences sont abolies, où il n'y a plus de barrière entre les militants ouvriers et les cinéastes militants, mais encore une fois à condition qu'ils se rendent compte qu'on n'est pas là pour leur donner des conseils, mais pour faire connaître au contraire leurs analyses à eux.



Le procureur de la République a fait condamner neuf ouvriers pour séquestration en disant : « Mais on sait très bien que ce ne sont pas les vrais responsables, le vrai responsable de la séquestration, c'est un gâcheur de pellicule ». Ce qui fait très plaisir, c'est que le président a été presque obligé de faire évacuer la salle, tellement les gars ont gueulé lorsqu'il a lâché le mot de « gâcheur de pellicule ». C'est là qu'on sent que quelque chose est né pendant le tournage. D'ailleurs avant que le film n'obtienne son visa, les Chantiers de l'Atlantique, c'est-à-dire dix mille gars, ont fait savoir qu'ils se mettraient en grève si le film était interdit par la commission de censure à Paris.

Vous avez pourtant eu quelques problèmes avec le tribunal de St Nazaire. Sur requête des syndicats de la Sotrimex, quatorze secondes prises pendant la séquestration d'un patron ont dû être supprimées de ton film.

C'est vrai et c'est intéressant. Montrer un patron séquestré dans son bureau et devant répondre devant un tribunal ouvrier, montrer un patron qui a l'air de faire dans son froc quand les ouvriers le jugent et lui demandent de s'expliquer, c'est effectivement quelque chose de dangereux. Et alors le tribunal dit : « Il faut enlever la tête du patron, on le voit dépeigné ». Et c'est effectivement dans le jugement. Les ouvriers le mettent sur la table, sur son bureau, et tirent sur sa veste en lui demandant de répondre à leurs questions. Alors le tribunal ordonne : « Coupez neuf secondes là, parce qu'il est dans une position indécente ». Et, il est seulement debout sur une table, les ouvriers lui tirant sur sa veste. Pour le tribunal, c'est une position indécente, car un patron ne doit jamais être montré dans une situation d'infériorité, ce n'est pas pensable.

● Que penses-tu du cinéma militant en général et comment le définirais-tu ?

D'abord, je pense qu'il y a au moins deux catégories de cinéma militant. Une catégorie que l'on pourrait appeler le cinéma de propagande, très orienté, c'est-à-dire qu'on part de quelque chose d'écrit, on tourne les choses comme elles sont écrites, c'est-à-dire pré-digérées, on essaie de bâtir quelque chose là-dessus.

Mais il y a une autre orientation possible, que l'on pourrait appeler le cinéma témoignage qui consiste à dire : « Aujourd'hui la vérité est révolutionnaire et si on permet simplement à la classe ouvrière, aux opprimés de par le monde de montrer leur vérité, à ce moment là, on fait œuvre révolutionnaire ». Et on fait tellement œuvre révolutionnaire que dès qu'on essaie de faire ça, il y a le pouvoir qui intervient.

● Tu as pourtant fait des films de fiction qui ont eu un certain succès, même commercial.

Bien sûr, mais la fiction peut aussi décrire une certaine réalité. Le problème de la fiction d'ailleurs, c'est un peu autre chose. Une des limites du cinéma militant, c'est de ne toucher que des convaincus. Nous nous sommes dit à l'UPCB que nous ne pouvions pas nous contenter de cette situation, qu'il fallait aussi que des films politiques soient vus par un grand nombre de gens, c'est-à-dire qu'ils passent à l'intérieur du système de diffusion habituel. Une des tactiques de l'UPCB, c'est d'utiliser tout ce qui existe sur le plan des structures cinématographiques, de les connaître, de les utiliser à fond, afin de pouvoir bénéficier le plus possible des aides institutionnelles pour faire du cinéma qui n'a rien à voir avec le système. Et c'est comme ça que nous avons fait en 1971-72 « Avoir vingt ans dans les Aurès », en bénéficiant d'une aide.

● Ferais-tu le même genre de films dans un autre système ?

Le jour où on aura un changement complet de pouvoir peut-être que je ne saurai plus faire de films... ou peut-être que les CRS continueront à me courir après... ce n'est pas impensable non plus.